

DEVENIR UNE BANQUE MEILLEURE

Le monde est confronté à un ensemble de défis interdépendants — pauvreté, crise climatique, dette, insécurité alimentaire, pandémies et fragilité — et à la nécessité d'accélérer l'accès à l'air pur, à l'énergie propre et à l'eau saine. Le temps presse.

Nous avons besoin d'une Banque meilleure pour relever ces défis et ceux de demain.

Les dirigeants du G20 ont invité le Groupe de la Banque mondiale à se réformer et à jouer un rôle plus important dans la solution à ces défis. Pour y répondre, nous avons revu à la hausse notre ambition en ce qui concerne la célérité, la simplicité, l'exploitation plus efficace de notre bilan et la collaboration avec nos partenaires et le secteur privé. Voici comment nous améliorons notre approche :



INNOVATIONS FINANCIÈRES

Nos nouveaux instruments financiers ont vocation à renforcer la capacité de prêt du Groupe de la Banque mondiale et lui permettent de prendre plus de risques face à des défis mondiaux communs. Nous avons dégagé 40 milliards de dollars de notre bilan en 10 ans en ajustant notre ratio prêts/fonds propres. Nous avons lancé un instrument faisant recours à des capitaux hybrides. Lancé en avril 2024, notre fonds pour la promotion d'une planète vivable baptisé *Livable Planet Fund*, offre aux États, aux organisations philanthropiques et à d'autres partenaires la possibilité de contribuer à nos ressources concessionnelles au profit des pays à revenu intermédiaire.



LABORATOIRE DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

Le Laboratoire de l'investissement privé est une initiative de collaboration entre le Groupe de la Banque mondiale et des dirigeants de grandes entreprises mondiales du secteur privé. Il a pour objectif de mettre au point des solutions aux obstacles existants à l'investissement du secteur privé dans les marchés émergents et les économies en développement. Le groupe de base des membres du Laboratoire, composé de 15 directeurs généraux et présidents d'institutions, a formulé des recommandations sur la certitude réglementaire, le recours accru aux garanties, l'atténuation des risques de change et l'utilisation accrue des modèles d'octroi et de cession de crédits aux fins de la mobilisation de capitaux privés. Leurs retours d'expérience ont déjà éclairé la mise au point de la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale.



PLATEFORME DES GARANTIES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Cette nouvelle plateforme offre simplicité et accès amélioré à nos produits de garantie, et nous met sur une bonne voie pour porter notre émission annuelle de garanties à 20 milliards de dollars d'ici 2030 et démultiplier les capitaux privés que nous mobilisons.



CONSORTIUM CHARGÉ DE LA BASE DE DONNÉES MONDIALE SUR LES RISQUES LIÉS AUX MARCHÉS ÉMERGENTS (GEMS)

Le Consortium GEMs est composé de 25 banques multilatérales de développement et d'institutions de financement du développement. Le Groupe de la Banque mondiale et le Consortium GEMs œuvrent en faveur de la transparence et mobilisent l'investissement privé dans les marchés émergents en publiant des données complètes sur les risques de crédit.



BANQUE DE CONNAISSANCES

Depuis 80 ans, les connaissances occupent une place essentielle pour le Groupe de la Banque mondiale, qui se repositionne non seulement comme mécanisme de financement, mais aussi en tant que source de connaissances. Pour ce faire, nous plaçons des experts à l'avant-garde de notre modèle, qui est piloté par les pays, en travaillant avec les autorités pour élaborer des plans de développement bien précis qui allient leur ambition et notre savoir-faire. *Le Pacte pour le savoir au service de l'action* décrit cette approche, en mettant l'accent sur quatre domaines : les produits de connaissance nouveaux et actualisés, les partenariats stratégiques, l'apprentissage amélioré et des systèmes de pointe.



FICHE DE PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

L'éthique de responsabilité et le sens de la précision sous-tendent tout notre travail. Notre nouvelle Fiche de performance institutionnelle est un moyen de mesurer la responsabilité et une pierre angulaire des efforts que nous faisons pour accroître notre efficacité, l'impact de notre action et nos résultats. Cet outil permet à nos actionnaires et aux contribuables de voir clairement l'impact de notre travail, récompensant ainsi leur confiance.



PANOPLIE D'OUTILS POUR LA PRÉPARATION ET LA RIPOSTE AUX CRISES

Le Groupe de la Banque mondiale déploie actuellement un ensemble élargi d'outils de préparation et de riposte aux crises destiné à aider les pays en développement à mieux répondre aux crises et à renforcer leur résilience face aux chocs futurs. Les clauses relatives à la résilience climatique de la dette permettent aux petits États d'accorder la priorité au relèvement après une catastrophe plutôt qu'au remboursement de la dette lorsqu'une catastrophe survient.

EXERCICE 24

RÉSUMÉ FINANCIER

ENGAGEMENTS MONDIAUX

Durant l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a fourni des financements indispensables, mené des travaux de recherche et d'analyse et collaboré avec les États, le secteur privé et d'autres institutions pour relever des défis de développement mondiaux.

117,5
BILLIARDS DE DOLLARS

de prêts, dons, prises de participation et garanties
en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales. Les totaux régionaux reflètent les engagements d'IFC qui ont été recalculés pour correspondre aux classifications régionales de la Banque mondiale en regroupant les engagements au niveau des pays au sein de chaque région de la Banque mondiale.

AFRIQUE	ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE	EUROPE ET ASIE CENTRALE	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
38,0 MILLIARDS DE DOLLARS	12,5 MILLIARDS DE DOLLARS	24,7 MILLIARDS DE DOLLARS	19,4 MILLIARDS DE DOLLARS
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	ASIE DU SUD	MONDE	
6,5 MILLIARDS DE DOLLARS	15,9 MILLIARDS DE DOLLARS	0,4 MILLIARD DE DOLLARS	

Institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financement et de savoir pour les pays en développement. Les cinq institutions qui le composent partagent la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) fournit des produits financiers et des conseils stratégiques pour aider les pays à réduire la pauvreté et à faire profiter l'ensemble de leur population des avantages d'une croissance durable.

L'Association internationale de développement (IDA) accorde des dons et des prêts concessionnels aux gouvernements des 75 pays les plus pauvres du monde.

La Société financière internationale (IFC) fournit des prêts, des garanties, des fonds propres sous forme de participations, des services-conseil et des services d'élaboration de projets, et mobilise des capitaux additionnels auprès d'autres sources, afin d'accroître les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournit des garanties contre les risques non commerciaux afin de faciliter les flux d'investissements étrangers vers les pays en développement.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) fournit des facilités internationales pour la conciliation, la médiation, l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

TABLEAU 1 : ENGAGEMENTS, DÉCAISSEMENTS ET ÉMISSIONS BRUTES DE GARANTIES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

PAR EXERCICE, EN MILLIONS DE DOLLARS

	2020	2021	2022	2023	2024
Groupe de la Banque mondiale					
Engagements ^a	83 547	98 830	104 370	128 341	117 492
Décaissements ^b	54 367	60 596	67 041	91 391	89 000
BIRD					
Engagements ^c	27 976	30 523	33 072	38 572	37 568
Décaissements	20 238	23 691	28 168	25 504	33 450
IDA					
Engagements ^{c,d}	30 365	36 028	37 727	34 245	31 195
Décaissements ^d	21 179	22 921	21 214	27 718	28 247
IFC					
Engagements ^e	17 604	20 669	22 229	27 704	31 654
Décaissements	10 518	11 438	13 198	18 689	19 147
MIGA					
Émissions brutes de garanties	3 961	5 199	4 935	6 446	8 204
Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires					
Engagements	3 641	6 411	6 407	21 374	8 871
Décaissements	2 433	2 546	4 461	19 480	8 156

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires (REDA), ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires. Les engagements rapportés au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires sont les montants des Dons bruts approuvés.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires.

c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

d. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

e. Inclut les engagements à long terme au titre du compte propre d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE

EN BREF

La Banque mondiale vise, à l'échelle de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique austral, à élargir l'accès à des services d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement de qualité ; à une énergie durable et propre ; à des services publics efficaces ; et à la connectivité numérique. Durant l'exercice 24, elle a approuvé des financements à hauteur de 15,6 milliards de dollars au titre de 96 opérations dans la région, dont 2,9 milliards de dollars sous forme d'engagements de la BIRD et 12,7 milliards de dollars sous forme d'engagements de l'IDA. Elle a également eu recours à des données et à des analyses pour aider les pays de la région à réaliser leur potentiel de développement.

TABLEAU 2 : AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 22-24

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 22	EX. 23	EX. 24	EX. 22	EX. 23	EX. 24
BIRD	2 907	2 364	2 914	2 441	1 690	3 126
IDA	15 266	14 368	12 735	7 133	10 417	10 696

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2024 : 78,8 milliards de dollars.

Amélioration des services d'éducation et de santé

Durant l'exercice 24, nous avons approuvé le [Programme d'appui à l'autonomisation et à la résilience des filles en Afrique de l'Est](#) afin d'aider plus de 2 millions de filles à poursuivre ou à reprendre leurs études et de donner à 160 000 femmes les moyens d'être plus productive sur le marché du travail au Mozambique et à Madagascar. Le programme, qui vise à modifier les comportements, devrait toucher plus de 6 millions de personnes — notamment des chefs traditionnels, des parents et des garçons — et renforcera les capacités dont disposent 26 000 administrateurs locaux, dirigeants communautaires et prestataires de services pour mettre en œuvre des réformes axées sur l'égalité femmes-hommes.

En [République démocratique du Congo](#), nous élargissons l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles, et nous améliorons les conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les établissements secondaires de certaines provinces. Ces efforts donnent notamment lieu à la création de cadres scolaires inclusifs et offrant de bonnes conditions de sécurité, au renforcement des programmes et à l'amélioration des matériels pédagogiques, et permettent aussi bien aux filles qu'aux garçons d'acquérir des compétences numériques. En Tanzanie, notre programme de [financement basé sur les résultats pour l'éducation](#) a permis d'inscrire 1,6 million d'élèves en maternel et au primaire.



Élargir l'accès à l'électricité sur l'ensemble du territoire rwandais

Le Groupe de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement se sont engagés à fournir l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici à 2030. Les deux organisations visent, conjointement, à aider les pays d'Afrique subsaharienne à élargir l'accès à l'énergie tout en faisant face au changement climatique.

Le Rwanda, qui a porté de 6 % en 2009 à plus de 75 % en mars 2024 la proportion de personnes ayant accès à l'électricité, montre le chemin. L'intégralité de ses centres de santé et des bâtiments administratifs et 84 % des établissements scolaires ont l'électricité.

Les autorités rwandaises ont préparé le terrain à ces remarquables progrès en 2008, en intégrant des cibles d'électrification dans leur stratégie nationale et en établissant le programme d'électrification du pays afin de mettre en œuvre des stratégies d'un bon rapport coût-efficacité.

La Banque mondiale a accéléré le rythme des progrès en accordant des financements de 475 millions de dollars à l'appui de la politique de développement du Rwanda. Ce dernier a mis en œuvre une politique globale pour le secteur de l'énergie privilégiant l'élargissement de l'accès à un approvisionnement en électricité durable et la responsabilité budgétaire, qui a notamment donné lieu à une réforme des tarifs, à la planification géospatiale des opérations, à l'adoption de mesures visant à assurer l'offre d'un service d'un coût abordable et à la formulation de stratégies d'électrification hors réseau. Le Rwanda a de ce fait pu maintenir le volume des subventions au secteur de l'électricité à moins de 1,4 % du PIB tout en poursuivant un solide programme d'électrification.

Afin d'améliorer la fréquentation scolaire en [Éthiopie](#), nous avons entrepris d'installer dans plus de 5 000 établissements scolaires des équipements essentiels pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et 223 salles réservées à la gestion de l'hygiène menstruelle. Au Malawi, nous améliorons les équipements WASH dans les écoles au profit de plus de 25 000 élèves dans le cadre du [Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Lilongwe](#). Ce dernier avait aussi permis d'améliorer l'approvisionnement en eau de plus de 370 000 personnes en mars 2024.

Assurer la transition énergétique

Notre [Programme pour l'accélération de la transformation de l'accès à une énergie durable et propre](#) a pour objet d'accroître l'accès à une énergie durable et propre dans l'ensemble de la région à l'horizon 2030. Ce programme profitera à 100 millions de personnes en améliorant l'accès à l'électricité en réseau et hors réseau dans une région où seulement 48 % de la population totale — et tout juste 26 % des habitants des zones rurales — ont l'électricité. Nous avons également publié des rapports nationaux sur le climat et le développement comprenant des recommandations sur la manière d'accélérer la transition énergétique pour l'Éthiopie, le Mozambique et le Zimbabwe.

Afin de mettre près de 2 millions de personnes à l'abri de problèmes liés à l'eau par suite de chocs climatiques, notamment des inondations, nous avons approuvé la deuxième phase du [Programme pour la résilience climatique de la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe](#), qui a pour objet de renforcer l'infrastructure, la gestion des risques de catastrophe et les systèmes de protection sociale au Malawi et dans la région.

Élargir l'envergure des marchés

Nous avons tiré parti des initiatives régionales telles que la Zone de libre-échange continental africaine (ZLECAF) pour faciliter l'accélération des réformes intérieures de manière à attirer et à conserver des investissements durables. Notre [projet au Rwanda](#), le premier d'une série d'opérations du genre, a permis de soutenir l'harmonisation de la législation interne avec le Protocole d'investissement de la ZLECAF et d'officialiser le mécanisme existant de prévention des différends qui couvre les questions écologiques en vue de son application rapide. En Zambie, nous avons soutenu la conception d'un accord type d'investissement international aligné sur le Protocole.

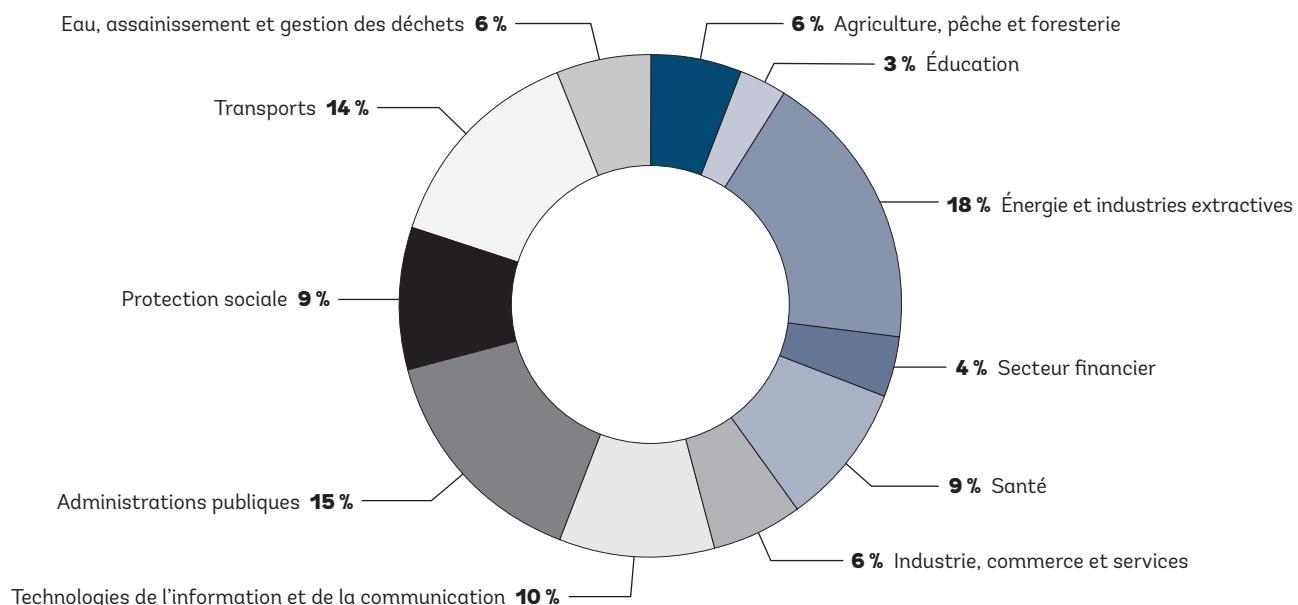
IMPACT DANS LES PAYS

Malawi : nous avons permis à [4,3 millions de personnes](#) d'obtenir accès à des services Internet de qualité à un coût abordable.

Ouganda : après avoir donné accès à l'électricité à [8,8 millions de personnes](#), nous avons entrepris de raccorder 5,7 millions de personnes de plus, dont quelque 500 000 réfugiés.

Tanzanie : nous avons financé, dans le cadre d'un partenariat forgé avec le pouvoir judiciaire tanzanien, la construction de 18 tribunaux de première instance, et ainsi permis à plus [13 millions de citoyens](#) d'avoir accès à des services judiciaires.

FIGURE 1 : AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE
OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR - EXERCICE 24
PART DU TOTAL DE 15,6 MILLIARDS DE DOLLARS



Renforcer l'infrastructure immatérielle essentielle

Nous nous sommes employés, en partenariat avec la Banque africaine de développement, le FMI et l'ONU, à renforcer les effectifs et les capacités institutionnelles des ministères publics et des organismes centraux somaliens, ce qui a permis au pays d'économiser 4,5 milliards de dollars au titre du service de la dette et d'atteindre [le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés](#) en décembre 2023.

Combler la fracture numérique

Dans le cadre de la série de [Projets d'intégration numérique de l'Afrique de l'Est](#), nous accroisons les possibilités d'accès à des connexions haut débit d'un coût abordable, nous renforçons le cadre requis à cet effet, nous assurons la convergence des politiques relatives au commerce et au transfert de données numériques transfrontaliers, et nous promouvons l'acquisition de compétences numériques.

TABLEAU 3 : AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE
LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2012	DONNÉES ACTUELLES ^a
Population totale (millions)	401,6	552,5	739,1
Croissance démographique (% annuel)	2,6	2,7	2,5
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	664,0	1 653,7	1 601,6
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	0,6	(1,0)	0,1
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	226,3	233,4	277,9
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	53,7	62,1	65,5
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	50,2	57,9	60,4
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	358,0	546,8	545,0
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	56,4	42,2	42,8
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire ^b	11,9	6,2	15,8
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	85,2	85,6	87,1
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	73,8	73,5	72,5
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	137,7	78,1	55,3
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	49,4	67,9	72,3
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	0,8	8,5	27,7
Accès à l'électricité (% de la population)	20,0	31,7	48,7
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	65,5	61,7	66,1
Personnes utilisant au moins des services d'eau potable de base (% de la population)	41,8	51,1	59,1
Personnes utilisant au moins des services d'assainissement de base (% de la population)	22,4	27,6	31,8

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat. Les données concernant les Seychelles (pays à revenu élevé) sont incluses dans cet ensemble.

a. Données les plus récentes entre 2018 et 2023 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données pour l'Afrique subsaharienne.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.banquemondiale.org/fr/region/afr/eastern-and-southern-africa.

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

EN BREF

Nous nous employons, partout en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, à autonomiser les femmes, à promouvoir la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique, et à renforcer les infrastructures sociales et la numérisation. Durant l'exercice 24, la Banque mondiale a approuvé des financements à hauteur de 11 milliards de dollars au titre de 66 opérations dans la région, dont 1,7 milliard de dollars sous forme d'engagements de la BIRD et 9,3 milliards de dollars sous forme d'engagements de l'IDA. Environ la moitié de ces engagements ont bénéficié à des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

TABLEAU 4 : AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 22-24

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 22	EX. 23	EX. 24	EX. 22	EX. 23	EX. 24
BIRD	386	564	1 725	261	161	240
IDA	12 213	11 390	9 274	6 544	7 948	9 007

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2024 : 58,1 milliards de dollars.

Autonomiser les femmes à travers l'éducation et les services de santé

Nos projets ont permis à 1,8 million de filles de plus, à l'échelle de la région, de s'inscrire dans le cycle d'enseignement secondaire et, ce faisant, d'établir les fondations d'une croissance économique future. Afin de tirer parti de ces résultats, nous avons approuvé un financement complémentaire de 770 millions de dollars dans le but d'accroître la portée de l'[initiative en faveur de l'apprentissage et de l'autonomisation des adolescentes au Nigéria](#). Nous avons pour objectif de donner à 8,6 millions de filles accès à ce programme ; plus de 250 000 filles remplissant les conditions requises ont déjà obtenu des bourses. Au Sénégal, le

projet « [Investir dans les premières années du développement humain](#) », qui se chiffre à 75 millions de dollars, a profité à [14 millions de mères et d'enfants](#) grâce à toute une gamme d'interventions axées sur le jeune enfant et de services de nutrition essentielle. Il a également porté la proportion des déclarations de naissances de 43 % en 2018 à 73 % en 2023.

Renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face au climat

Nous avons apporté une aide alimentaire d'urgence à 3,4 millions de personnes et un soutien agricole à 11,1 millions d'agriculteurs de la région. Grâce au [Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest](#), plus de 1,6 million

Électrifier un avenir plus radieux pour l'Afrique

Un nouveau parc solaire de 25 mégawatts équipé de batteries de stockage a été mis en service en République centrafricaine en novembre 2023 avec l'appui de la Banque mondiale. Il alimentera en électricité 250 000 habitants de Bangui, la capitale, et doublera pratiquement la capacité de production du pays. L'électricité produite remplacera plus de 90 % de celle qui est actuellement générée au moyen d'installations au diesel, et dégagera plus de 4 millions de dollars par an pour le compte de la compagnie d'électricité nationale. Elle contribuera également à réduire les émissions d'environ 670 000 tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) sur une base nette.

Au Nigéria, plus de 17,5 millions d'habitants, soit 20 % de la population actuellement non desservie, bénéficieront de notre Projet d'accès décentralisé grâce au développement des énergies renouvelables, qui donnera lieu au remplacement de plus de 280 000 générateurs onéreux et polluants alimentés par des combustibles fossiles par des installations solaires indépendantes. Nous sommes également sur le point d'achever la construction de la ligne de transport de 225 kilovolts de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie qui permettra de connecter la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Sénégal par l'intermédiaire de 15 sous-stations électriques comme celle de Tambacounda.

Ces projets, comme beaucoup d'autres, sont les piliers de l'action de grande envergure que le Groupe de la Banque s'est engagé à mener pour donner accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici 2030, en partenariat avec la Banque africaine de développement.



d'agriculteurs ont pu obtenir des biens et des services agricoles au Burkina Faso, au Mali, en Sierra Leone et Togo. Plus de 63 800 tonnes d'engrais ont été distribuées à plus de 530 000 agriculteurs dans ces pays. Une aide d'urgence a été accordée au Ghana durant l'exercice 24, qui a donné lieu à la distribution de 29 000 tonnes d'engrais, d'herbicides et de semences à plus de 128 000 agriculteurs. Lors des Assemblées annuelles de 2023, la Banque mondiale et le Groupe OCP ont annoncé qu'ils travailleront en partenariat pour apporter un soutien à 5 millions d'agriculteurs du Bénin, de Guinée, du Mali et du Togo exploitant 10 millions d'hectares.

Améliorer le cadre des affaires

Au Nigéria, nous soutenons les efforts déployés pour améliorer l'environnement propice aux affaires. Grâce à notre [Projet de transformation économique du Ghana](#), nous visons à accroître la transparence du cadre réglementaire grâce à l'offre de services reposant sur les technologies, et à promouvoir la participation des citoyens par l'intermédiaire de portails électroniques.

Renforcer l'infrastructure de la protection sociale et la prestation de services numériques

Nous avons étendu la couverture des filets de protection sociale à plus de 50 millions de personnes, en stimulant les investissements dans les registres sociaux et les systèmes de prestation de services numériques. Par exemple, au Niger, plus

de [1,1 million de personnes — parmi lesquelles des personnes réfugiées et déplacées et des membres des communautés qui les ont accueillies](#) — ont obtenu accès à des services publics et à des débouchés économiques au cours des quatre dernières années grâce au Projet d'appui aux réfugiés et aux communautés d'accueil.

IMPACT DANS LES PAYS

Côte d'Ivoire : après avoir collaboré avec les autorités publiques pour accroître de 500 % le nombre de titres fonciers délivrés depuis 2018, nous visons à présent à assurer la délivrance de 500 000 titres fonciers supplémentaires et de 250 000 contrats officiels au cours des cinq prochaines années, au profit de quelque [6,2 millions de personnes, en particulier des femmes](#).

République centrafricaine : nous avons facilité la mise en place d'un nouveau parc solaire de 25 MW équipé de batteries de stockage qui permet d'alimenter en électricité [250 000 habitants de la capitale](#), et qui a presque doublé la capacité de production d'électricité du pays.

Tchad : nous avons donné la possibilité de procéder à des transferts monétaires à [177 000 ménages et fourni à 100 000 ménages](#) un appui axé sur le capital humain, en améliorant considérablement l'accès des réfugiés et des membres des communautés les accueillant à des services de base, à des moyens d'existence et à des filets de protection sociale.

FIGURE 2 : AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE
OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 24
PART DU TOTAL DE 11,0 MILLIARDS DE DOLLARS

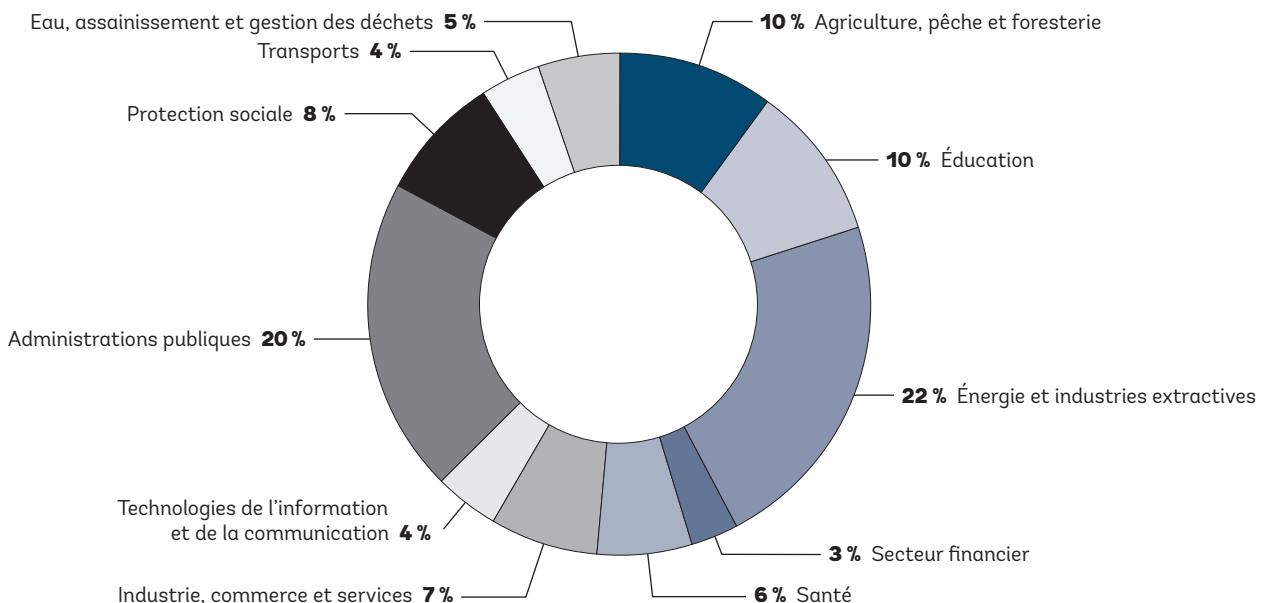


TABLEAU 5 : AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE
LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2012	DONNÉES ACTUELLES ^a
Population totale (millions)	269,6	376,8	502,8
Croissance démographique (% annuel)	2,7	2,8	2,5
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 435,5 ^b	1 767,5	1 702,1
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	1,1	2,3	0,8
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	148,9 ^c	136,2	123,9
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	51,4	56,3	58,7
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	49,1	54,4	56,6
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	140,7	170,4	215,9
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	53,7 ^c	36,1	27,3
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire ^d	11,9	6,2	15,8
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	84,3	83,6	79,0
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	82,9	80,0	80,3
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	169,0	116,0	91,6
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	60,1	66,9	68,3
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	0,1	10,3	47,0
Accès à l'électricité (% de la population)	34,1	44,1	55,4
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	83,3	78,9	76,1
Personnes utilisant au moins des services d'eau potable de base (% de la population)	50,7	63,3	74,1
Personnes utilisant au moins des services d'assainissement de base (% de la population)	21,8	29,9	38,7

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2019 et 2023 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2008.

c. Données de 2001.

d. Données pour l'Afrique subsaharienne.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.banquemondiale.org/fr/region/afr/western-and-central-africa.

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

EN BREF

Nous nous employons, dans toute la région Asie de l'Est et Pacifique, à appuyer un développement économique intégrant des solutions visant à promouvoir le capital humain, à faire face au changement climatique et à la nécessité de se préparer aux crises et à créer des opportunités pour le secteur privé. Durant l'exercice 24, la Banque mondiale a approuvé des financements à hauteur de 8 milliards de dollars au titre de 37 opérations dans la région, dont 6,8 milliards de dollars sous forme d'engagements de la BIRD et 1,2 milliard de dollars sous forme d'engagements de l'IDA.

Nous poursuivons nos opérations au Myanmar, conformément à la stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de fragilité, de conflits et de violence 2020-2025. Nous continuons de resserrer les partenariats que nous avons forgés avec des pays membres non emprunteurs, notamment la Corée, la Malaisie et Singapour, de manière à pouvoir échanger des enseignements et des solutions à l'appui du développement en vue de promouvoir des priorités communes.

TABLEAU 6 : ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 22-24

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 22	EX. 23	EX. 24	EX. 22	EX. 23	EX. 24
BIRD	5 482	6 636	6 788	5 439	4 350	5 492
IDA	1 673	877	1 238	1 502	1 448	1 015

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2024 : 32,7 milliards de dollars.

Expérimenter des techniques culturales durables pour réduire le méthane et stimuler la prospérité au Viet Nam

Le [Projet de transformation pour une agriculture durable au Viet Nam \(VnSAT\)](#), dans le cadre duquel de nouvelles techniques de riziculture ont été mises à l'essai, a permis de réduire les émissions et d'accroître les revenus nets des agriculteurs ; il pourra être poursuivi à plus grande échelle et reproduit dans d'autres pays.

Le riz est un aliment de base pour plus de la moitié de la population mondiale, mais sa culture émet d'importantes quantités de méthane, un gaz à effet de serre (GES) puissant. Grâce aux techniques employées dans le cadre du VnSAT, les émissions de GES émanant d'environ 180 000 hectares de rizières ont été abaissées d'environ 1,5 million de tonnes d'équivalent CO₂ par an par rapport aux émissions de l'agriculture traditionnelle. Le projet a permis à 150 000 riziculteurs d'accroître leurs bénéfices moyens à l'hectare d'environ 30 % par rapport à ceux des ménages ne participant pas au projet.

Le programme VnSAT, qui est couronné de succès, est source d'enseignements pour d'autres secteurs agricoles, notamment ceux du café, de l'élevage et de la pêche, et ses techniques peuvent être directement appliquées dans d'autres zones de riziculture. En Chine, d'où proviennent quelque 30 % de la production mondiale de riz, le [Programme de riz paddy pour la réduction des émissions de méthane et de la consommation d'eau](#) a pour objet de réduire les émissions de méthane, d'améliorer les services d'irrigation et de drainage et de fournir un soutien agricole à une production de riz résiliente face au changement climatique dans la province d'Hunan, la plus grande région productrice de riz du pays.



Élargir l'accès à des services de santé intégrés de qualité

Nous soutenons la transformation ambitieuse du système de santé indonésien dans le but de remédier aux obstacles auxquels sont confrontés de longue date la prestation de soins primaires de qualité, les hôpitaux de recours et les laboratoires de santé publique. Le [Projet de renforcement des systèmes de santé indonésiens](#) a pour objet d'accroître la disponibilité de matériels opérationnels dans les centres de santé publique et d'améliorer les services que ces derniers fournissent dans tout le pays. Nous appuyons aussi les efforts menés par l'Indonésie pour renforcer la disponibilité de professionnels de la santé grâce un [Prêt à l'appui de la politique de développement pour une couverture de santé universelle](#).

Promouvoir une énergie durable et la riposte aux crises

Nous avons lancé une approche-programme à phases multiples pour accélérer la transition énergétique dans la région. Les financements effectués par l'intermédiaire de la BIRD et de l'IDA permettront de mettre en place une capacité de production de 2,5 gigawatts à partir de sources d'énergie renouvelable et, ce faisant, de réduire, sur une base nette, les émissions de gaz à effet de serre de 60 millions de tonnes d'équivalent CO₂.

Dans le Pacifique, nous avons accru la résilience face aux risques climatiques, aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence sanitaire en faisant bénéficier différents États insulaires, parmi lesquels les îles Marshall, les îles Solomon, les Fidji, Kiribati et les Tonga, d'opérations ou de financements à l'appui des politiques de développement assortis d'une option de

tirage différé en cas de catastrophe (CAT DDO). Les CAT DDO permettent d'obtenir des financements rapidement à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'une crise sanitaire.

Les Philippines sont devenues le premier pays à bénéficier de l'option de riposte rapide de la nouvelle panoplie d'outils pour la préparation et la riposte aux crises du Groupe de la Banque mondiale, qui leur permet de réaffecter immédiatement une partie de nos financements pour répondre aux besoins du pays et de la population en cas de crise.

IMPACT DANS LES PAYS

RPD lao : nous avons aidé [1,2 million de ménages pauvres et vulnérables](#) à obtenir une assistance ciblée de l'État et des institutions de l'ONU en créant le premier service d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil.

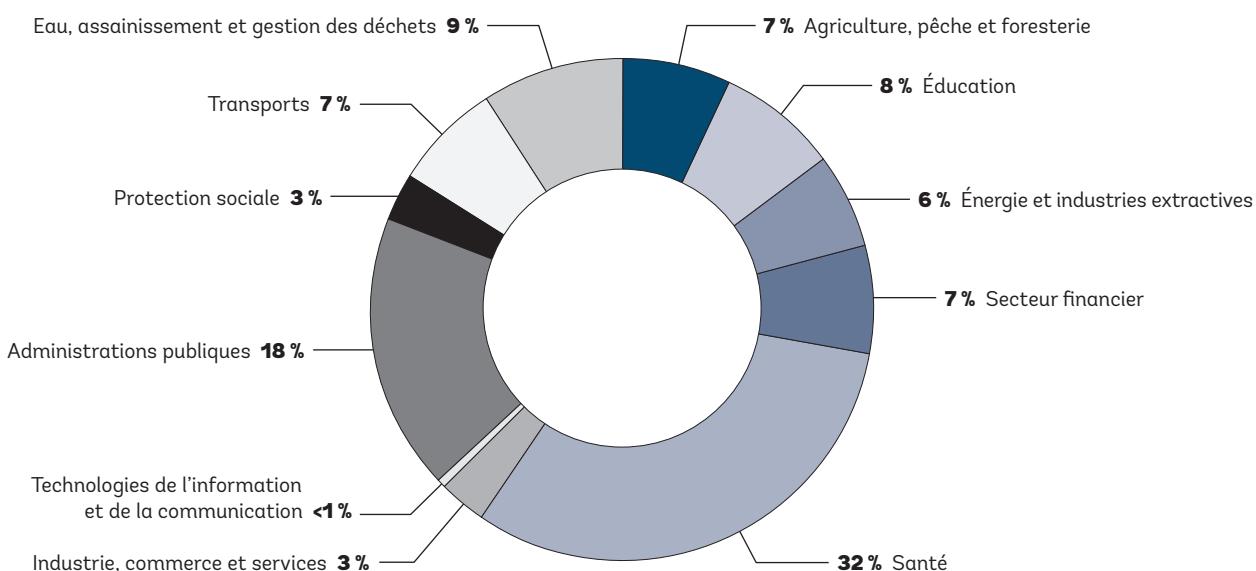
Samoa : les [226 000 habitants du pays](#) bénéficient d'un meilleur accès aux services de transport grâce aux projets mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale entre 2013 et 2022.

Viet Nam : nous nous employons à alimenter en eau potable [2 millions d'enfants](#) grâce à notre obligation novatrice liée aux réductions d'émissions portant sur un montant de 50 millions de dollars, qui financera la fourniture de systèmes de purification de l'eau à 8 000 établissements scolaires.

FIGURE 3: ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 24

PART DU TOTAL DE 8,0 MILLIARDS DE DOLLARS



Combler la fracture numérique dans les équipements publics

Nous avons approuvé le premier [Prêt à l'appui de la politique de développement pour la transformation numérique aux Philippines](#) durant l'exercice 24 afin de promouvoir cette transformation dans le cadre des politiques relatives aux équipements publics et numériques, élargir l'inclusion financière

grâce à la finance numérique et stimuler l'expansion des services publics en ligne. Ce prêt contribuera au financement des activités de numérisation des opérations et des services des administrations publiques, stimulera la concurrence sur les marchés des équipements numériques et encouragera l'adoption de services financiers et de paiement numériques.

TABLEAU 7 : ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2012	DONNÉES ACTUELLES ^a
Population totale (millions)	1 817,0	2 001,2	2 133,7
Croissance démographique (% annuel)	1,0	0,9	0,2
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	911,0	5 073,4	10 446,1
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	6,6	6,7	4,8
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	716,9	176,1	22,4
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	72,9	77,1	79,0
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68,3	71,8	73,5
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	4 141,5	10 809,8	12 660,7
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	39,5	8,8	1,0
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	15,8	4,5	11,5
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	81,6	78,8	80,1
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	59,8	48,6	44,2
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	42,2	20,1	15,3
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	93,1	98,4	97,4
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	1,9	35,7	75,3
Accès à l'électricité (% de la population)	91,2	95,8	98,0
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	31,7	14,8	16,1
Personnes utilisant au moins des services d'eau potable de base (% de la population)	78,7	89,3	96,2
Personnes utilisant au moins des services d'assainissement de base (% de la population)	56,2	77,2	92,9

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2020 et 2023 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

**Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/eap.**

EUROPE ET ASIE CENTRALE

EN BREF

Nous visons, dans toute la région Europe et Asie centrale, à améliorer l'accès à des services d'éducation et de santé de qualité, à promouvoir la transition énergétique et la gestion des ressources en eau, à accroître la prospérité économique et la création d'emplois et à améliorer la connectivité physique et numérique. Durant l'exercice 24, la Banque mondiale a approuvé des financements à hauteur de 10,4 milliards de dollars au titre de 50 opérations dans la région, dont 9,3 milliards de dollars sous forme d'engagements de la BIRD et 1,1 milliard de dollars sous forme d'engagements de l'IDA.

TABLEAU 8 : EUROPE ET ASIE CENTRALE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 22-24

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 22	EX. 23	EX. 24	EX. 22	EX. 23	EX. 24
IBRD	5 974	10 162	9 302	4 580	4 833	10 574
IDA	2 511	1 098	1 100	764	2 385	1 187

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2024 : 44,0 milliards de dollars.

Améliorer l'accès à des services d'éducation et de santé de qualité

Nous modernisons près de 200 établissements scolaires en Géorgie dans le cadre du [Projet 12Q : Innovation, inclusion et qualité](#) dans le but d'inspirer une nouvelle génération de scientifiques et d'innovateurs. En République kirghize, notre [Projet pour l'innovation et la qualité dans l'enseignement supérieur](#) améliore la qualité et la pertinence des programmes d'enseignement supérieur au profit de 160 000 étudiants, professeurs et chercheurs. Il vise à assurer la correspondance entre les travaux de recherche appliquée et le marché du travail et à améliorer les possibilités d'emploi des jeunes, surtout des femmes.

Nous aidons le Tadjikistan à renforcer ses services de soins de santé primaires grâce au [Projet Millati Solim](#), et nous améliorons les résultats dans le domaine de la santé en Serbie par l'intermédiaire du [Projet de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles](#). En Ukraine, nous apportons un appui aux soins de santé préventifs, au développement des services de rééducation et à la formation de prestataires de soins primaires dans le cadre du [Projet visant à promouvoir la santé et à sauver des vies](#).



Maintenir le soutien à l'Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, il y a plus de deux ans, continue de dévaster le pays et d'avoir des répercussions négatives dans la région. Nous avons mobilisé environ 10 milliards de dollars au profit de l'Ukraine durant l'exercice 24 grâce au généreux appui de bailleurs de fonds et au recours à des instruments financiers novateurs, notamment les garanties fournies par des bailleurs au titre des financements de la BIRD et la mobilisation de fonds par l'IDA par l'intermédiaire du Mécanisme de gestion des crises.

Nous avons à ce jour mobilisé 42 milliards de dollars à titre de financement d'urgence pour aider l'Ukraine à maintenir ses capacités administratives et institutionnelles de base, à fournir des services essentiels et à procéder à des réparations dans des secteurs cruciaux comme la santé, l'agriculture, le logement, les transports et l'énergie, et nous avons soutenu les réformes visant à renforcer la gestion budgétaire et la reconstruction future. Les ressources émanant de bailleurs de fonds bilatéraux représentent plus de 90 % des capitaux mobilisés par le Groupe de la Banque mondiale. Ce soutien permet aux autorités de fournir des services essentiels à plus de 15 millions d'Ukrainiens.

En février 2024, nous avons publié la troisième Évaluation rapide des dommages et des besoins, selon laquelle il faudrait à l'Ukraine au moins 486 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années pour procéder aux réparations nécessaires et à sa reconstruction.

Promouvoir la transition énergétique et la gestion des ressources en eau

Nous avons lancé des initiatives majeures dans le cadre d'opérations pilotes pour accroître l'adoption des énergies renouvelables, soutenir l'efficacité énergétique et renforcer la sécurité de l'alimentation en électricité. Nous avons approuvé le [Programme de développement des énergies renouvelables en Europe et Asie centrale](#) dans le but d'accroître de 15 gigawatts la capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, tout en réduisant les émissions de carbone de 240 millions de tonnes et en créant plus de 900 000 emplois en rapport avec les énergies renouvelables.

La Turquie, premier pays à contracter un emprunt dans le cadre de ce programme, élargit la couverture des entreprises et des ménages par le marché de l'énergie solaire décentralisée et mène une opération pilote de stockage sur batteries de l'électricité décentralisée.

En Asie centrale, notre [Projet de rétablissement de paysages résilients](#) qui œuvre à la remise en état de paysages transfrontaliers, profite à 50 000 personnes. En République kirghize, nous encourageons un développement durable en améliorant l'accès à l'eau de 200 000 personnes dans 94 villages, et nous aidons à rétablir les paysages ruraux. Nous avons également publié des rapports nationaux sur le climat et le développement pour l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et la Roumanie. Les recommandations formulées dans ces rapports ont éclairé le dialogue et les opérations sur la politique de développement durable.

Accroître la prospérité économique et la création d'emplois

Nous soutenons des réformes et des investissements axés sur la création d'emplois et une croissance entraînées par le secteur

privé. Nos prêts à l'appui des politiques de développement et nos autres opérations ouvrent des débouchés en améliorant le cadre réglementaire de la concurrence, en renforçant l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation, et en élargissant l'accès à des financements. Au Kosovo, notre [Financement à l'appui de la politique de développement pour l'efficacité, la compétitivité et une croissance verte](#) promeut la création d'emplois et un environnement plus propre. Au Kazakhstan, nous modernisons l'écosystème de la recherche et du développement dans le but de promouvoir l'innovation et de créer des emplois dans le cadre du [Projet de promotion d'une innovation productive](#).

IMPACT DANS LES PAYS

Tadjikistan : [près de 3 millions de personnes](#) profitent directement des projets de renforcement de la résilience dans des domaines aussi divers que l'agro-industrie, la vaccination des enfants et la gestion des risques de catastrophes.

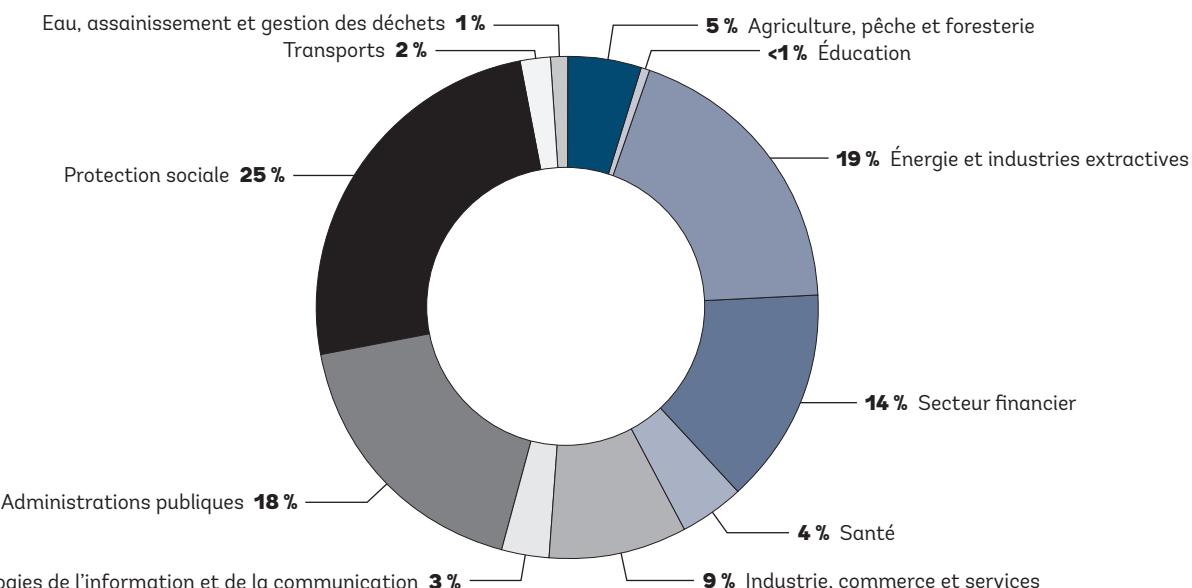
Turquie : nos stratégies de développement à faible émission de carbone pourraient permettre de [réduire lesdites émissions de 70 %](#) et créer des débouchés économiques d'une valeur de [146 milliards de dollars](#) (soit 1 % du PIB) à l'horizon 2040.

Ukraine : nous avons aidé plus de [13 millions de personnes](#) à recevoir en temps voulu des paiements au titre des pensions et de l'aide sociale, et à continuer de bénéficier de services essentiels, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

FIGURE 4 : EUROPE ET ASIE CENTRALE

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR · EXERCICE 24

PART DU TOTAL DE 10,4 MILLIARDS DE DOLLARS



Améliorer la connectivité physique et numérique

Nos études montrent que, sous réserve de la poursuite des investissements et des politiques requises, l'établissement d'une voie de transport traversant les pays situés le long du [couloir central de commerce et de transport](#) en Asie centrale et dans le Caucase pourrait tripler le volume des échanges tout en réduisant de moitié les temps de déplacement d'ici 2030.

Afin de développer les infrastructures numériques, nous avons affecté un financement additionnel au [Projet numérique pour l'Asie centrale et l'Asie du Sud](#), qui donne accès à l'internet à plus de 800 000 personnes en République kirghize. Ce projet a porté à 57 % le taux de pénétration de l'internet dans le pays, en attirant des investissements privés et en améliorant les services numériques des administrations publiques.

TABLEAU 9 : EUROPE ET ASIE CENTRALE

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2012	DONNÉES ACTUELLES ^a
Population totale (millions)	216,0	232,7	247,5
Croissance démographique (% annuel)	0,4	0,8	0,2
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 847,3	6 825,7	7 691,9
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	6,4	3,2	4,4
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	43,3	4,2	2,3
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	73,0	76,2	77,6
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	65,0	69,0	70,7
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	2 577,2	2 959,7	2 830,7
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	9,2	0,9	0,5
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	18,9	14,9	17,8
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	68,2	67,2	64,7
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	33,7	30,2	29,0
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	42,8	19,7	13,1
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	95,9	97,5	99,8
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	1,7	39,5	81,0
Accès à l'électricité (% de la population)	99,0	99,7	100,0
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	7,6	7,5	10,1
Personnes utilisant au moins des services d'eau potable de base (% de la population)	91,3	93,5	95,6
Personnes utilisant au moins des services d'assainissement de base (% de la population)	89,9	94,9	97,8

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2020 et 2023 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/eca.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

EN BREF

Nous nous efforçons, dans toute la région Amérique latine et Caraïbes, d'améliorer l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité, d'accroître la résilience face au changement climatique tout en favorisant une transition écologique, et de collaborer avec d'autres banques multilatérales de développement et le secteur privé pour promouvoir la prospérité et la numérisation. Durant l'exercice 24, la Banque mondiale a approuvé des financements à hauteur de 9,7 milliards de dollars au titre de 52 opérations dans la région, dont 9,4 milliards de dollars sous forme d'engagements de la BIRD et 269 millions de dollars sous forme d'engagements de l'IDA. Nous avons signé 14 accords de services de conseil payables par remboursements¹ avec 5 pays pour un montant total de 13,2 millions de dollars.

TABLEAU 10 : AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 22-24

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 22	EX. 23	EX. 24	EX. 22	EX. 23	EX. 24
BIRD	9 407	9 828	9 463	8 911	8 216	6 305
IDA	1 030	181	269	510	322	602

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2024 : 33,5 milliards de dollars.

Améliorer les services d'éducation et de santé

Au cours des 10 dernières années, près de 13 millions d'habitants de la région ont bénéficié de nos 48 projets d'éducation au titre desquels un montant total de 5 milliards de dollars a été engagé. Au Guyana, des projets se chiffrent à 99 millions de dollars s'attaquent aux inégalités dans tous les cycles d'enseignement de manière à pouvoir répondre à l'accroissement de la demande sur le marché du travail, qui porte notamment sur des compétences nouvelles. Plus de 6 000 élèves du secondaire ont jusqu'à présent tiré profit de ces projets et plus d'un millier d'enseignants ont reçu des formations. Le rapport sur les leçons tirées du PISA pour l'Amérique latine et les Caraïbes intitulé [Learning can't wait: Lessons for Latin America and the Caribbean from PISA 2022](#), que nous avons établi conjointement avec la Banque interaméricaine de développement, examine la

crise de l'apprentissage qui touche les adolescents de la région et représente l'une des plus graves crises de l'éducation survenue depuis 100 ans.

Au Chili, nous élargissons l'accès aux services de santé primaires grâce à un projet de 200 millions de dollars. En République dominicaine, un projet de 190 millions de dollars a pour objet d'améliorer la qualité de la prestation des services de santé publique, en particulier les soins de santé maternelle et néonatale, et de renforcer les systèmes de santé et d'aide sociale. Notre rapport intitulé [Health at a Glance: Latin America and the Caribbean](#), qui fait le bilan de la situation sanitaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, analyse la résilience des systèmes de santé des pays de la région face au changement climatique.

¹ Les services de conseil remboursables sont des services assurés aux pays à revenu intermédiaire ou à revenu élevé clients admissibles sollicitant de tels services, qui ne peuvent toutefois pas être intégralement financés à partir des programmes pays de la Banque. La Banque mondiale collabore dans ce cas avec les pays demandeurs en leur fournissant des services de conseil et d'analyse ainsi qu'un soutien à la mise en œuvre ; elle est ensuite remboursée du coût de la prestation desdits services.



Innover pour un avenir plus vert en Uruguay et au Chili

L'Uruguay est devenu, avec l'appui de la Banque mondiale, un pionnier de la confection d'instruments financiers conçus pour faire face au changement climatique. En novembre 2023, nous avons approuvé en sa faveur un prêt de 350 millions de dollars dans le cadre du Mécanisme de financement basé sur les objectifs environnementaux. Ce prêt constitue une première, car il établit un lien entre les conditions de financement de la banque multilatérale de développement et l'atteinte de cibles environnementales ambitieuses. L'Uruguay pourrait bénéficier d'une réduction jusqu'à 12,5 millions de dollars du montant des intérêts dus au titre de ce prêt s'il parvenait à réduire de manière vérifiable l'intensité des émissions de méthane de la production animale.

Nous avons approuvé un investissement de 150 millions de dollars en faveur du Chili, qui possède de riches ressources renouvelables, dans le but de promouvoir la réalisation de projets d'hydrogène vert à l'intérieur du pays. Il s'agit de notre premier prêt ayant pour objet de promouvoir l'hydrogène vert pour appuyer les efforts d'atténuation des effets du changement climatique. Le Chili compte produire l'hydrogène le moins coûteux au monde d'ici 2030 et figurer parmi les trois principaux exportateurs d'hydrogène à l'horizon 2040.

Nous sommes déterminés à assurer l'accès des femmes et des filles à tous les services dans des conditions d'égalité. Notre plan d'action régional en matière de genre (2021-2025) présente une approche conçue de manière à réduire les écarts persistants entre les femmes et les hommes au niveau national. En Équateur, nous avons approuvé un prêt de 500 millions de dollars visant à promouvoir un développement inclusif et durable en protégeant les groupes les plus vulnérables et en soutenant l'égalité des genres dans tous les secteurs économiques.

Promouvoir la résilience climatique et une transition écologique

Nous accroissons la résilience de la région face au changement climatique et nous aidons les pays à poursuivre leur programme de transition énergétique. En Colombie, au Guatemala, au Mexique et au Pérou, le Programme mondial pour des logements résilients recense les logements vulnérables à des catastrophes naturelles, détermine ceux qui peuvent être sécurisés avant qu'il ne soit trop tard et permet aux propriétaires de logements de solliciter des subventions publiques et des capitaux privés. Au Pérou, deux projets portant sur un montant total de 1,5 milliard de dollars soutiennent l'adaptation au changement climatique et une économie plus verte. Au Panama, nous apportons notre appui à des réformes propices à la transition énergétique et à une croissance inclusive à faible émission de carbone, qui profitent aux populations les plus vulnérables. Enfin, en Colombie, un prêt de 750 millions de dollars destiné à appuyer une croissance équitable vise aussi à protéger la faune et la flore sauvages et à réduire le déboisement. Durant l'exercice 24, nous avons publié des rapports sur le climat et le développement pour la Colombie et la République dominicaine comprenant des recommandations pour le développement durable.

Promouvoir l'inclusion des entrepreneurs dans le secteur formel

En Équateur, le [Projet de croissance inclusive et durable](#) a appuyé l'intégration d'une nouvelle forme de société dans le cadre juridique. Cette structure simplifiée, qualifiée de S.A.S., est maintenant la plus populaire employée pour monter une entreprise en Équateur. À la fin de l'exercice 24, plus de 58 700 S.A.S. soit environ 80 % du nombre total de sociétés, avaient été enregistrées dans le pays. Les mêmes résultats probants ont été observés en El Salvador, où plus de 800 sociétés se sont inscrites au cours des cinq mois qui ont suivi l'adoption de la structure de S.A.S cette année et plus de 1 821 procédures d'enregistrement ont été entreprises en ligne.

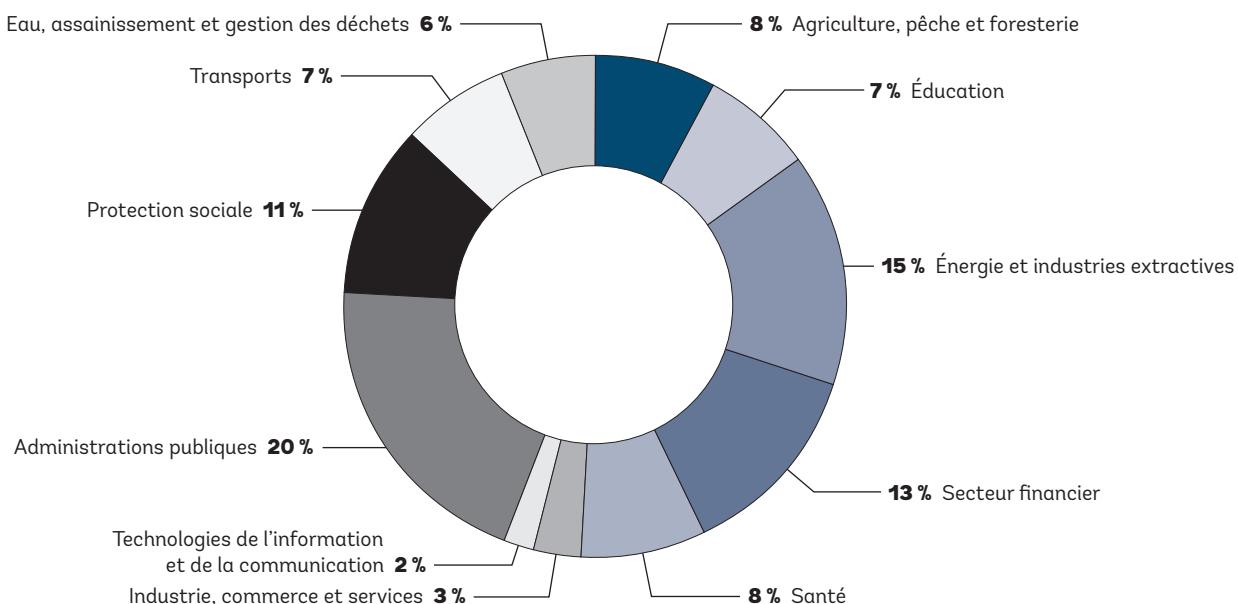
IMPACT DANS LES PAYS

Argentine : nos mesures de protection contre les inondations ont profité à plus de [6 millions de personnes](#) en mettant à l'abri leurs communautés et les infrastructures.

Équateur : nous avons financé la ligne totalement électrifiée du métro de Quito, qui devrait réduire, chaque année, les émissions de [67 000 tonnes d'équivalent CO₂](#) et permettre d'économiser 50 millions de dollars en carburants.

Jamaïque : nos projets de réduction des risques et d'intervention d'urgence ont profité à [57 % de la population](#) depuis 2016, en accroissant leur résilience et leur préparation aux catastrophes naturelles et à d'autres situations d'urgence.

FIGURE 5 : AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 24
PART DU TOTAL DE 9,7 MILLIARDS DE DOLLARS



Collaborer pour une prospérité durable et le développement numérique

Nous avons forgé notre premier partenariat d'une durée de quatre ans avec la Banque interaméricaine de développement afin de pouvoir mieux lutter contre la pauvreté, créer des emplois et faire face au changement climatique. Nous nous sommes engagés à collaborer dans trois domaines prioritaires. En Amazonie, nous accompagnerons les pays dans l'adoption de méthodes de déboisement neutres en carbone ; nous aiderons

à améliorer les moyens d'existence des habitants, en particulier les peuples autochtones, et préserverons l'écosystème. Dans les Caraïbes, nous nous employerons à soutenir la gestion des risques de catastrophe et des crises climatiques et à élaborer des mécanismes de protection financière permettant de faire face aux chocs qui se produiront à l'avenir. Nous réduirons également la fracture numérique dans toute la région en collaborant aux activités axées sur l'infrastructure numérique et la connectivité dans les zones rurales, en particulier pour l'éducation.

TABLEAU 11 : AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2012	DONNÉES ACTUELLES ^a
Population totale (millions)	468,1	541,0	600,8
Croissance démographique (% annuel)	1,5	1,1	0,7
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	4 093,9	9 463,5	9 028,4
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,1	1,2	1,4
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	71,3	30,6	22,6
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	74,2	77,0	76,7
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	67,7	70,9	70,5
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 036,5	1 401,1	1 242,2
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	13,8	5,1	3,5
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	43,9	16,2	18,2
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	60,5	66,1	69,2
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	35,9	32,2	33,1
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	34,4	20,4	15,7
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	90,8	96,9	94,6
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	3,4	42,2	75,6
Accès à l'électricité (% de la population)	91,1	96,3	98,5
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	29,8	29,4	34,9
Personnes utilisant au moins des services d'eau potable de base (% de la population)	90,1	94,8	97,7
Personnes utilisant au moins des services d'assainissement de base (% de la population)	73,2	82,3	88,5

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2020 et 2023 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

**Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/lac.**

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

EN BREF

Nous nous employons, dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, à renforcer le capital humain, à promouvoir une croissance verte et inclusive et à accroître les capacités en infrastructures. Durant l'exercice 24, la Banque mondiale a approuvé des financements à hauteur de 4,6 milliards de dollars au titre de 17 opérations dans la région, dont 4,2 milliards de dollars sous forme d'engagements de la BIRD et 340 millions de dollars sous forme d'engagements de l'IDA, ainsi qu'un financement spécial de 87,5 millions de dollars au titre de projets en Cisjordanie et Gaza. Les montants recouvrés dans le cadre des accords de services de conseil remboursables, qui ont consisté en une assistance stratégique et technique pour la conception de réformes sociales, économiques et environnementales durables, se sont élevés à 41,5 millions de dollars.

TABLEAU 12 : MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 22-24

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 22	EX. 23	EX. 24	EX. 22	EX. 23	EX. 24
BIRD	4 135	4 697	4 233	3 407	2 964	3 332
IDA	817	561	340	559	552	587

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2024 : 27,6 milliards de dollars.

Renforcer le capital humain : services de santé, d'éducation et de protection sociale

Durant l'exercice 24, nous avons continué de donner la priorité au développement du capital humain, notamment dans les pays en situation de fragilité, de conflits et de violence. Au Yémen, nous assurons la prestation de services essentiels de santé, de nutrition, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène grâce au financement additionnel de 150 millions de dollars accordé au Projet de Capital humain en situation d'urgence. Ce dernier, qui est mis en œuvre par des partenaires de l'ONU, devrait bénéficier à 19 millions de personnes, dont 10 millions de femmes et de

filles. Nous avons aussi approuvé un montant supplémentaire de 150 millions de dollars au titre du Projet de protection sociale d'urgence et de riposte à la COVID-19 dans ce pays. Cette troisième série de financements aidera des millions de Yéménites confrontés à une insécurité alimentaire chronique et à des facteurs de vulnérabilité exacerbés par le conflit en cours, l'instabilité économique et les chocs liés au climat.

Nous avons également engagé des dons à hauteur de 35 millions de dollars pour financer la fourniture de secours d'urgence à Gaza. Ces dons soutiennent les activités poursuivies en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance,



Mobiliser un appui d'urgence au Maroc

En septembre 2023, un tremblement de terre de magnitude 6,8 a frappé la chaîne du Haut Atlas au Maroc : il a fait plus de 2 900 victimes et provoqué des dégâts qui ont touché plus 300 000 personnes à Marrakech et dans ses environs. La Banque mondiale, qui collabore étroitement avec le Maroc depuis 65 ans, a pris des mesures sans tarder pour apporter son appui aux interventions menées dans le pays après la catastrophe. Nous avons procédé à une évaluation rapide des dommages et apporté une aide aux autorités publiques pour leur permettre de rapidement décaisser des fonds aux personnes touchées par l'intermédiaire du Fonds de solidarité, régime d'assurance mis en place avec notre appui antérieurement à la catastrophe.

Notre portefeuille d'opérations de financement et de gestion des risques de catastrophe au Maroc s'est chiffré au total à 580 millions de dollars au cours des cinq dernières années. Ces fonds ont contribué à l'amélioration du cadre institutionnel en vue de la poursuite à plus grande échelle d'activités de réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résilience financière de toute la population marocaine face à des catastrophes naturelles.

l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme alimentaire mondial pour assurer un approvisionnement d'urgence en aliments, en eau et en fournitures médicales. Nous avons approuvé un don de 30 millions de dollars en faveur de la Cisjordanie pour assurer la poursuite de l'éducation des enfants, un financement de 22 millions de dollars pour appuyer les services municipaux et un financement de 45 millions de dollars pour renforcer les soins de santé et les services hospitaliers.

Favoriser une croissance verte et inclusive

Nous avons publié des rapports nationaux sur le climat et le développement pour la Cisjordanie et Gaza, le Liban et la Tunisie afin d'aider les responsables de l'action publique de la région à promouvoir leurs objectifs climatiques et de développement. En Libye, les inondations catastrophiques de septembre 2023 ont dévasté des localités situées à l'est du pays, en particulier la ville de Derna. La Banque mondiale a établi, en collaboration avec l'ONU et l'Union européenne, une [Évaluation rapide des dégâts et des besoins](#) de manière à apporter des éléments d'information utiles aux efforts de relèvement et de reconstruction.

Nous avons signé un nouveau [protocole d'accord](#) avec la Banque islamique de développement pour promouvoir le renforcement de la collaboration entre nos institutions. Ce protocole d'accord couvre principalement des missions d'information et des opérations conjointes axées sur les liens entre l'énergie, la nourriture et l'eau, sur les effets du changement climatique, l'autonomisation des femmes et des jeunes de manière à leur permettre de participer aux activités du secteur privé, et la promotion de la transition numérique et de l'intégration régionale. Le protocole d'accord a pour objet de

générer un volume de cofinancement de 6 milliards de dollars jusqu'à la fin de 2026 ; des financements représentant 45 % de ce montant ont déjà été obtenus.

Élargir les débouchés économiques des femmes

La Banque mondiale a recours à toute une gamme d'instruments pour soutenir l'engagement pris par la Jordanie d'accroître le taux de participation des femmes à la vie active, notamment dans le contexte du [Cadre de partenariat avec le pays](#) qui vient d'être approuvé. Nous avons contribué, grâce à nos opérations, à notre assistance technique (notamment le mécanisme pour le genre [Mashreq Gender Facility : l'initiative de financement en faveur des femmes entrepreneurs](#) ; et la publication [Les femmes, l'entreprise et le droit](#)) et à notre dialogue sur l'action à mener, à la poursuite de réformes juridiques en Jordanie en

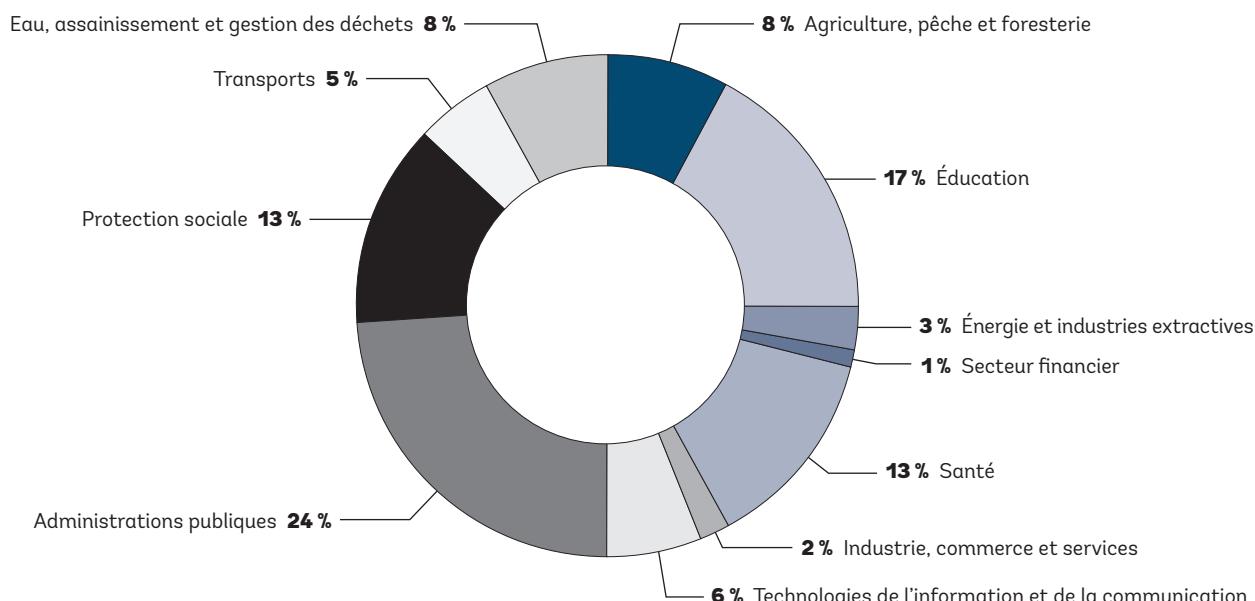
IMPACT DANS LES PAYS

Égypte : la Banque fournit un appui aux programmes de protection sociale Takaful et Karama qui couvrent 4,7 millions de ménages vulnérables et bénéficient à environ [20 millions de personnes, dont 75 % de femmes](#).

Liban : un projet routier a permis de remettre en état plus de 500 kilomètres de routes dans 25 districts du pays et a créé [1,3 million de jours de travail pour des travailleurs libanais et des réfugiés syriens](#).

Maroc : nos programmes ont profité [directement à plus de 400 000 personnes](#) et, indirectement, à 33 millions d'habitants, grâce à la réalisation de plus de 230 projets de réduction des risques de catastrophe.

FIGURE 6 : MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 24
PART DU TOTAL DE 4,6 MILLIARDS DE DOLLARS



vue d'éliminer les obstacles à l'emploi des femmes, d'interdire la discrimination fondée sur le genre sur les lieux de travail et de pénaliser le harcèlement sexuel au travail. Durant l'exercice 24, nous avons approuvé le premier projet axé sur les femmes dans la région : le [Programme de renforcement des débouchés économiques des femmes en Jordanie pour l'obtention de résultats](#) vise à améliorer les conditions de travail, à accroître l'inclusion financière et l'entrepreneuriat, à sécuriser les transports publics et à élargir l'accès à des services de garde d'enfants de qualité et peu coûteux.

Analyser les besoins en infrastructures essentielles

Nous avons publié une [évaluation provisoire des dégâts](#) à Gaza en partenariat avec l'ONU et avec l'appui financier de l'Union européenne. Nous avons ainsi déterminé, sur la base d'une estimation préliminaire, que les dégâts causés aux infrastructures essentielles par le conflit entre octobre 2023 et la fin de janvier 2024 étaient de l'ordre de 18,5 milliards de dollars—soit l'équivalent de 97 % du PIB de la Cisjordanie et Gaza réunis en 2022. Une évaluation rapide et complète des dégâts et des besoins sera effectuée dès que la situation le permettra.

TABLEAU 13 : MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2012	DONNÉES ACTUELLES ^a
Population totale (millions)	283,9	356,2	430,9
Croissance démographique (% annuel)	2,0	1,8	1,5
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 595,5	4 600,4	3 968,1
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	4,0	1,7	1,2
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	9,7	8,2	19,1
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	70,8	73,9	74,8
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	66,5	69,0	69,9
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	813,2	1 297,7	1 370,9
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	3,4	2,3	4,7
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	15,1	5,2	12,4
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	24,5	26,2	23,2
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	35,4	31,7	31,4
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	46,7	29,0	20,9
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	81,4	88,9	86,7
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	0,9	26,0	73,4
Accès à l'électricité (% de la population)	91,4	94,7	96,9
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	3,0	2,6	2,9
Personnes utilisant au moins des services d'eau potable de base (% de la population)	86,5	90,6	93,7
Personnes utilisant au moins des services d'assainissement de base (% de la population)	79,4	86,2	90,4

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2018 et 2023 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.banquemonde.org/fr/region/mena.

ASIE DU SUD

EN BREF

Nous nous employons, partout en Asie du Sud, à promouvoir la sécurité de l'approvisionnement en eau et la résilience face aux risques climatiques et de catastrophes, à soutenir le passage à des sources d'énergie renouvelables et à promouvoir la création d'emplois. Durant l'exercice 24, la Banque mondiale a approuvé des financements à hauteur de 9,4 milliards de dollars au titre de 35 opérations dans la région, dont 3,2 milliards de dollars sous forme d'engagements de la BIRD et 6,2 milliards de dollars sous forme d'engagements de l'IDA. Nous avons également financé 59 services de conseil et produits d'analyse en faveur de 8 pays, pour un montant total de 62,8 millions de dollars.

TABLEAU 14 : ASIE DU SUD

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 22-24

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 22	EX. 23	EX. 24	EX. 22	EX. 23	EX. 24
BIRD	4 781	4 321	3 143	3 129	3 290	4 381
IDA	4 217	5 770	6 239	4 202	4 646	5 153

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2024 : 55,0 milliards de dollars.

Promouvoir la sécurité hydrique pour un avenir résilient face au changement climatique

En Asie du Sud, 60 millions de personnes en moyenne sont touchées chaque année par des catastrophes naturelles depuis 2010. Nous aidons les populations concernées en procédant à des investissements visant à accroître la résilience ainsi que la productivité. En Inde, un nouveau projet de 300 millions de dollars élargira et améliorera l'accès d'environ 2 millions de personnes à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans 21 villes. Au Bangladesh, nous avons engagé un montant de 102 millions de dollars pour financer un couloir économique le

long de la rivière Jamuna pour améliorer les moyens d'existence des résidents et protéger un écosystème unique. Au Pakistan, nous avons engagé un peu plus de 71 millions de dollars à titre de financement additionnel pour continuer d'appuyer la maîtrise des inondations et la résilience face au climat dans la province du Sindh, qui est extrêmement vulnérable et a été de loin la plus touchée par les inondations catastrophiques de 2022. La Plateforme pour l'eau en Afghanistan, que nous dirigeons conjointement avec l'ONU, coordonne l'aide humanitaire dans le pays ainsi que les investissements dans la réponse aux besoins fondamentaux en eau.

Stimuler la transition de l'Inde vers une énergie sobre en carbone

L'Inde, qui est l'un des pays dont l'économie se développe le plus rapidement au monde, a atteint un stade critique de son développement. Bien que sa consommation d'énergie par habitant ne représente qu'un tiers de la moyenne mondiale, sa demande d'énergie devrait s'accroître rapidement par suite de son expansion économique.

L'Inde a pour objectif de parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2070 ; pour ce faire, il lui faudra procéder à des transformations donnant lieu à l'élimination progressive de l'emploi de combustibles fossiles. L'hydrogène vert représente une innovation technologique fondamentale qui offre la possibilité de remplacer des secteurs à forte intensité énergétique comme les industries du ciment, des engrains et de l'acier sur une trajectoire à faible émission de carbone. L'Inde entend développer une industrie de l'hydrogène vert pour créer des emplois et promouvoir la sécurité énergétique.

La Banque mondiale soutient cette transition au moyen de deux opérations à l'appui de la politique de développement portant sur un montant de 3 milliards de dollars. Ce financement stratégique a pour objet de catalyser le développement de l'énergie sobre en carbone en Inde dans trois domaines interconnectés : la création d'une industrie de l'hydrogène vert, le développement des énergies renouvelables et la mobilisation de financements climatiques.



Soutenir la transition vers des sources d'énergie à faible émission de carbone et renouvelables

Nous collaborons avec les pays de la région pour les aider à atteindre les objectifs de réduction d'émissions qu'ils se sont fixés et à accroître la proportion de sources d'énergie renouvelable dans leur bouquet énergétique. Au Bangladesh, nous avons engagé un montant de 300 millions de dollars dans le but d'améliorer l'efficacité de la distribution de gaz et de réduire les émissions de méthane tout au long de la chaîne de valeur du gaz naturel. Au Pakistan, nous avons engagé un montant de 1 milliard de dollars à l'appui de l'achèvement d'un important projet de centrale hydroélectrique dans le cadre de notre appui plus général à la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. Au Népal, nous avons signé un protocole d'accord avec la [Banque asiatique de développement](#) visant à renforcer le secteur de l'hydroélectricité du pays en fournissant à ce dernier des services de conseil et des financements conjoints. Au Bhoutan, nous avons fait bénéficier le pays de notre assistance technique pour aider les autorités nationales à établir les règles et procédures de participation au marché du carbone de manière à pouvoir monétiser les crédits de réduction des émissions générés par l'hydroélectricité et d'autres ressources naturelles renouvelables.

Créer des emplois pour promouvoir l'égalité, la prospérité et la résilience

L'Asie du Sud ne crée pas suffisamment d'emplois pour pouvoir absorber une population en âge de travailler en rapide augmentation. Selon notre dernière note d'information sur le développement en Asie du Sud intitulée [South Asia Development Update](#), il sera essentiel de mobiliser des investissements privés et d'assurer une robuste croissance des entreprises et des sociétés pour pouvoir créer le nombre d'emplois de la qualité requise dont la région a besoin. Pour combler ce déficit, nous apportons notre appui aux pays en

vue de la poursuite de réformes essentielles, de la mise en place de programmes d'acquisition de compétences et de la réalisation de travaux d'analyse.

À l'issue des crises économiques traversées par le Sri Lanka et le Pakistan, nous soutenons une série de réformes ayant pour objet de replacer l'économie de ces deux pays sur une trajectoire de croissance plus durable en stimulant la compétitivité et en posant les fondations d'une reprise et d'une création d'emplois entraînées par le secteur privé. L'attention porte de manière cruciale sur l'augmentation de la participation des femmes à la vie active puisque seulement un quart de ces dernières font actuellement partie de la population active en Asie du Sud.

IMPACT DANS LES PAYS

Bangladesh : grâce à notre appui, les filles représentent maintenant plus de la moitié de tous les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire, et le taux de participation des femmes à la vie active est passé de [36 % à 43 %](#) au cours des six dernières années.

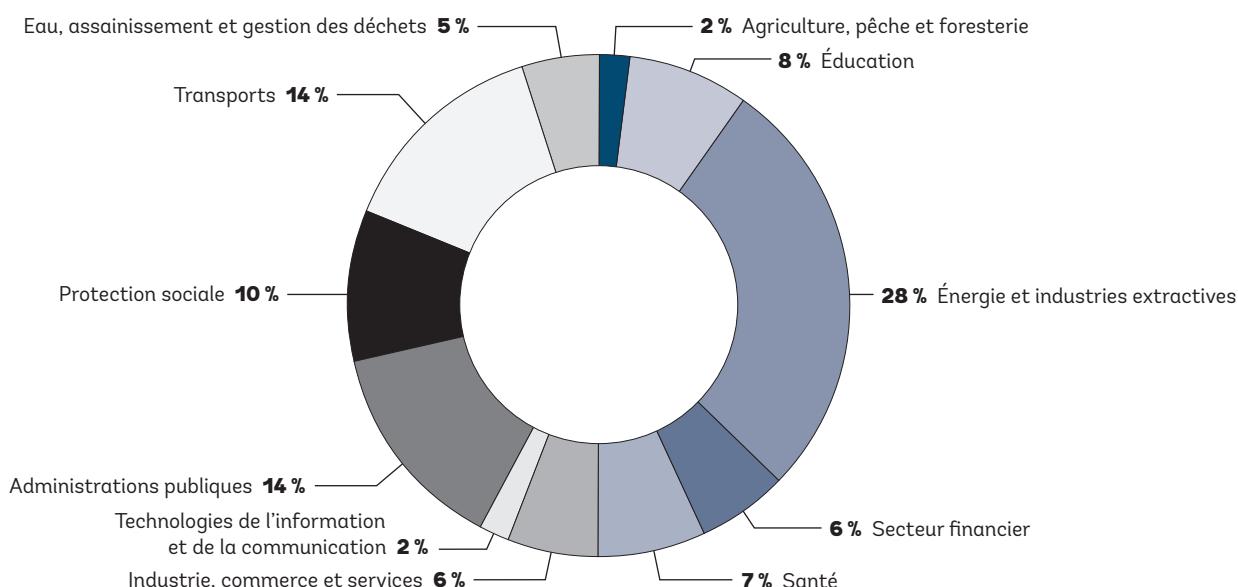
Maldives : nous avons contribué à [l'installation de panneaux solaires d'une puissance de 53,5 mégawatts](#) dans les îles et au large afin de mettre en place une puissance de stockage sur batteries de 50 mégawatts-heures et de mettre à niveau le réseau électrique en incluant des sources d'énergie propre.

Pakistan : nous avons aidé à doubler le montant de recettes recouvrées à l'échelle de la province de Khyber Pakhtunkhwa pour le porter de [99 millions à 216 millions de dollars](#) entre les exercices 19 et 22, grâce à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion budgétaire.

FIGURE 7: ASIE DU SUD

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR - EXERCICE 24

PART DU TOTAL DE 9,4 MILLIARDS DE DOLLARS



Nous soutenons également des programmes inclusifs d'acquisition de compétences qui ont pour objet de mieux préparer la population à des emplois lucratifs. Au Bangladesh, nous avons accordé un financement de 300 millions de dollars dans le but de permettre à environ 900 000 jeunes ruraux défavorisés — pour la plupart des femmes — d'acquérir des compétences, d'obtenir une éducation sous une autre forme, de bénéficier d'un soutien à l'entrepreneuriat et d'avoir des possibilités d'emploi. En Inde, nous avons engagé un montant de 195 millions de dollars pour financer des activités de formation et d'amélioration des compétences et pour fournir à plus de 300 000 personnes des emplois dans des

secteurs en rapide expansion, notamment ceux des énergies renouvelables, des services de l'information et des technologies, et de l'hôtellerie. Nous faisons également bénéficier l'Inde d'un financement de 74 millions au titre d'un projet de développement de l'emploi mené avec d'importantes sociétés du secteur privé.

Nous avons publié un rapport sur le marché du travail au Bhoutan, dont la population active de plus en plus éduquée émigre à un rythme sans précédent : nous présentons dans ce rapport des recommandations à l'appui de la création d'emplois dans le secteur privé.

TABLEAU 15 : ASIE DU SUD

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2012	DONNÉES ACTUELLES ^a
Population totale (millions)	1 406,9	1 708,7	1 938,5
Croissance démographique (% annuel)	2,0	1,4	1,0
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	442,1	1 383,5	2 388,1
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,1	3,9	5,3
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	590,3 ^b	339,4	186,9
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	63,9	69,5	70,1
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62,0	65,9	66,4
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 073	2 147,9	2 518,4
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	40,4 ^b	19,9	9,7
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	17,1	7,4	9,9
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	35,1	34,4	41,4
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	79,6	75,3	69,9
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	93,5	57,0	35,9
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	67,5	84,2	99,3
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	0,5	10,1	42,6
Accès à l'électricité (% de la population)	57,9	79,5	98,3
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	49,4	37,6	37,8
Personnes utilisant au moins des services d'eau potable de base (% de la population)	81,4	87,8	93,1
Personnes utilisant au moins des services d'assainissement de base (% de la population)	17,8	49,1	75,5

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2020 et 2023 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/sar.



RÉSULTATS PAR THÈME

RÉSULTATS PAR THÈME

Pour devenir une Banque meilleure, nous avons réorganisé nos pôles d'expertise en cinq vice-présidences ou unités de connaissance thématiques — **Personnes, Prospérité, Planète, Infrastructures et Numérique** — afin de relever les défis interdépendants du monde non seulement par le financement, mais aussi par le savoir. Nous avons acquis et hérité de décennies de connaissances grâce à notre travail, et cette nouvelle structure nous permet de les partager plus facilement avec nos bénéficiaires. Dans la section suivante, nous décrivons de quelles manières, entre autres, nos connaissances ont permis d'améliorer la vie des populations au cours de l'exercice 24.

PERSONNES

EN BREF

Nous soutenons les services de santé, d'éducation et de protection sociale afin d'améliorer la vie des populations :

- Nous travaillons avec nos partenaires sur des programmes de protection sociale visant à atteindre 500 millions de personnes d'ici à la fin de l'année 2030, avec pour objectif que la moitié de ces bénéficiaires soient des femmes.
- Dans le cadre de notre effort mondial pour fournir des soins de base à chaque étape de la vie, nous aidons les pays à fournir des services de santé de qualité à un prix abordable à 1,5 milliard de personnes d'ici à 2030.
- Notre portefeuille d'opérations en cours a permis d'améliorer la scolarité de 280 millions d'élèves, dont 137 millions de femmes et de filles, au 31 décembre 2023.

Capital humain

Alors que les pays sont confrontés à de multiples crises mondiales, il est encore plus important pour eux d'investir dans le capital humain, c'est-à-dire dans les connaissances, les compétences et la bonne santé dont les personnes ont besoin pour réaliser leur potentiel. Le Projet sur le capital humain de la Banque mondiale soutient ces efforts en combinant la recherche, les données, l'analyse et la mobilisation nationale et mondiale dans 95 pays membres. Nos réunions ministérielles semestrielles de l'exercice 24 se sont axées sur [la création de plus d'emplois grâce à l'investissement dans le capital humain](#) et sur [l'exploitation de la technologie pour améliorer les résultats en matière de capital humain](#).

Notre rapport intitulé [*How to Protect, Build, and Use Human Capital to Address Climate Change*](#), qui se penche sur comment protéger, développer et utiliser le capital humain pour faire face au changement climatique, recommande des stratégies visant à faire des citoyens des agents de l'action climatique. Nous avons également publié des notes d'information sur le [renforcement de la sécurité alimentaire](#) et [le capital humain, le genre et le changement climatique](#), afin d'aider les pays et les partenaires à prendre en compte les mesures liées au capital humain lorsqu'ils font face à des crises dans un contexte de réduction de la marge de manœuvre budgétaire.

Financé par la Fondation Bill et Melinda Gates et le Gouvernement canadien, le Programme-cadre pour le capital humain offre un modèle de financement flexible qui permet aux bailleurs de fonds et aux partenaires de soutenir des réformes plus larges et plus systématiques des institutions et des politiques publiques. Depuis 2019, il a fourni à 16 pays d'Afrique et d'Asie du Sud des analyses et une assistance technique pour relever les défis liés au capital humain. Ce programme a permis de soutenir plus de 26 opérations de la Banque pour un montant total de plus de 7 milliards de dollars, touchant ainsi plus de 57 millions de personnes.



Systèmes de protection sociale et de travail

Au cours des deux dernières décennies, nous avons mis en place des programmes de protection sociale qui aident plus de 280 millions de personnes pauvres et vulnérables dans 88 pays à bénéficier d'une protection sociale efficace afin de résister aux chocs naturels et anthropiques susceptibles d'aggraver la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Au cours de l'exercice 24, nous nous sommes engagés à travailler aux côtés de nos partenaires pour offrir à 500 millions de personnes une protection sociale adaptative d'ici à la fin de 2030, avec pour objectif que la moitié des bénéficiaires de ces interventions soient des femmes. Pour atteindre cet objectif, nous utilisons des systèmes numériques innovants de transfert d'argent pour aider les personnes dans le besoin à recevoir des ressources directement et efficacement. Notre stratégie, baptisée *The Compass* (*La Boussole*) définit notre vision de la protection sociale universelle et oriente notre engagement, nos moyens d'interventions, nos connaissances et notre impact dans la mise en œuvre de programmes connexes.



Malgré les progrès accomplis, des lacunes persistent en matière de couverture, ce qui exige de meilleures politiques pour protéger et autonomiser les personnes dans le contexte des changements démographiques, de la transition écologique et des bouleversements technologiques. Au cours de l'exercice 24, nous avons engagé 5 milliards de dollars supplémentaires pour la protection sociale, dont 2,5 milliards de dollars provenant de l'IDA, ce qui porte le montant total du portefeuille d'opérations en cours à 28,5 milliards de dollars. Nous avons contribué à renforcer les registres sociaux et les systèmes de paiement électronique dans plus de 50 pays et nous avons amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 50 millions de ménages pauvres et vulnérables. Nous avons également aidé les communautés à renforcer leur résistance aux chocs climatiques et à améliorer leurs moyens de subsistance grâce à des activités génératrices de revenus.

Nos 105 programmes d'emploi et de formation professionnelle, mis en œuvre dans 58 pays, ont permis d'autonomiser les jeunes et les femmes, et nous avons aidé 76 pays à gérer leur transition démographique par le biais de réformes des pensions et de programmes sur l'invalidité. Nous avons lancé 10 Partenariats mondiaux pour les compétences afin de soutenir la mobilité internationale de la main-d'œuvre.

Services de santé

Le renforcement des systèmes de santé est essentiel pour réaliser la couverture sanitaire universelle (CSU). Plus de la moitié de la population mondiale, soit environ 4,5 milliards de personnes, n'a pas accès aux services de santé essentiels, selon notre dernier [Rapport mondial de suivi de la couverture sanitaire universelle](#). Plus de 2 milliards de personnes sont confrontées à de graves difficultés financières pour payer ces services de leur poche.

En réponse à cette situation, nous nous sommes [engagés](#), dans le cadre de notre effort mondial visant à fournir des soins de base à chaque étape de la vie d'une personne, à aider les pays à fournir des services de santé de qualité à un prix abordable à 1,5 milliard de personnes d'ici à 2030. La Banque, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé, appuie également le Japon dans le lancement d'un centre de connaissances sur la CSU afin de renforcer les systèmes de soins de santé des pays en développement.

Notre portefeuille mondial d'opérations dans le domaine de la santé, d'une valeur de 29,4 milliards de dollars, comprend 169 projets qui améliorent les résultats sanitaires, en particulier pour les personnes pauvres et vulnérables, en renforçant la CSU et la santé publique. Par exemple, un nouveau programme régional de sécurité sanitaire en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale renforce les capacités de préparation et de riposte aux situations d'urgence sanitaire au profit de plus de 620 millions de personnes.

Pour promouvoir les données et les solutions numériques dans les soins de santé, nous avons publié un rapport contenant des recommandations stratégiques à l'endroit des pouvoirs publics, intitulé [Digital-in-Health: Unlocking the Value for Everyone](#). En réponse à l'augmentation des effets négatifs du changement climatique sur la santé dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire, nous avons annoncé un nouveau [Programme climat et santé](#) pour l'exercice 24, qui vise à aider les pays à évaluer leurs vulnérabilités en matière de climat et de santé et à accroître les partenariats et les investissements dans des systèmes de santé résilients au changement climatique. Pour accroître l'impact de l'action collective, un Groupe de travail des banques de développement sur le financement climat-santé a été créé en juillet 2023 avec 11 banques de développement. Le Groupe de travail a déjà lancé une feuille de route commune afin d'intensifier d'urgence l'action en faveur du climat et de la santé.

Pour améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents, le Mécanisme de financement mondial, un partenariat mondial piloté par les pays et hébergé par la Banque mondiale, continue d'accroître le financement et l'assistance technique dans les pays partenaires du Mécanisme. En juin 2024, le Mécanisme avait engagé un total de 1,5 milliard de dollars sous forme de dons dans 38 pays. Depuis le début de leur partenariat avec le Mécanisme, les pays ont permis à 100 millions de femmes enceintes d'avoir accès à au moins quatre visites de suivi de grossesse, à 130 millions de femmes d'avoir accès à des soins d'accouchement sûrs et à 630 millions de femmes et d'adolescentes d'avoir accès à des contraceptifs modernes.

Pour renforcer la résilience aux futures pandémies, le [Fonds de lutte contre les pandémies](#) a approuvé sa première série de dons en faveur de 37 pays dans six régions. En juillet 2024, les États-Unis se sont engagés à verser jusqu'à 667 millions de dollars et l'Allemagne a promis 54 millions de dollars au Fonds, qui s'efforce de réunir au moins 2 milliards de dollars pour répondre à la forte demande des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire. Le Fonds fiduciaire du [Programme de préparation et d'intervention sanitaires d'urgence](#) a alloué 139 millions de dollars jusqu'en juin 2024 pour soutenir les initiatives de préparation et de riposte à des situations d'urgence sanitaire de 43 pays et de régions. Pour atténuer la menace émergente de la résistance aux antimicrobiens (RAM), nous avons produit un [cadre d'action sur la résistance aux antimicrobiens](#) comprenant des recommandations pour des mesures préventives dans les opérations de la Banque mondiale.

Éducation et formation

Une crise de l'apprentissage et des compétences, exacerbée par la pandémie de COVID-19, entrave l'apprentissage fondamental et le développement des compétences, laissant les jeunes

mal préparés pour le marché du travail. Pour répondre à cette crise, la Banque mondiale finance des projets et des rapports de recherche — dont [Education Finance Watch 2023](#), [Building Better Formal TVET Systems](#), [Making Teacher Policy Work](#), et [RAPID Framework for Learning Recovery and Acceleration](#) — afin de favoriser l'amélioration des systèmes éducatifs dans le monde entier.

Nous sommes la plus grande source internationale de financement de l'éducation, avec 149 projets pour un total de 26,1 milliards de dollars. Nous sommes le plus grand bailleur de fonds international pour l'éducation dans les situations de fragilité, de conflit et de violence, avec 6,4 milliards de dollars de projets en cours. Depuis 2015, nous avons géré 63 % de tous les dons destinés à la mise en œuvre de projets pour le compte du Partenariat mondial pour l'éducation, pour un total de 4,2 milliards de dollars.

Nous travaillons en étroite collaboration avec des partenaires à l'amélioration des systèmes d'apprentissage et d'éducation dans le monde entier. Par exemple, nous faisons la promotion conjointe de l'apprentissage fondamental par le biais de la [Coalition pour l'apprentissage fondamental](#) et du Programme d'accélération. Le fonds fiduciaire multilatéral du [Partenariat pour l'apprentissage précoce](#), hébergé par la Banque mondiale, cherche à améliorer les possibilités d'apprentissage précoce et les résultats pour les jeunes enfants. Nous collaborons également avec le [Global Education Evidence Advisory Panel](#) pour éclairer les politiques publiques en matière d'éducation.

Au cours de l'exercice 24, le Gouvernement écossais a rejoint le fonds fiduciaire de notre [Pacte pour l'apprentissage fondamental](#) destiné à soutenir les résultats de l'apprentissage des enfants, avec un accent particulier sur l'éducation inclusive. Nous avons également lancé le [Fonds fiduciaire multidonneurs pour l'enseignement supérieur et les compétences](#) avec la Fondation Mastercard pour améliorer l'accès à une éducation et à une formation inclusives, équitables, résilientes et de qualité.

S'attaquer à la pauvreté des apprentissages

Les apprenants fréquentent les établissements d'enseignement, mais n'acquièrent pas les compétences dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail. Les dirigeants sous-estiment souvent la gravité de cette crise et n'adaptent pas leurs stratégies d'investissement en conséquence. Le Groupe de la Banque mondiale a contribué à ce que l'accent ne soit plus mis sur l'inscription des élèves, mais plutôt sur l'apprentissage, et a collaboré avec des partenaires pour promouvoir des actions fondées sur des données probantes afin d'améliorer l'apprentissage. Au 31 décembre 2023, le portefeuille d'opérations en cours de la Banque a amélioré les possibilités d'éducation pour [280 millions d'apprenants](#), dont 137 millions de femmes et de filles.

PROSPÉRITÉ

EN BREF

Nous œuvrons à la prospérité par l'emploi, la politique fiscale, la politique économique, l'inclusion financière et les programmes d'appui aux petites entreprises. Au cours de l'exercice 24 :

- Nous avons entamé avec le FMI un examen du Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu afin de mieux recenser les vulnérabilités liées à la dette et d'agir avant que les pays ne tombent en situation de surendettement.
- Nous avons publié des évaluations nationales de la pauvreté et de l'équité qui soulignent la nécessité de s'attaquer à la pauvreté dans toutes ses dimensions, notamment en investissant davantage dans le capital humain, l'agriculture et le développement rural.
- Nous avons réuni les membres du Laboratoire de l'investissement privé, qui œuvre à l'élimination des obstacles aux investissements du secteur privé dans les pays émergents.

Lutte contre la pauvreté

Environ 700 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté, disposant de moins de 2,15 dollars par jour. Afin d'améliorer leurs conditions de vie, nous fournissons aux décideurs des analyses économiques et travaillons avec eux à l'élaboration de recommandations stratégiques. Plusieurs de nos [évaluations-pays de la pauvreté et de l'équité](#) au cours de l'exercice 24 ont souligné la nécessité de s'attaquer à la pauvreté dans toutes ses dimensions, notamment en investissant davantage dans le capital humain, l'agriculture et le développement rural. Nos travaux de recherche ont évalué [comment les pays peuvent aider les personnes vulnérables](#) à s'adapter aux risques et à protéger leur bien-être face à des phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs. Nous aidons également les pays à améliorer leurs données pour l'élaboration des politiques.

Nous travaillons avec des partenaires afin d'accélérer les solutions de lutte contre la pauvreté. Par exemple, nous avons organisé une conférence avec le mouvement international ATD-Quart Monde et le FMI pour [examiner les dimensions cachées de la pauvreté](#). En partenariat avec les Nations Unies, nous avons analysé [les tendances de la pauvreté infantile](#) et constaté qu'environ 333 millions d'enfants vivent dans l'extrême pauvreté. Nous avons également coorganisé une [réunion du groupe d'experts sur l'objectif de développement durable 1](#) qui visait à formuler des orientations concrètes à l'intention des pouvoirs publics et des mesures pratiques pour le Forum politique de haut niveau des Nations Unies de 2024.

Politiques économiques pour la croissance et l'emploi

Le faible niveau de recouvrement des recettes, l'augmentation des niveaux d'endettement et les hausses des taux d'intérêt mondiaux ont pesé sur les dépenses de développement dans les pays à faible revenu. La Banque mondiale est l'une des rares bouées de sauvetage financières pour les États, en particulier ceux qui connaissent des problèmes de liquidités. Nous fournissons des financements hautement concessionnels et des solutions financières innovantes, notamment des clauses



relatives à la résilience climatique de la dette et des obligations à impact social. Nous travaillons également avec les pays pour renforcer leur cadre de politique macroéconomique, mobiliser davantage de recettes intérieures avec des fonds propres, et renforcer la capacité de gestion de la dette. Pour atténuer les risques futurs liés à la dette, nous avons entamé, avec le FMI, une révision du Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu et lancé une initiative conjointe pour stimuler la mobilisation des ressources intérieures.

Nous jouons également un rôle actif et constructif dans l'amélioration des architectures mondiales de la dette souveraine et de la fiscalité, en travaillant avec les parties prenantes dans le cadre du G20, du Cadre commun du G20, de la Table ronde mondiale sur la dette souveraine et de la Plateforme de l'OCDE sur la fiscalité internationale. Nous aidons les pays IDA à remédier aux vulnérabilités liées à la dette en renforçant la gestion de la dette et des finances publiques par le biais de la Politique complémentaire de financement durable du développement.

Dans le cadre du Pacte pour le savoir au service de l'action, nous avons commencé à réorganiser nos principaux produits d'analyse afin de mieux éclairer nos opérations et d'en accroître l'impact. Nous expérimentons un nouvel *Examen des finances publiques*, qui va désormais au-delà des dépenses publiques pour analyser les politiques fiscales, et nous modernisons le *Mémorandum économique sur les pays*, qui devient le rapport *Croissance et emploi* afin de souligner l'urgence de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans tous nos pays clients. Nos travaux sur la modélisation économique du changement climatique et sur les politiques fiscales visant à soutenir la transition verte contribuent également à éclairer le programme d'action pour le climat de la Banque.

La Banque mondiale publie également des travaux de recherche et des analyses afin d'améliorer la compréhension des politiques et programmes de développement. Notre rapport intitulé, *The Great Reversal: Prospects, Risks, and Policies in International Development Association Countries*, qui se penche sur les perspectives, les risques et les politiques représentant un grand renversement dans les pays IDA, offre le premier regard complet sur les possibilités et les risques auxquels sont confrontés les 75 pays admissibles au bénéfice des ressources de l'IDA. Notre *Rapport sur la dette internationale* est publié annuellement, tandis que ceux sur les *Perspectives économiques mondiales* et les *Perspectives des marchés des produits de base* sont publiés deux fois par an.

Stabilisation financière

Nous aidons les gouvernements à améliorer les incitations à la mobilisation de capitaux privés pour les investissements verts et à améliorer les informations disponibles pour les investisseurs intéressés par les objectifs environnementaux. Il s'agit notamment de définir des normes pour les obligations indexées sur la durabilité.

Au cours de l'exercice 24, nous avons transféré des financements du *Projet d'accès au financement pour la reprise et la résilience* par l'intermédiaire du Gouvernement du Rwanda

afin d'assurer une amélioration du crédit de première perte garantie pour l'[émission d'obligations](#) de la Banque nationale de développement. Au lieu d'offrir la ligne de crédit habituelle, [nous avons travaillé avec le gouvernement](#) pour déployer environ un tiers des 297,5 millions de dollars de financement du projet au titre du rehaussement du crédit et lever le solde sur les marchés financiers. Les marchés privés ont ainsi pu financer les petites et moyennes entreprises. Nous avons également financé du capital-risque pour mobiliser des capitaux privés en [Angola](#), au [Kenya](#) et au [Mozambique](#).

Nous continuons à promouvoir les services financiers numériques en tant que moteur de l'inclusion financière dans les économies en développement, notamment par le biais du [Projet FASTT \(Frictionless Affordable Safe Timely Transactions\)](#) portant sur les transactions sans friction, à un prix abordable, sûres et rapides.

Institutions publiques fortes

Au cours de l'exercice 24, la Banque mondiale a continué d'aider les pays à renforcer leurs institutions publiques, c'est-à-dire les fonctions essentielles de l'État. Par exemple, nous avons élargi notre série d'évaluations institutionnelles du changement climatique, *Climate Change Institutional Assessment*, mis à jour la base de données des [Indicateurs mondiaux de la bureaucratie](#), et publié le *Government Analytics Handbook*, le manuel d'analyse des données gouvernementales, à l'intention des gestionnaires du secteur public. Nous avons également lancé un Laboratoire de lutte contre la corruption et publié un document d'orientation sur les [registres de propriété effective](#).



Nous avons publié une évaluation du système judiciaire du Liberia ([JUPITER](#)) et nous évaluons l'efficacité des systèmes judiciaires dans d'autres pays. Pour promouvoir la numérisation des services publics, nous avons publié des rapports, notamment [Greening GovTech](#) et [GovTech in Fragile and Conflict Situations](#). Nous avons également publié le [Revenue Administration Handbook](#), notre manuel de l'administration des recettes à l'intention des décideurs et des professionnels.

Le [Programme-cadre de gestion financière](#) et le [Programme de dépenses publiques et de responsabilité financière \(PEFA\)](#), dont le secrétariat est hébergé par la Banque mondiale, ont continué à produire des résultats. Au cours de l'exercice 24, 30 évaluations PEFA ont été réalisées, dont 11 avec la participation d'équipes de la Banque mondiale. Nous avons également publié le quatrième rapport intitulé [Stocktaking of Public Financial Management Diagnostic Tools](#), qui dresse le bilan des outils de diagnostic de la gestion des finances publiques.

Avec nos pays clients, nous avons travaillé à l'intégration des considérations de genre dans la politique et les systèmes budgétaires. Au cours de l'exercice 24, environ 1,6 milliard de dollars ont été mobilisés par le biais de la BIRD, de l'IDA et du cofinancement par l'emprunteur pour aider le Nigéria, la Tanzanie et le Togo à intégrer les considérations de genre dans leurs systèmes de gestion budgétaire. Nous conseillons également la Grenade, les Grenadines, l'Indonésie, la République démocratique du Congo, la Roumanie, le Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et l'Ukraine sur la mise en œuvre de réformes similaires. Nous avons continué à aider les pays à améliorer leurs politiques et pratiques en matière de marchés publics et avons publié un rapport intitulé [Drivers of Delays in Procurement of Infrastructure Projects](#), qui examine les facteurs de retard dans la passation des marchés pour les projets d'infrastructure.

Faciliter l'investissement privé

Au cours de l'exercice 24, la Banque mondiale a accru son soutien aux pays clients afin de favoriser des environnements propices aux affaires, de renforcer la compétitivité du secteur privé et de promouvoir la transition écologique des industries. L'investissement privé joue un rôle essentiel dans l'augmentation de la capacité de production des économies et dans la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, en particulier dans les pays IDA. Dans ce contexte, des évaluations du climat d'investissement 2.0 ont été entreprises dans près de 20 pays, identifiant et priorisant les réformes des politiques publiques pour débloquer davantage d'investissements privés.

Notre Laboratoire de l'investissement privé s'efforce de lever les obstacles qui empêchent le secteur privé d'investir dans les marchés émergents. Depuis le lancement du Laboratoire en 2023, les dirigeants du secteur privé ont fourni au Groupe de la Banque mondiale des informations précieuses qui nous ont aidés à mieux aligner nos stratégies, en vue d'accroître la rapidité et l'ampleur du financement privé et, en fin de compte, de mobiliser davantage de capitaux privés pour le développement.



Nous avons également lancé le rapport [The Business of the State](#), qui propose cinq principes clés pour une collaboration efficace du gouvernement avec les entreprises publiques. Notre travail a également aidé nos clients à rétablir l'égalité des conditions entre les entreprises publiques et les acteurs du secteur privé, à renforcer les politiques publiques (par exemple, réformes des politiques publiques au Kenya, au Maroc et aux Philippines), à accélérer la décarbonation industrielle (par exemple, via des parcs éco-industriels et le soutien à l'innovation en Turquie) et à lever les principales contraintes sectorielles (par exemple, le développement du tourisme durable).

Facilitation du commerce

Au cours de l'exercice 24, nos travaux de recherche ont porté sur l'impact des subventions publiques sur le commerce et sur la manière dont le système commercial mondial fondé sur des règles peut y répondre. Nos experts en facilitation du commerce et en logistique ont conseillé les clients sur la façon de déployer des solutions numériques pour accélérer la circulation des marchandises à travers les frontières et les ports, réduisant ainsi les coûts commerciaux et les émissions de carbone tout en augmentant les volumes. Notre série trimestrielle [Trade Watch](#) suit les perturbations du transport maritime et notre analyse sur le commerce et le climat aide les pays clients à atteindre leurs objectifs de réduction des émissions tout en restant intégrés dans les chaînes de valeur mondiales.

PLANÈTE

EN BREF

Nous œuvrons à la création d'une planète plus vivable grâce à des programmes relatifs à l'air, à l'eau, à la santé des sols, à la biodiversité, aux forêts et à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets :

- Nos opérations sont totalement conformes à l'Accord de Paris et nous consacrons 45 % de nos financements annuels à l'action climatique d'ici à 2025, répartis à parts égales entre l'atténuation et l'adaptation.
- Le Fonds fiduciaire couvrant les systèmes alimentaires à l'horizon 2030 a engagé 67,6 millions de dollars au cours de l'exercice 24 pour renforcer la préparation aux crises alimentaires et aux pandémies, réaffecter les dépenses agricoles vers des objectifs de développement durable, généraliser les pratiques agricoles intelligentes face au climat et numériser les services agricoles.
- Nous avons amélioré la sécurité des approvisionnements en eau pour près de 400 000 agriculteurs à ce jour en cofinançant le Projet d'appui à l'initiative d'irrigation au Sahel.

Action climatique

Au cours de l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a renforcé sa réponse au changement climatique. Les 40 milliards de dollars que nous avons investis dans le financement de l'action climatique ont contribué à l'exploitation des énergies propres, à la construction de villes durables, à la préservation des forêts et à l'utilisation durable des sols. Nos opérations sont totalement [conformes à l'Accord de Paris](#) et nous consacrons 45 % de nos financements annuels à l'action climatique d'ici à 2025, répartis à parts égales entre l'atténuation et l'adaptation.

Notre [Fonds de partenariat pour le carbone forestier](#) a contribué à renforcer les marchés du carbone à haute intégrité dans 15 pays et nous prévoyons de lancer au moins 15 [programmes de réduction du méthane pilotés par les pays](#) d'ici à l'exercice 26. Nous faisons évoluer notre mesure de l'impact pour suivre les émissions nettes de gaz à effet de serre et le nombre de personnes rendues plus résilientes aux risques climatiques. Au mois de juin 24, nous avions publié 44 rapports nationaux sur le climat et le développement couvrant 53 pays. Ces rapports proposent aux décideurs des recommandations stratégiques pour répondre aux priorités en matière de climat et de développement.

Villes durables et résilience au changement climatique

Pour l'exercice 24, le [City Climate Finance Gap Fund](#), un fonds destiné à combler le déficit de financement climatique des villes, mis en œuvre par la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement, a bénéficié d'une reconstitution de ses ressources à hauteur 50 millions d'euros afin d'accompagner plus de 180 villes dans leur transition énergétique. Nous avons également publié des rapports visant à promouvoir des villes durables, notamment le manuel sur les risques d'inondation urbaine intitulé [Urban Flood Risk Handbook](#) et [Healthy Cities: Revisiting the Role of Cities in Promoting Health](#), une publication qui invite à repenser le rôle des villes dans la promotion de la santé.



Nous avons relancé notre [Conférence sur la gouvernance foncière](#) pour promouvoir les solutions aux défis liés au changement d'affectation des terres et au changement climatique. Le Japon a rejoint le fonds fiduciaire de notre [Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement \(GFDRR\)](#) en tant que nouveau fonds fiduciaire associé (ATF), et nous avons créé un nouvel ATF, à savoir le Programme pour la résilience dans les Caraïbes de l'UE. Le GFDRR a publié des rapports sur [l'évaluation des avantages et des coûts des solutions fondées sur la nature pour la résilience au changement climatique](#) et [la réglementation des constructions en Afrique subsaharienne](#).

Agriculture et alimentation

S'appuyant sur la réponse de la Banque mondiale à la [crise de la sécurité alimentaire et nutritionnelle](#), d'un montant de 45 milliards de dollars, nos programmes mondiaux se sont concentrés sur la promotion de la transformation des systèmes alimentaires pour plus de productivité, de résilience et de durabilité. Mettant à profit les ressources de l'IDA et de la BIRD, le [Fonds fiduciaire pour les systèmes alimentaires à l'horizon 2030](#) a engagé 67,6 millions de dollars au cours de l'exercice 24, les engagements cumulés s'élevant à 158,4 millions de dollars. Dans 56 pays, 128 dons permettent de financer des analyses et des investissements pilotes qui renforcent la préparation aux crises alimentaires et aux pandémies, réaffectent les dépenses agricoles vers la durabilité, généralisent les pratiques agricoles intelligentes face au climat et numérisent les services agricoles. Ce montant comprend 95 millions de dollars de dons exécutés par les bénéficiaires pour réorienter les dépenses publiques vers un développement agricole plus efficace et durable dans sept pays : Bangladesh, Colombie, Ghana, Indonésie, Malawi, Mozambique et Tanzanie.

Au cours de l'exercice 24, nous avons également publié notre rapport [Recipe for a Livable Planet](#), qui propose une recette pour créer une planète vivable, la première feuille de route mondiale complète visant à atténuer l'impact du système agroalimentaire sur le climat, et établit que 260 milliards de dollars sont nécessaires chaque année pour permettre à l'agro-industrie d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Au niveau régional, nous avons publié le rapport [Greening Agriculture in the Western Balkans](#), qui examine la manière dont la transition écologique peut être alignée sur les objectifs environnementaux et climatiques de l'UE.

Nature et biodiversité

La Banque mondiale aide les pays à protéger le capital naturel, à développer et à diversifier les activités autour des actifs naturels et à partager les bénéfices en créant des emplois et en améliorant les moyens de subsistance.

Au cours de l'exercice 24, nous avons lancé notre [Cadre innovant de préparation au carbone bleu](#) afin d'élargir les options permettant aux pays d'exploiter le potentiel des mangroves, des marais salants et des herbiers marins pour lutter contre le changement climatique.

Nous intégrons la nature dans l'ensemble de notre travail, y compris dans notre Cadre environnemental et social. Au cours de l'exercice 24, nous avons publié une [Méthodologie de suivi du financement de la nature](#) pour prendre en compte de manière systématique les contributions en faveur de la nature.

Sécurité des approvisionnements en eau

Nous avons amélioré la sécurité des approvisionnements en eau pour près de 400 000 agriculteurs à ce jour en cofinançant le [Projet d'appui à l'initiative d'irrigation au Sahel](#). En République démocratique du Congo, nous [fournissons de l'eau potable à près de 3 millions de personnes](#) dans la capitale, Kinshasa. En Inde, le [Deuxième Projet national pour le bassin du Gange](#) a bénéficié directement à 3,7 millions de personnes — en ajoutant plus de 2 600 km de réseau d'égouts avec plus de 317 000 raccordements domestiques — et en empêchant 404 millions de litres par jour d'eaux usées non traitées de se déverser dans le Gange.

Au cours de l'exercice 24, nous avons publié deux nouveaux rapports : [Water for Shared Prosperity](#), qui formule des recommandations pour améliorer la sécurité des approvisionnements en eau et renforcer la résilience au changement climatique ; et [Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending](#), qui propose une évaluation des dépenses publiques mondiales, et qui est la première tentative de brosser une vue d'ensemble du financement public et des déficits de financement dans le secteur de l'eau dans le monde. En collaboration avec nos partenaires, nous avons introduit le [Cadre stratégique pour l'augmentation du financement de l'eau](#) afin de mobiliser des investissements conformes aux objectifs climatiques, en tirant parti de l'expertise et des capitaux du secteur privé pour une action stratégique et intersectorielle. En outre, nous nous sommes associés au Gouvernement de Singapour pour lancer le [Singapore Water Center](#), un pôle d'innovation, d'échange de connaissances et de développement des capacités et un pilier essentiel de l'Académie du Groupe de la Banque mondiale.

Inclusion sociale et durabilité

Au cours de l'exercice 24, nous avons élargi les plateformes pour établir des partenariats pour le développement qui vont au-delà des gouvernements et du secteur privé pour intégrer les communautés et la société civile. Nous avons examiné les données factuelles sur l'impact des approches communautaires afin d'identifier les points forts et les prochaines étapes. Nous nous sommes associés à la société civile autour d'une initiative de [responsabilité écologique](#) visant à permettre un déploiement plus transparent, responsable et efficace des fonds destinés à la lutte contre le changement climatique. Nous avons également renforcé le soutien de la Banque au développement de la capacité des bénéficiaires à gérer les conflits sociaux liés au développement, notamment par le biais d'une nouvelle offre dans le cadre de l'Académie du Groupe de la Banque mondiale.

INFRASTRUCTURES

EN BREF

Nous nous efforçons d'améliorer les systèmes énergétiques, les routes et les ponts. Au cours de l'exercice 24 :

- Nous nous sommes engagés à fournir l'accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici à 2030, en partenariat avec la Banque africaine de développement.
- Nous avons annoncé une refonte majeure de nos activités de garantie avec pour objectif de porter l'émission annuelle de garanties à 20 milliards de dollars d'ici à 2030. Cela permettra d'atténuer les risques et de catalyser le financement privé des projets de développement.
- Nous avons prêté plus de 5 milliards de dollars au titre de 33 nouveaux projets portant sur la sécurité routière, la logistique, la connectivité résiliente au changement climatique et la décarbonation.

Accès à l'énergie durable

Étant l'un des principaux bailleurs de fonds pour les énergies renouvelables et les projets d'efficacité énergétique dans les pays en développement, nous nous engageons à élargir l'accès à l'énergie et à atteindre les objectifs climatiques tout en éliminant progressivement les combustibles fossiles. Au cours des cinq dernières années, nous avons engagé environ 15 milliards de dollars dans la production d'énergie renouvelable, investi 6,5 milliards de dollars pour soutenir l'efficacité énergétique, approuvé 7,4 milliards de dollars pour soutenir l'accès à l'énergie, et raccordé au réseau électrique ou amélioré la qualité de l'électricité pour 63 millions de personnes.



Au cours de l'exercice 24, nous avons lancé de nouveaux programmes innovants pour relever les défis énergétiques mondiaux. Le Programme d'intensification des énergies renouvelables en Europe et en Asie centrale renforcera la sécurité énergétique et l'accessibilité financière sur une période de 10 ans, en fournissant 15 gigawatts de capacité d'énergie renouvelable et en réduisant les émissions de carbone de 240 millions de tonnes métriques dans la région. Le Programme d'accélération de la transformation de l'accès à l'énergie durable et propre mettra 20 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe sur la voie de l'accès universel à l'énergie, en fournissant un accès à l'énergie durable et propre à 100 millions de personnes d'ici à 2030. Ce travail soutient notre ambition de fournir un accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici à 2030 en partenariat la Banque africaine de développement. Les possibilités d'investissement du secteur privé seulement dans les énergies renouvelables décentralisées devraient représenter environ 9 milliards de dollars.

Nous avons lancé le Partenariat pour l'amélioration des chaînes d'approvisionnement résilientes et inclusives afin de diversifier les chaînes d'approvisionnement en minéraux et d'aider les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire à s'approprier une plus grande part de la demande croissante en minéraux. Notre Partenariat pour l'hydrogène au service du développement, fondé et soutenu par le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique, a facilité un financement concessionnel de 1,5 milliard de dollars au cours de l'exercice 24 — le plus important engagement en faveur de l'hydrogène parmi toutes les banques multilatérales de développement — afin d'accélérer les projets de production d'hydrogène propre en Inde. Nous avons publié le rapport intitulé [The Critical Link: Empowering Utilities for the Energy Transition](#), qui contient des recommandations sur la manière d'évaluer la capacité des services publics à fournir une énergie fiable, propre et à un prix abordable.

Au cours des trois dernières décennies, nous avons fourni plus de 3 milliards de dollars pour aider des États à fermer les mines de charbon et les centrales électriques à charbon tout en protégeant les travailleurs et l'environnement. Nos efforts en faveur d'une transition juste dans les régions charbonnières constituent l'une des cinq priorités du [Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque mondiale pour la période 2021-2025](#). Nous travaillons également avec les gouvernements et le secteur privé pour réduire les émissions et, en décembre 2023, nous avons lancé le Partenariat mondial pour la réduction du torchage et du méthane, un fonds de 255 millions de dollars destiné à aider les pays en développement à réduire les émissions de dioxyde de carbone et de méthane générées par l'industrie pétrolière et gazière.

Financement des infrastructures

Les infrastructures relient les personnes aux possibilités d'emploi, favorisent la croissance économique et améliorent les moyens de subsistance. Elles influent également sur l'habitabilité de notre planète, car les infrastructures génèrent des émissions qui modifient le climat et sont vulnérables aux effets du changement climatique. La transition vers des infrastructures durables nécessite des milliards de dollars, mais les budgets publics étant souvent très limités, les financements innovants et les investissements du secteur privé sont essentiels pour combler le déficit de financement.

Notre rapport sur la [Participation privée aux infrastructures](#) a montré que les investissements dans les infrastructures des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire se sont élevés au total à 86 milliards de dollars en 2023, ce qui représente une baisse de 5 % par rapport à 2022, mais correspond au niveau de la période quinquennale précédente. En réponse à cette situation, nous sommes en train de mobiliser l'ensemble de nos instruments financiers pour lever les contraintes qui bloquent l'investissement du secteur privé. Au cours de l'exercice 24, [nous avons annoncé une refonte majeure de nos activités de garantie](#) avec pour objectif de porter l'émission annuelle de garanties à 20 milliards de dollars d'ici à 2030. Cela permettra d'atténuer les risques et de catalyser le financement privé des projets de développement.

Transports durables et résilients

Au cours de l'exercice 24, nous avons prêté plus de 5 milliards de dollars à 33 nouveaux projets portant sur la sécurité routière, la logistique, la connectivité résiliente au changement climatique et la décarbonation. Le Mécanisme mondial pour la décarbonation des transports a accueilli l'Espagne comme nouveau membre et reçu un financement de 3,8 millions de dollars, ce qui porte le total des contributions annoncées à un peu plus de 13 millions de dollars.

Plusieurs de nos projets ont été lancés au cours de l'exercice 24 après des années de préparation concertée. En décembre 2023, la Ligne 1 du métro a été ouverte au public à Quito, en Équateur. Financée en partie par le Groupe de la Banque mondiale, cette ligne de métro transporte 400 000 passagers par jour et devrait réduire les émissions dues au transport d'environ 67 000 tonnes de CO₂ par an. À Dakar, au Sénégal, un système de transport rapide par bus électrique a été lancé pour transporter 320 000 navetteurs et devrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 1,2 million de tonnes sur une période de 30 ans. À l'avenir, nous utiliserons la Stratégie de la Banque mondiale en matière de genre, publiée en juin 2024, pour accroître le nombre de femmes occupant des postes de premier plan dans le secteur des transports afin d'assurer l'égalité des chances dans ce secteur.



NUMÉRIQUE

EN BREF

Nous favorisons le développement numérique pour transformer notre monde de façon positive. Au cours de l'exercice 24 :

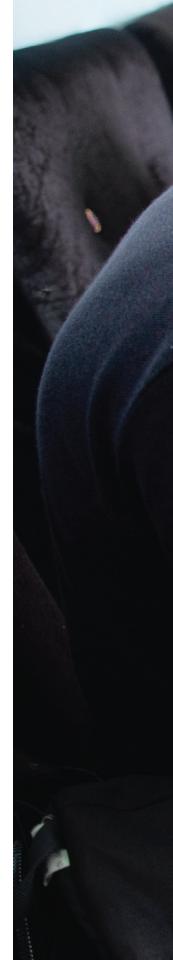
- Notre portefeuille de prêts dans le domaine du numérique comprend un nombre record de 53 projets en cours, représentant 5,6 milliards de dollars d'engagements totaux nets en juin 2024.
- Le premier Sommet mondial du numérique a rassemblé des experts reconnus, des décideurs et des professionnels du numérique afin d'explorer les possibilités et les risques émergents de la transformation numérique pour le développement.
- Nous avons créé une vice-présidence dédiée au numérique au sein de la Banque mondiale afin de maintenir l'élan de la transformation numérique dans tous les secteurs.

Intensifier le développement numérique

Le numérique est une chance de transformation majeure pour notre temps. Les services essentiels qui soutiennent le développement, comme les hôpitaux, les écoles, l'énergie et l'agriculture, dépendent de la connectivité et des données. Dans les pays à faible revenu, des milliards de personnes sont encore exclues des services en ligne ou ne disposent pas d'une identification et de compétences numériques. Pour réduire la fracture numérique, nous collaborons avec les gouvernements de plus de 100 pays en développement afin de mettre en place des bases solides et fiables et des outils permettant aux économies numériques de prospérer. En juin 2024, le portefeuille de prêts relatifs au numérique comprenait un nombre record de 53 projets en cours, pour un total de 5,6 milliards de dollars d'engagements totaux nets. Plus d'un tiers des engagements (37 %) étaient approuvés au cours de l'exercice 24. La demande des pays à revenu intermédiaire a également augmenté, passant de 5 % pour l'exercice 21 à 24 % pour l'exercice 24, ce qui traduit la reconnaissance du rôle essentiel que jouent les technologies numériques dans la résilience au changement climatique, la croissance économique, la création d'emplois et la prestation de services publics.

Leadership éclairé et partenariats

Notre premier [Sommet mondial du numérique](#), organisé en mars 2024, a rassemblé des experts reconnus, des décideurs et des professionnels du numérique afin d'explorer les possibilités et les risques inhérents à la transformation numérique pour le développement. Nous avons élargi l'accès aux données et aux connaissances grâce à plusieurs publications, notamment le rapport mondial phare [Digital Progress and Trends Report 2023](#), consacré aux progrès et tendances du numérique, qui a mis en évidence l'accélération du rythme de développement du numérique et la contribution que peut apporter l'intelligence artificielle au développement. Le rapport [Green Digital Transformation](#), consacrée à la transformation numérique verte, a mis en lumière la manière de rendre la transformation numérique durable et de tirer parti des technologies numériques pour l'action climatique.





Nous avons élargi notre groupe de partenaires de développement par le biais de plusieurs fonds fiduciaires, tels que le Partenariat pour le développement du numérique, le Fonds fiduciaire multilatéral pour la cybersécurité, les initiatives « Identification pour le développement » et « Paiements État/individus », afin d'accélérer un accès au numérique inclusif, sûr et durable.

Vice-présidence Numérique

Pour maintenir l'élan de la transformation numérique dans tous les secteurs, nous avons créé une vice-présidence dédiée au numérique au sein de la Banque mondiale, à compter de l'exercice 25. Cette vice-présidence aidera les pays client à mettre en place des infrastructures numériques et des plateformes de données, à renforcer la cybersécurité, ainsi que la protection et la confidentialité des données, à soutenir l'entrepreneuriat, les compétences et les emplois dans le numérique, et à mettre en œuvre des services publics numériques.

THÈMES TRANSVERSAUX

Dans l'ensemble de nos cinq vice-présidences thématiques, nous donnons la priorité à quatre thèmes transversaux : **le genre et la jeunesse, l'emploi, la mobilisation des capitaux privés, et les situations de fragilité, de conflit et de violence.** Dans cette section, nous présentons en détail nos activités au cours de l'exercice 24.

GENRE ET JEUNESSE

EN BREF

Au cours de l'exercice 24, 95 % des opérations financées par la Banque ont utilisé l'analyse des questions de genre pour identifier les points d'entrée susceptibles de faire progresser l'égalité des genres et mesurer l'impact d'actions spécifiques, contre 50 % au cours de l'exercice 17. Nous investissons dans les jeunes pour les aider à passer à l'âge adulte et à trouver un emploi productif et, au cours de l'exercice 24, nous avons publié la première analyse mondiale de l'économie du travail à la demande en ligne.

Genre

La [Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030](#) définit trois objectifs stratégiques pour parvenir à l'égalité des genres : mettre fin aux violences basées sur le genre et renforcer le capital humain ; favoriser et accroître les possibilités économiques ; et mobiliser les femmes en tant que leaders. Éclairée par un processus de consultation multipartite de deux ans, trois rétrospectives et une série de notes d'orientation, la Stratégie identifie l'innovation, le financement et l'action collective comme moteurs du changement vers l'égalité des genres. Notre travail consiste à investir dans les femmes et les filles tout en s'attaquant aux désavantages que subissent les hommes et les garçons et aux vulnérabilités résultant de l'intersection du genre avec la pauvreté, l'appartenance ethnique, le handicap et d'autres caractéristiques.

Par l'intermédiaire de l'IDA, nous nous attaquons aux principaux défis qui entravent l'égalité des genres et l'autonomisation des filles et des femmes, notamment en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive, la garde d'enfants, l'inclusion économique, l'accès des femmes à des emplois plus qualifiés, les violences basées sur le genre et les réformes de la politique et du système budgétaires. Les ressources de l'IDA ont permis de soutenir plus de [300 actions pilotées par des pays](#) dans des domaines ciblés et d'atteindre plus de 700 millions de femmes et de filles depuis l'exercice 15.

Notre [Mécanisme de soutien pour l'égalité des genres \(UFGE\)](#) promeut des solutions innovantes et modulables des secteurs public et privé grâce à de nouvelles preuves et données, principalement dans les pays à faible revenu et ceux qui sont touchés par la fragilité, les conflits et la violence. L'UFGE a influencé plus de 300 projets de la Banque mondiale et a façonné le dialogue sur les politiques et les réformes dans 105 pays. Il a également encouragé des initiatives sensibles au genre dans plus de 80 entreprises du secteur privé, notamment en ce qui concerne le leadership des femmes et leur accès au financement du logement.

Notre [Portail de données sur le genre](#) rend les statistiques sur le genre accessibles grâce à des récits convaincants et des visualisations de données interactives. S'appuyant sur les ressources et les orientations produites dans le cadre du Programme [Étude de la mesure des niveaux de vie-Plus](#) et du Projet de [Renforcement des statistiques sur le genre](#), il constitue un guichet unique pour les données mondiales sur le genre, mettant en lumière plus de 1 000 indicateurs pour 217 économies.

Notre publication annuelle intitulée [Les femmes, l'entreprise et le droit](#) évalue les lois et réglementations qui influent sur les possibilités économiques des femmes dans 190 pays. Le rapport de 2024 constate que les femmes jouissent de moins de deux tiers des droits des hommes, un niveau bien inférieur à l'estimation précédente de trois quarts, en raison de l'introduction de nouveaux indicateurs sur la sécurité des femmes face à la violence et l'accès aux services de garde d'enfants. Aucun pays n'offre les mêmes chances aux femmes, et combler les écarts entre les genres pourrait augmenter le produit intérieur brut mondial de plus de 20 %, ce qui doublerait le taux de croissance mondial au cours de la prochaine décennie.

Les réformes juridiques qui améliorent les possibilités économiques des femmes incluent l'interdiction de la discrimination basée sur le genre dans les services et produits financiers, la levée des restrictions imposées aux femmes sur les types d'emplois et les secteurs d'activité, l'obligation d'équité salariale et la mise en place de politiques de congé et de protection contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Nos programmes ont appuyé 14 réformes juridiques axées sur le genre en Jordanie, au Rwanda et en Sierra Leone en 2024.

Nos programmes aident les femmes à participer à l'activité économique, à promouvoir une inclusion économique productive et à mettre fin aux violences basées sur le genre. En Zambie, le Projet pour l'éducation des filles, l'autonomisation des femmes et les moyens de subsistance a permis à environ 140 000 femmes d'améliorer leurs moyens de subsistance et à près de 150 000 adolescentes défavorisées de s'inscrire au collège. Au Pakistan, le Programme d'amélioration des ressources et d'efficacité numérique du Pendjab soutient l'accès des femmes aux services publics numériques après les catastrophes naturelles et pendant les urgences de santé publique, y compris l'accès à la protection sociale, à l'emploi et aux services d'aide en cas de violences sexuelles et basées sur le genre.

Grâce à notre soutien à l'[Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures](#) et aux investissements d'IFC et de la MIGA, nous contribuons à débloquer des systèmes de financement et d'appui pour les entreprises dirigées et détenues par des femmes dans les pays en développement. Au Panama, [l'investissement d'IFC dans le financement du logement pour les femmes](#) augmente le portefeuille de prêts hypothécaires en faveur des femmes, précisément pour les ménages à revenu faible ou moyen dirigés par des femmes.

Jeunes

Notre travail concernant la jeunesse consiste à investir dans les jeunes pour s'assurer qu'ils sont prêts à passer à l'âge adulte et à trouver un emploi productif. L'important appui que nous apportons à l'éducation formelle vise à fournir aux jeunes l'apprentissage et les compétences dont ils auront besoin pour réussir sur un marché du travail en mutation rapide. Pour les jeunes qui ne suivent pas d'enseignement formel, nous soutenons l'amélioration de l'accès aux programmes d'acquisition de compétences pratiques. Au Bangladesh, nous avons fourni 300 millions de dollars pour doter environ 900 000 jeunes ruraux défavorisés — dont un grand nombre de femmes — de compétences, d'une éducation alternative, d'un appui à l'entrepreneuriat et de possibilités d'emploi. En Inde, nous avons consacré 195 millions de dollars à la formation, au perfectionnement professionnel et à la création d'emplois pour plus de 300 000 personnes dans des secteurs à forte croissance, notamment les énergies renouvelables, les services d'information et de technologie et l'hôtellerie.

Nous soutenons également la création d'emplois et les possibilités de travail pour les jeunes par le biais de prêts et de dons. À Madagascar, par exemple, plus de 30 000 emplois ont été créés grâce au renforcement de l'environnement favorable à l'entrepreneuriat et à l'orientation des investissements privés vers les infrastructures productives et l'amélioration de la prestation de services. Grâce au Projet d'autonomisation sociale et économique des femmes du Soudan du Sud, doté de 70 millions de dollars, nous voulons aider les femmes entrepreneures à formaliser et à développer leurs entreprises ; nous voulons également aider les victimes de violences basées sur le genre à accéder à des services essentiels.

Au Kenya, une approche multidimensionnelle — comprenant des formations, des stages, des apprentissages, des capitaux de démarrage et la fourniture d'informations — a bénéficié à plus de 300 000 jeunes. Notre Projet d'emploi et d'opportunités pour les jeunes au Kenya, doté de 150 millions de dollars, a permis de stimuler l'emploi et les revenus des jeunes qui ont connu un chômage prolongé ou qui occupent des emplois précaires. Les participants ont bénéficié d'un ensemble de formations, de stages, d'apprentissages, d'aides à la création d'entreprise, d'un accompagnement et d'un accès à un guichet unique d'information en ligne. Plus de 350 000 jeunes ont bénéficié directement du projet, et 30 000 en ont bénéficié indirectement, tandis que ceux qui étaient déjà employés ont vu une augmentation de 20 % de leurs revenus.

À l'intersection de ces efforts se trouve le programme du Groupe de la Banque mondiale consacré à l'emploi des jeunes, Solutions pour l'emploi des jeunes, qui rassemble des bailleurs de fonds, des gouvernements, des fondations, des entreprises du secteur privé, la société civile et des jeunes pour soutenir des actions catalytiques visant à augmenter le nombre de jeunes exerçant un emploi productif.

EMPLOIS

EN BREF

Les emplois sont au cœur du développement et, au cours de l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a soutenu 392 projets liés à l'emploi en mobilisant plus de 68 milliards de dollars d'engagements en cours.



Des emplois de qualité et accessibles à tous sont le moyen le plus sûr de mettre fin à la pauvreté. La disponibilité limitée de ces emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes, est un problème préoccupant. Dans les pays en développement, seul un tiers des emplois se trouve dans le secteur formel, et de nombreuses personnes occupent des emplois informels mal rémunérés et précaires. Avec le soutien du Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'emploi, le Groupe de la Banque mobilise des projets d'investissement à grande échelle pour améliorer les résultats en matière d'emploi et soutenir la transition vers des économies plus vertes, offrant des dividendes à la fois pour l'environnement et pour les travailleurs.

En Zambie, un projet pluriannuel qui s'achèvera au cours de l'exercice 24 a permis à 32 700 agriculteurs et propriétaires de petites et moyennes entreprises de renforcer leurs liens avec le marché. Ce projet leur a permis d'augmenter leurs ventes de 27 % et 73 % respectivement, et de mobiliser 4,8 milliards

de dollars de capitaux privés. Au Burundi, nous avons investi 50 millions de dollars dans environ 200 entreprises afin d'accroître le financement privé en capital de départ des petites et moyennes entreprises innovantes et de créer des emplois. Le projet a mobilisé 58,3 millions de dollars pour le capital d'amorçage et le capital-risque par le biais d'investissements dans des projets. Un projet au Liban a permis de créer 647 000 jours de travail à court terme pour des Libanais et des Syriens grâce à des investissements dans les infrastructures routières, stimulant ainsi la reprise économique après la COVID-19.

Grâce au groupe de travail [Solutions pour l'emploi des jeunes](#), le Groupe de la Banque soutient l'emploi des jeunes et met en relation les parties prenantes avec plus de 150 opérations connexes. En septembre 2023, nous avons publié le rapport [Travailler sans frontières](#), première analyse mondiale de l'économie du travail à la demande en ligne.

MOBILISATION DE CAPITAUX PRIVÉS

EN BREF

Le secteur privé est essentiel pour combler le déficit de financement dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé le secteur privé par le biais de plateformes telles que le Laboratoire de l'investissement privé, la Plateforme des garanties et le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA.



La facilitation des investissements et des flux de capitaux du secteur privé constitue une activité essentielle et une priorité pour le Groupe de la Banque mondiale. Les trois piliers de notre approche — la création des conditions favorables à la mobilisation de capitaux privés, la constitution de portefeuilles de projets d'investissement et la mise en place d'intermédiaires en capitaux privés — constituent le schéma directeur qui permettra d'augmenter massivement le montant des capitaux privés qui affluent dans les pays en développement pour stimuler la réalisation des priorités de développement.

Par le biais du Laboratoire de l'investissement privé, le Groupe de la Banque mondiale établit des partenariats avec des dirigeants du secteur privé afin de lever les obstacles qui entravent les flux d'investissement vers les marchés émergents. La Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale vise à porter l'assurance contre le risque politique à plus de 20 milliards de dollars par an d'ici à 2030.

L'expansion de la Banque de données mondiale sur le risque des marchés émergents rend les données sur le risque de crédit plus transparentes afin de débloquer des flux de capitaux privés plus importants.

Le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA (PSW) tire parti des ressources de l'IDA et contribue à mobiliser des investissements durables du secteur privé dans les marchés les plus pauvres et les plus fragiles. Avec l'appui du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, [le premier fonds de capital-investissement privé ciblant les petites et moyennes entreprises](#) a été introduit en République kirghize, le [premier projet d'énergie renouvelable à l'échelle commerciale](#) est en cours de mise en œuvre à Djibouti, la [première plateforme mondiale de partage des risques a été créée pour cibler le financement de la base de la pyramide](#) afin d'atteindre les pauvres, et [des fonds de roulement indispensables sont fournis à un groupe d'entreprises yéménites](#) qui produisent et distribuent des denrées alimentaires de base dans le pays.

SITUATIONS DE FRAGILITÉ, DE CONFLIT ET DE VIOLENCE

EN BREF

Aider les pays à sortir des situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV) est au cœur de notre mission. Le financement du Groupe de la Banque mondiale en faveur des pays en situation de FCV n'a jamais été aussi élevé.

D'ici à 2030, près de 60 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à travers le monde se trouveront dans des pays en situation de FCV. Selon les estimations, 314 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté vivent dans 39 pays classés comme fragiles ou touchés par un conflit. La Stratégie FCV du Groupe de la Banque mondiale (2020-2025) guide nos efforts pour les aider.

L'[Examen à mi-parcours de la stratégie FCV](#), publié au cours de l'exercice 24, a conclu que nous sommes intervenus dans des situations de conflit — Afghanistan, Haïti, région du Sahel, Somalie, Soudan du Sud, Ukraine et Yémen — pour fournir des services de base aux populations et protéger les institutions et les acquis du développement. Par exemple, 7,2 millions de personnes en situation de conflit ont bénéficié des interventions de la Banque mondiale axées sur l'emploi entre l'exercice 20 et l'exercice 22. Nous avons réalisé des progrès significatifs en aidant les pays à inclure les réfugiés dans leurs priorités de développement — en élargissant l'accès aux emplois, aux infrastructures et aux services pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil.

Le financement du Groupe de la Banque en faveur des pays en situation de FCV n'a jamais été aussi élevé. Le financement annuel moyen de l'IDA en faveur des pays fragiles et touchés par des conflits a quasiment été multiplié par cinq depuis IDA-16, atteignant 38 % du total des ressources de l'IDA, plus de la moitié des dons étant destinés aux pays en situation de FCV au cours de l'exercice 21. La reconstitution des ressources d'IDA-20 continuera d'allouer une part importante de ressources aux pays fragiles et touchés par des conflits jusqu'en juin 2025. La préparation aux crises est une nouvelle question transversale dans le cadre d'IDA-20, car les pays les plus pauvres en situation de FCV connaissent souvent des crises complexes. IFC et la MIGA s'appuient également sur le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA pour offrir un appui et des garanties afin de catalyser les investissements du secteur privé dans les économies fragiles.





L'appui de l'IDA comprend l'enveloppe FCV (un complément aux allocations ordinaires de l'IDA), ainsi que des guichets pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil, répondre aux crises (y compris pour la sécurité alimentaire) et promouvoir les approches régionales. Environ 8,8 milliards de dollars ont été réservés à l'enveloppe FCV dans le cadre d'IDA-20 pour les pays admissibles, soit une augmentation de 63 % par rapport à IDA-19 (5,4 milliards de dollars). Pour l'exercice 24, cela inclut 1,3 milliard de dollars pour aider les gouvernements à prévenir l'escalade des conflits. Cet appui comprend également 252 millions de dollars pour aider deux pays à sortir de la fragilité, et 179 millions de dollars pour rester mobilisé face à des conflits de haute intensité dans deux pays. Une enveloppe supplémentaire de 2,4 milliards de dollars a été dégagée pour le Guichet en faveur des communautés d'accueil et des réfugiés dans le cadre d'IDA-20, dont 1,2 milliard de dollars approuvés pour l'exercice 24.

Le Fonds fiduciaire pour l'édification de l'État et la consolidation de la paix est le principal fonds fiduciaire mondial de la Banque mondiale qui soutient la mise en œuvre de la stratégie FCV. En 2023, le fonds a financé 42 dons dans 30 pays, pour une valeur totale de 51,3 millions de dollars.

Les pays à revenu intermédiaire accueillent 58 % des réfugiés, dont plus des trois quarts ont tendance à y rester plus de cinq ans. Le [Mécanisme mondial de financement concessionnel](#) (GCFF) soutient les pays à revenu intermédiaire qui accueillent un grand nombre de réfugiés. En 2023, 159,4 millions de dollars de subventions au titre du GCFF ont été alloués aux pays bénéficiaires, ce qui a permis d'accorder 1,1 milliard de dollars de prêts de la part de banques multilatérales de développement à des taux concessionnels et de débloquer un total combiné de 1,3 milliard de dollars. À ce jour, 15,8 millions de personnes, dont au moins 6,3 millions de réfugiés et 7,2 millions de membres des communautés d'accueil, ont bénéficié d'opérations soutenues par le GCFF en Arménie, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, en Jordanie, au Liban et en République de Moldova.

Nous collaborons avec des partenaires des secteurs de l'action humanitaire, de la sécurité et de la paix parce que le succès du développement dans les pays fragiles passe par la paix et la sécurité. Nous collaborons avec des institutions des Nations Unies et d'autres acteurs pour remplir notre mandat de développement dans ces pays. Dans des circonstances exceptionnelles, nous comptons sur ces partenaires pour nous aider à fournir des services de base aux personnes vivant dans des situations de conflit — avec un financement total de 8,6 milliards de dollars à destination des partenaires de l'ONU depuis 2015. En République centrafricaine, en Somalie et au Soudan du Sud, par exemple, nous avons fait équipe avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial pour soutenir les filets de sécurité sociale, y compris les programmes de transferts monétaires.



NOTRE MODE D'ACTION

FINANCE DURABLE ET MARCHÉS FINANCIERS

Promouvoir la finance durable et les marchés financiers

La BIRD mobilise des financements en faveur des pays à revenu intermédiaire depuis plus de 75 ans et a levé plus de 1 000 milliards de dollars auprès d'investisseurs privés depuis l'émission de sa première obligation en 1947. Durant l'exercice 24, l'institution, notée AAA par les principales agences de notation, a mobilisé 53 milliards de dollars dans le cadre d'émissions d'obligations « développement durable » de structures et d'échéances diverses. Elle est la plus importante émettrice d'obligations durables et elle utilise les fonds levés sur les marchés financiers pour soutenir les activités de développement de ses pays membres. De plus amples informations sur la manière dont les capitaux mobilisés sur les marchés financiers permettent de soutenir les projets financés par la BIRD figurent dans le [rapport d'impact](#) annuel de la Banque mondiale. L'IDA, qui émet également des obligations dites « développement durable » afin d'accroître son impact sur le développement, a procédé à des émissions d'obligations portant sur un montant de l'ordre de 12 milliards de dollars durant l'exercice 24.

Assurer le développement durable par l'intermédiaire des marchés financiers

Dans le cadre des efforts qu'elles déplient pour mobiliser des capitaux sur les marchés financiers, la BIRD et l'IDA ont continué de collaborer avec les investisseurs obligataires

durant l'exercice 24 pour expliquer la manière dont elles prennent systématiquement en compte l'action climatique et intègrent le climat et la durabilité dans toutes leurs opérations. Elles ont également procédé à des échanges de vues avec les investisseurs sur les priorités dans le domaine du développement, notamment la biodiversité, l'éducation, la nutrition, la sécurité routière et l'eau.

Promouvoir des marchés de la finance durable

Le [Programme de finance durable et de services de conseil sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance](#) du service de Trésorerie de la Banque mondiale fournit une assistance technique aux pays émergents pour les aider à développer des marchés et des systèmes financiers plus verts et plus durables, faciliter le recours à des solutions financières basées sur le marché et mobiliser des capitaux du secteur privé pour promouvoir des priorités environnementales et sociales. Durant l'exercice 24, nous avons travaillé en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement pour accompagner la toute première émission d'emprunt obligataire durable du [Brésil](#). Le produit de l'émission, d'un montant de 2 milliards de dollars, financera les activités de lutte contre le déboisement, la protection de la biodiversité et des programmes visant à combattre la pauvreté et la faim. Nous avons apporté une assistance technique aux autorités roumaines pour faciliter leur première émission souveraine d'une obligation

DES SOLUTIONS DE FINANCEMENT NOVATRICES

La BIRD continue d'émettre des obligations structurées de manière à permettre de financer des projets particuliers, ainsi qu'à produire des ressources pour les activités de développement durable. Par exemple, en janvier 2024, elle a émis une obligation d'une valeur nominale de 100 millions de dollars et à rendement garanti — [obligation liée à la réduction des déchets plastiques](#) — dans le but d'apporter un appui à deux projets de collecte et de recyclage des déchets plastiques menés, respectivement, au Ghana et en Indonésie. Cette nouvelle obligation novatrice procure aux investisseurs un

rendement financier lié aux crédits de collecte des déchets plastiques, aux crédits de recyclage des déchets plastiques, et aux unités de carbone vérifiées qui devraient résulter des deux projets. Outre le fait qu'ils réduisent la pollution par les plastiques et les émissions de carbone, les projets bénéficiant de cette transaction permettent de diminuer la pollution locale et d'améliorer la qualité de l'air, d'atténuer les répercussions sur la santé et de créer des emplois pour des membres de communautés souvent laissés-pour-compte et marginalisés.

verte (2 milliards d'euros), qui est la plus importante émission souveraine de ce type libellée en euros émise par un pays émergent. Le produit de cette opération financera des projets de transport écologique, des équipements ayant pour objet d'accroître la résilience en situation de catastrophe, et des plans de reboisement. Grâce à notre assistance technique, la BIDV du Viet Nam (Banque commerciale pour l'investissement et le développement du Viet Nam) — qui est une institution financière contrôlée par l'État et la plus ancienne banque du pays — est devenue la première banque vietnamienne ayant procédé avec succès à l'émission d'une obligation verte sur le marché intérieur.

Innover pour une planète vivable

Durant l'exercice 24, nous avons développé les financements liés aux résultats de manière à établir un lien direct entre l'action climatique et les profits financiers. L'Uruguay, premier bénéficiaire de ce produit, pourrait enregistrer une réduction à hauteur de 12,5 millions de dollars des paiements d'intérêts qu'il devra effectuer au titre d'un prêt de 350 millions de dollars s'il parvient à effectuer des réductions prédéterminées des émissions de méthane générées par la production de la viande de bœuf.

Nous avons aidé plus de 20 pays à gérer leurs risques financiers pour un montant total de 13,4 milliards de dollars. Par exemple, nous avons aidé les Philippines à se protéger de l'instabilité des taux d'intérêt en fixant le taux d'intérêt de la quasi-totalité de son portefeuille de financements en dollars de la BIRD. Nous avons également ajusté les taux appliqués aux prêts de la BIRD en yen japonais à compter du 1^{er} avril 2024 et, ce faisant, nous avons amélioré les conditions dont bénéficient nos clients.

Obtenir l'aval des actionnaires pour de nouveaux instruments

Les nouveaux instruments financiers que nous avons conçus pour renforcer notre capacité de financement et nous permettre de prendre de plus amples risques en relevant des défis partagés à l'échelle mondiale de manière à obtenir des externalités positives transfrontalières ont recueilli une forte adhésion. La nouvelle Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale, mise en place en juillet 2024, a pour objet de porter le montant des garanties émises à 20 milliards de dollars à l'horizon 2030 en réunissant les spécialistes et en regroupant les produits du Groupe de la Banque mondiale jusque-là dispersés dans toute l'institution. Notre Fonds pour une planète vivable, lancé en avril 2024, offre aux autorités publiques, aux sociétés philanthropiques et à d'autres partenaires, la possibilité de contribuer à la constitution de ressources concessionnelles destinées aux pays à revenu intermédiaire.

En avril 2024, 11 pays ont annoncé les montants qu'ils comptaient engager dans la Plateforme des garanties de portefeuille, mécanisme de capitaux hybrides, et dans le Fonds pour une planète vivable, soit au total 11 milliards de dollars. Grâce à sa capacité de mobilisation unique, la BIRD pourrait multiplier de 6 à 8 fois sur une période de 10 ans les ressources qu'elle obtiendra par l'intermédiaire de la plateforme et sous forme de capitaux hybrides — et pourrait dégager jusqu'à 70 milliards de dollars de financements extrêmement nécessaires.

Gérer les risques de catastrophe en ayant recours aux marchés financiers

Nous avons élargi la gamme des produits financiers inclus dans la panoplie d'outils pour la préparation et la riposte aux crises que nous utilisons pour aider les pays éprouvant des besoins de financement auxquels il leur faut répondre d'urgence. Par exemple, nous avons inclus dans les accords de prêt de la BIRD et les accords de crédit de l'IDA des clauses relatives à la résilience climatique de la dette, qui permettent aux petits États qui sont des emprunteurs remplissant les critères voulus de reporter à des dates ultérieures les paiements au titre du principal, des intérêts et autres frais afin de pouvoir faire face aux chocs économiques provoqués par de graves tremblements de terre ou des ouragans répondant aux critères établis. Nous avons également élargi l'accès des pays à des financements (conditionnels) pré-déterminés en leur proposant de nouveaux produits et en relevant les plafonds par pays. Nous avons enfin restructuré nos mécanismes de prêt et de crédit pour permettre aux pays de couvrir les coûts des assurances et des obligations catastrophe dans le cadre des opérations de financement de la Banque.

La Banque aide les pays à accroître leur résilience budgétaire en cas de catastrophe en élargissant leur accès aux marchés de la réassurance et des capitaux. Notre service de Trésorerie collabore avec les autorités publiques à la préparation et à l'exécution d'opérations de transfert des risques avant que ne survienne une catastrophe. En avril 2024, nous avons procédé au renouvellement de cinq obligations catastrophe pour un montant total de 745 millions de dollars, dont quatre, au Mexique, qui procurent une couverture de 595 millions de dollars contre les risques de catastrophe liés aux séismes ou aux ouragans, et une en Jamaïque qui couvre à hauteur de 150 millions de dollars les risques posés par des tempêtes auxquelles un nom a été donné. En juin 2024, nous avons aidé des pays à transférer sur les marchés mondiaux des risques de catastrophe portant sur un montant de 6,5 milliards de dollars, dont 1,4 milliard reste en cours au titre des risques de séisme et d'ouragan au Chili, en Jamaïque, et au Mexique.

Renforcer les capacités et gérer les actifs du secteur public

Le Partenariat de conseil et de gestion des réserves du service de Trésorerie de la Banque mondiale apporte un appui à 76 institutions du monde entier procédant à la gestion d'actifs publics en leur fournissant des services de conseil, en dispensant des formations aux gestionnaires et en assurant des services de gestion d'actifs — dans tous les cas par l'intermédiaire d'un réseau mondial de spécialistes. La Banque gère également un montant de 86 milliards de dollars pour le compte de fonds fiduciaires et d'autres institutions du secteur public. Elle a mis au point, pour le portefeuille de fonds fiduciaire de 45 milliards de dollars, une stratégie de placements durables à revenu fixe, qui a pour objet d'assurer l'allocation des capitaux des partenaires de développement à des valeurs devant avoir un impact vérifiable et positif dans le domaine du développement.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse treasury.worldbank.org.

PARTENAIRES

Les partenariats —notamment avec des institutions multilatérales, des organisations de la société civile, le secteur privé, des fondations, des groupes de réflexions— accroissent l'impact de l'action de la Banque mondiale et de la communauté internationale de développement. Notre Charte de partenariat pour un Groupe de la Banque mondiale unifié, publiée en mai 2024, fait ressortir les principes qui régissent notre collaboration avec nos partenaires et renforce notre vision du partenaire que nous voulons être.

Nos partenariats revêtent diverses formes, puisqu'ils vont de l'organisation de dialogues entre plusieurs parties prenantes consacrés à des échanges de vues et à la formulation d'initiatives à des activités de collaboration stratégique devant permettre de relever conjointement des défis dans le domaine du développement. Cette coopération a pour effet d'optimiser notre impact collectif, de mobiliser de plus amples ressources plus rapidement, d'accroître les facteurs d'efficacité et de limiter la fragmentation de l'aide. Nous présentons dans cette section des informations détaillées sur les principaux résultats obtenus dans le cadre de ces partenariats durant l'exercice 24.

Banques multilatérales de développement

Nous collaborons étroitement avec d'autres banques multilatérales de développement (BMD) afin de progresser en direction de priorités de développement partagées. Durant l'exercice 24, nous avons mis en place la nouvelle Plateforme mondiale de cofinancement collaboratif avec neuf autres BMD dans le but de pouvoir mieux coordonner les activités de nos institutions avec celle d'autres partenaires de cofinancement. Nous cherchons, ce faisant, à mettre en place rapidement des solutions qui peuvent changer la vie des habitants des pays en développement. Les BMD participantes sont la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque islamique de développement et la Nouvelle banque de développement.

G7 et G20

Nous collaborons étroitement avec le Groupe des Vingt (G20) et le Groupe des Sept (G7) pour relever les défis mondiaux. Durant la présidence indienne, en 2023, les dirigeants du G20 se sont engagés à mobiliser collectivement davantage de ressources financières et de financements concessionnels de manière à accroître la capacité de la Banque mondiale à fournir un appui aux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ; ils se sont également engagés à financer une ambitieuse vingt et unième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-21). Le

Groupe de la Banque mondiale a pris la direction de la mise en œuvre des recommandations de l'examen consacré par le G20 au Cadre d'adéquation des fonds propres et du rapport du Groupe indépendant d'experts sur le renforcement des banques multilatérales de développement. En 2024, durant la présidence brésilienne du G20, le Groupe de la Banque a apporté son appui à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté proposée par le G20 en élargissant la portée de ses programmes de protection sociale, en formulant des moyens de lutter contre la faim, en coordonnant l'échange de connaissances et en présentant des informations sur la faim, la pauvreté et la couverture des mécanismes de protection sociale dans chaque pays.

Durant les présidences japonaise (2023) et italienne (2024), le Groupe de la Banque mondiale a fait bénéficier le G7 de ses produits du savoir et de ses analyses, ainsi que des compétences particulières qu'elle possède dans le domaine des opérations et des activités de sensibilisation concernant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, la santé, le commerce et le secteur financier. Lors du sommet du G7 de 2024, les dirigeants ont salué les progrès considérables réalisés par les banques multilatérales de développement dans le cadre des efforts qu'elles ont déployés pour mener une action de plus grande portée, meilleure et plus efficace. Les dirigeants du G7 se sont engagés à fournir des instruments novateurs, notamment des capitaux hybrides et des garanties de portefeuille, qui permettront d'accroître d'environ 70 milliards de dollars le volume des financements que la Banque pourra accorder au cours des 10 prochaines années. Ils ont également déclaré leur appui à une fructueuse vingt et unième reconstitution des ressources de l'IDA.

À l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale de 2023, la Banque et ses partenaires du G7 ont lancé l'Initiative en faveur du renforcement de chaînes d'approvisionnement durables et inclusives afin de promouvoir les investissements dans les ressources minérales et des emplois dans les énergies propres, en particulier en Afrique.

Union européenne

Le Groupe de la Banque travaille en partenariat avec l'Union européenne à la promotion de la réalisation de priorités de développement partagées dans toute l'Afrique et dans les régions qui bordent l'Union. Durant l'exercice 24, nous avons continué à coordonner étroitement l'action menée par suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, notamment dans le cadre d'évaluations rapides des dommages et des besoins. Nous sommes convenus, avec l'ONU, d'approfondir notre coopération trilatérale dans les contextes de fragilité et de promouvoir l'égalité des genres dans le monde entier.



Organisations internationales

Nous avons continué de travailler avec les institutions de l'ONU et d'autres organisations internationales — notamment le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, le Comité international de la Croix-Rouge, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme alimentaire mondial — dans le but de renforcer la résilience des pays tout en fournissant un appui à leur développement à long terme. Nous avons défini la prochaine phase de notre collaboration avec le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement humain ; nous avons participé à une mission organisée au Tchad avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans le but de fournir un appui à ces derniers et aux communautés qui les accueillent ; et nous avons accordé 19 dons en faveur de 37 pays par l'intermédiaire du Fonds de lutte contre les pandémies, pour renforcer la résilience face à celles qui se produiront à l'avenir.

Secteur privé

Le Groupe de la Banque mondiale contribue de manière cruciale à la constitution de partenariats et à la création de nouveaux débouchés pour le secteur privé. Notre Laboratoire de l'investissement privé, mis en place en juin 2023, s'emploie à lever les obstacles aux investissements privés dans les pays émergents. Les 15 dirigeants de sociétés qui constituent l'équipe dirigeante du Laboratoire se réunissent régulièrement pour examiner des propositions et ont récemment apporté des éléments utiles à la conception de la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale.

Autres parties prenantes

La Banque mondiale travaille avec la société civile, des fondations, des groupes de réflexion, des parlementaires et d'autres parties prenantes dans le but de trouver des solutions de développement efficaces, innovantes et susceptibles d'être reproduites et poursuivies à grande échelle. Durant l'exercice 24, nous avons tenu nos partenaires au courant des efforts que nous avons déployés pour nous améliorer, obtenu leur appui à cette fin et recueilli leurs observations. Un grand nombre de ces partenaires militent aussi en faveur de la vingt et unième reconstitution des ressources de l'IDA — en se faisant les champions de l'Association, en exprimant leurs opinions

personnelles et publiques pour guider l'action de l'institution et renforcer le soutien qui lui est accordé, et en mobilisant leurs réseaux. Notre collaboration accroît la portée des Assemblées annuelles et des Réunions de printemps durant lesquelles nous accueillons plus de 2 000 représentants dans le cadre du Forum de la société civile, des centaines de parlementaires et leurs assistants ainsi que d'importants bailleurs de fonds, sociétés et chefs de file du monde entier. Nous avons participé à d'autres réunions notables, telles que l'Assemblée générale des Nations Unies et la COP28, ainsi qu'à des rencontres d'organismes philanthropiques pour forger des coalitions à l'appui de nos activités de sensibilisation et de nos opérations. Au nombre des nouvelles initiatives que nous avons poursuivies durant l'exercice figure un forum axé sur les pays organisé à titre pilote au Mozambique, qui a réuni sur place des représentants de la société civile locale et, en ligne, des participants d'Angola, d'Eswatini, du Soudan du Sud et de Tanzanie.

Durant l'exercice 24, Connect4Climate, un fonds fiduciaire multidonateurs hébergé à la Banque, a lancé l'initiative Youth4Innovation dans le but de promouvoir des échanges entre les jeunes et le secteur privé propices à la création d'emplois verts. Les travaux que nous menons également avec plus de 400 partenaires dans le cadre du Fonds de partenariat pour la réalisation des objectifs de développement durable continuent aussi de soutenir des initiatives qui encouragent les investissements dans des approches axées sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance et un développement sobre en carbone.

Le personnel de la Banque mondiale apporte son soutien à des œuvres caritatives locales et mondiales dans le cadre de la campagne *Community Connections*. Durant l'exercice 24, nous avons collecté des donations représentant plus de 13 millions de dollars, et la participation du personnel a atteint un niveau record. Nous avons également aidé les membres du personnel de la Banque à apporter leur aide à la suite de catastrophes durant l'année ; nous avons ainsi mobilisé plus de 560 000 dollars après le tremblement de terre qui a sévi au Maroc et les inondations qui ont eu lieu en Libye.

**Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/en/about/partners.**

OPÉRATIONS

Bâtir une Banque meilleure

Les améliorations apportées aux opérations transforment la manière dont nous travaillons, en nous permettant de déployer à plus grande échelle et de reproduire les projets ayant un fort impact qui s'attaquent aux défis mondiaux — et de le faire plus rapidement.

La Banque mondiale a entrepris de ramener à moins de 12 mois d'ici l'exercice 25 la période totale de préparation des projets sans pour autant compromettre la qualité de ces derniers. L'équipe de direction du Groupe de la Banque organise ce processus en veillant au respect de garde-fous bien définis établis sur la base d'une analyse et d'un examen rigoureux, et la réalisation de travaux portant sur les questions revêtant un intérêt stratégique. En assurant une représentation conjointe des pays, nous avons unifié l'équipe des responsables-pays de la BIRD/IDA, d'IFC et de la MIGA dans 21 pays — et ainsi donné aux clients un point d'accès unique à l'ensemble du Groupe de la Banque. Nous avons réaménagé et simplifié nos activités de garantie et créé le guichet unique de la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque.

Notre initiative pour une Banque des connaissances repositionne l'institution non seulement en tant que mécanisme de financement, mais aussi en tant que mécanisme de savoir. La nouvelle structure, qui couvre cinq thèmes (population, prospérité, planète, infrastructure et numérique) et trois départements (consacrés aux résultats, à l'innovation et à l'apprentissage) a pour objet d'éliminer les obstacles au transfert de connaissances aussi bien en interne qu'en externe. *Le Pacte pour le savoir au service de l'action* présente cette approche qui privilégie quatre domaines : les produits du savoir nouveaux et actualisés, les partenariats stratégiques, l'apprentissage amélioré et les systèmes de pointe.

Notre nouvelle Fiche de performance institutionnelle pour les exercices 24 à 30 a été approuvée par les Administrateurs en décembre 2023. Cette *Fiche* simplifiée, qui est centrée sur l'impact de la Banque montrera clairement aux actionnaires et aux citoyens les résultats que soutient le Groupe de la Banque mondiale dans le domaine du développement. Toutes les institutions du Groupe de la Banque — BIRD, IDA, IFC, MIGA — utiliseront en outre pour la première fois les mêmes indicateurs.

Cadre environnemental et social

Notre Cadre environnemental et social (CES) favorise l'obtention de résultats durables et inclusifs à l'appui du développement dans les pays qui sont nos clients. Il renforce les protections dont bénéficient les populations et l'environnement en assurant le traitement intégré d'une large gamme de questions environnementales et sociales. Il accorde une grande place à la participation des parties prenantes et à la transparence. Nous appliquons ce cadre pour tous les financements de projets d'investissement entrepris depuis le 1^{er} octobre 2018.

Le Cadre environnemental et social a pour objet de renforcer les capacités et les systèmes environnementaux et sociaux des clients, de promouvoir une approche de la gestion environnementale et sociale proportionnelle et fondée sur le risque, et de procéder à une gestion adaptative des risques en fonction de l'évolution des conditions dans lesquelles se déroulent les projets. À la fin de juin 2024, le Cadre était appliqué dans 58 % du portefeuille d'opérations en cours de financement de projets d'investissement. Nous avons pris des mesures pour renforcer sa mise en œuvre durant l'exercice 24.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/environmental-and-social-framework.

Cadre de passation des marchés

Durant l'exercice 24, 28 436 marchés d'une valeur de 14,7 milliards de dollars² ont été attribués au titre de 1 468 opérations financées par la Banque. Nous avons continué d'ériger les fondations de notre Cadre de passation des marchés en encourageant un changement de culture, en intégrant des approches de la passation des marchés permettant d'optimiser l'emploi des ressources au sens le plus large, et en prenant en considération les critères de qualité, d'innovation et de durabilité. Depuis le du 1^{er} septembre 2023, nous imposons l'inclusion de « critères évalués » — c'est-à-dire de facteurs autres que les prix permettant d'évaluer la qualité et la durabilité — dans la plupart des marchés passés à l'échelle internationale.

Nous avons établi une série de documents d'orientation pour une passation des marchés durable, qui donnent aux membres des services de la Banque et aux emprunteurs des conseils pratiques. Ces derniers ont pour objet de leur permettre d'atténuer les risques environnementaux et sociaux dans le cadre de la passation de marchés au titre de projets et de promouvoir les avantages conférés par la durabilité. Nous avons également publié une *déclaration conjointe* avec les responsables des services d'autres banques multilatérales de développement afin de promouvoir des initiatives de passation des marchés durables. Nous avons aussi conclu des accords de délégation réciproques avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et avec le Fonds international de développement agricole, afin d'harmoniser les systèmes de passation des marchés.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/procurement.

²Ce chiffre, qui se rapporte aux marchés attribués durant l'exercice 24, a été établi sur la base des données disponibles au 15 août 2024.

Lutte contre les risques d'exploitation, de sévices et de harcèlement sexuels

Nous nous efforçons, grâce au Cadre environnemental et social, d'identifier et d'atténuer les risques liés à la violence fondée sur le genre, notamment l'exploitation, les sévices et le harcèlement sexuels, dans les opérations financées par la Banque mondiale.

Durant l'exercice 24, des approches conçues pour identifier ces risques, les atténuer et y faire face ont été intégrées dans les opérations que nous menons dans les domaines des [travaux de génie civil](#) et du [développement humain](#). Nous avons lancé une initiative à titre expérimental pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et les sévices sexuels dont ils font l'objet dans des projets de transports réalisés au Népal et en Bolivie. Les informations et les enseignements tirés de ces initiatives pilotes appuieront l'élaboration de documents et d'outils supplémentaires qui pourront servir aux initiatives similaires qui seront menées à l'avenir.

Afin de sensibiliser les membres du personnel en interne aux risques d'exploitation, de sévices et de harcèlement sexuels, nous continuons d'organiser des séances de formation sur le Cadre environnemental et social auxquelles participent des spécialistes des secteurs, et nous avons formé près de 500 membres des services de l'institution durant l'exercice 24. Nous avons également intégré des séances consacrées à ces risques particuliers dans le programme de formation plus général portant sur le Cadre environnemental et social, qui ont bénéficié à plus de 300 spécialistes.

Nous dispsons aux clients une formation portant sur la gestion des risques d'exploitation, de sévices et de harcèlement sexuels dans le cadre d'initiatives régionales de renforcement des capacités, et nous collaborons avec d'autres institutions financières internationales pour lutter contre ces comportements dans les opérations de développement. Nous continuons de promouvoir le programme de lutte contre l'exploitation, les sévices et le harcèlement sexuels, la coordination des activités et l'acquisition de connaissances en ces domaines au niveau des institutions financières multilatérales en organisant des groupes de travail consacrés à ces questions. Nous avons ainsi contribué au rapport sur la protection contre l'exploitation, les sévices et le harcèlement sexuels à l'échelle des secteurs durant la période 2022-2023, intitulé [Cross Sector Progress Report on Safeguarding against sexual exploitation, abuse and harassment 2022 to 2023](#) publié par les autorités du Royaume-Uni.

Fonds fiduciaires et fonds d'intermédiation financière

Les fonds fiduciaires et les fonds d'intermédiation financière, comme le Fonds de conseil en infrastructure public-privé et le Mécanisme mondial de financement des infrastructures, sont des vecteurs clés de l'investissement privé qui, lui-même, contribue de manière cruciale au relèvement des défis de développement.

À la fin de l'exercice 24, 57,5 milliards de dollars étaient détenus en fiducie sous forme de liquidités, de placements et de billets à ordre. Sur ce montant, 18 milliards de dollars étaient destinés à des fonds fiduciaires et 37,2 milliards de dollars à des fonds d'intermédiation financière. Les fonds fiduciaires financent environ les deux tiers des services de conseil et des produits d'analyse de la Banque mondiale, et 86 % (37,1 milliards de dollars) du total des montants décaissés ont été alloués à des pays membres durant les exercices 20 à 24. Sur ce montant, plus de 8,3 milliards de dollars ont été affectés à des pays IDA à des pays à financement mixte (c'est-à-dire des pays admissibles à bénéficier aussi bien des crédits de l'IDA que des prêts de la BIRD). Les contributions aux fonds d'intermédiation financière se sont élevées, en moyenne, à 10,4 milliards de dollars par an, tandis que les transferts de liquidités aux entités d'exécution sont demeurés stables pour s'établir, en moyenne, à 8,1 milliards de dollars par an au cours des six dernières années.

Par suite de l'évolution de leur architecture, les fonds fiduciaires sont devenus plus efficaces et davantage axés sur des objectifs concrets au cours des dernières années, ce qui a permis de réduire les doubles emplois et d'améliorer leur alignement sur l'IDA et la BIRD. Le portefeuille de fonds fiduciaires de la Banque se compose à présent essentiellement de 72 programmes-cadres ; de nombreux fonds établis de longue date sont progressivement clos.

Les programmes-cadres et les fonds d'intermédiation financière sont des mécanismes importants qui permettent aux bailleurs de fonds de relever de graves défis mondiaux, comme le changement climatique, les maladies transmissibles et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les Fonds d'investissement climatiques, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds vert pour le climat soutiennent ainsi les travaux entrepris par la Banque dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et du transfert de technologies à faible émission de carbone offrant une importante possibilité de réduire les émissions de gaz à effet de serre à long terme dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/dfi.

SERVICE D'INSTRUCTION DES PLAINTES ET DE RECOURS

Créé en 2015, le Service d'instruction des plaintes et de recours (GRS) constitue un solide canal par lequel les individus et les collectivités qui estiment qu'un projet soutenu par la Banque mondiale a ou est susceptible d'avoir des effets néfastes sur eux, sur leurs communautés ou sur leur environnement peuvent soumettre leurs plaintes directement à la Banque mondiale. Le GRS facilite la prise en compte de tels griefs en veillant à ce que les problèmes soulevés soient rapidement réglés par des solutions rationnelles et durables.

Au cours de l'exercice 24, le GRS a reçu 723 plaintes venant de plus de 100 pays, dans le prolongement d'une tendance à la hausse constante depuis la création de ce mécanisme en 2015.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse
projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/products-and-services/grievance-redress-service.

NOS VALEURS, NOTRE PERSONNEL ET NOS LIEUX DE TRAVAIL

Nos valeurs

Les valeurs fondamentales du Groupe de la Banque mondiale — impact, intégrité, respect, travail d'équipe et innovation — incarnent ce qui compte le plus pour nous en tant qu'institution et guident la façon dont nous travaillons les uns avec les autres, ainsi qu'avec nos clients et nos partenaires. Notre Code d'éthique, qui définit le sens de nos valeurs fondamentales dans la pratique et met l'accent sur les comportements plutôt que sur la conformité, vient compléter ces valeurs. Les Directives à l'intention du personnel définissent les réglementations et les politiques ayant pour objet de prévenir et de prohiber tout comportement répréhensible. Nous nous employons à favoriser une meilleure compréhension par les membres du personnel des questions d'éthique et de conformité sur le lieu de travail grâce à des séances de formation obligatoires en ligne et en présentiel, à des réunions ouvertes et à d'autres moyens de communication portant sur nos valeurs fondamentales et notre Code d'éthique.

Notre personnel

Les compétences de notre personnel, qui se caractérise par sa diversité et vient du monde entier, sont notre principal atout. À la fin de l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale employait à plein temps 18 300 personnes de 184 nationalités différentes, dans 140 sites. Les femmes constituaient 54 % de nos effectifs, ce qui témoigne de notre détermination à promouvoir l'égalité des genres. Nous évaluons et améliorons systématiquement notre proposition de valeur en tant qu'employeur pour demeurer compétitif.

Transformation numérique

Durant l'exercice 24, le Groupe de la Banque a préparé une ambitieuse transformation numérique pour l'aider à devenir une Banque meilleure. Nous avons élaboré un cadre nous permettant d'utiliser l'intelligence artificielle pour accélérer, approfondir et maintenir l'impact de notre action dans le domaine du développement et nous avons conçu une intelligence artificielle générative en interne, appelée Mai, pour aider le personnel à utiliser ces technologies de manière à accroître sa productivité dans de bonnes conditions de sécurité. Nous avons également fait obstacle à plus de 75 millions de cyberattaques.

Services d'éthique et de justice interne

La Vice-présidence pour les Services d'éthique et de justice interne promeut les valeurs fondamentales de la Banque et offre des services complets et coordonnés pour répondre aux problèmes et préoccupations du personnel sur le lieu de travail. Durant l'exercice 24, ces services ont adopté une nouvelle stratégie qui consiste à : informer le personnel des ressources disponibles ; accélérer le règlement de leurs problèmes ; donner confiance dans l'équité du système de justice interne ; et lutter contre la crainte de représailles en cas de recours aux services de la vice-présidence. Ces derniers, qui fournissent au personnel des conseils, des orientations, des formations et des services de règlement des différends, renforcent une culture qui encourage les membres du personnel à s'exprimer et favorisent un cadre de travail positif.

Durant l'exercice 24, plus de 2 800 membres du personnel ont fait appel aux services d'éthique et de justice interne. Ces derniers ont examiné 191 allégations de faute, ont répondu aux demandes de conseils déontologiques de 1 150 membres du personnel au sujet d'éventuels conflits d'intérêts ou d'autres problèmes de conformité ; ont reçu 282 plaintes pour harcèlement, harcèlement sexuel ou autre comportement inapproprié et 29 plaintes pour racisme ou discrimination raciale. La Vice-présidence pour les Services d'éthique et de justice a mis l'accent sur la prévention des représailles en renforçant les politiques et les procédures de protection du personnel signalant des fautes ou participant à des activités protégées à d'autres égards. Elle a également assuré à 6 820 membres du personnel des services de formation et d'information durant l'exercice 24.

Association du personnel

L'Association du personnel du Groupe de la Banque mondiale défend les droits et les intérêts de toutes les personnes employées par l'institution, quel que soit le type de contrat régissant leur emploi, auprès de la haute direction et des Administrateurs. Durant l'exercice 24, l'Assemblée des délégués de l'Association est entrée dans la première année de son mandat de deux ans qui couvre principalement les rémunérations et l'assurance médicale (en particulier dans les bureaux de pays), les visas de travail et la flexibilité des conditions de travail.

TABLEAU 16 : DONNÉES SUR LE PERSONNEL DE LA BANQUE MONDIALE (BIRD/IDA), EXERCICES 22-24

INDICATEUR	EX. 22	EX. 23	EX. 24	INDICATEURS CONNEXES
Total employés à plein temps	12 778	13 122	13 492	GRI 401 ; ODD 8
Hors États-Unis (%)	46	47	48	
Consultants à court terme/temporaires (ETP)	6 163	5 986	5 901	
Indice de diversité	0,89	0,90	0,91	
% représente l'écart par rapport à l'objectif de parité hommes-femmes pour une catégorie donnée*				
Personnel administratif et d'appui (%)	17,6	17,7	18	
Personnel technique de niveau débutant et junior (%)	2,7	2,7	2,9	
Personnel technique de niveau supérieur (%)	4,7	3,8	2,9	
Chefs de service (%)	4,7	3,4	2,8	
Nombre moyen de jours de formation par agent au siège	2,6	2,7	2,3	GRI 404 ; ODD 8
Nombre moyen de jours de formation par agent dans les bureaux-pays	2,9	2,1	2,8	

Note : – = non disponible ; ETP = équivalent temps plein (personnel) ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance ; ODD = objectif de développement durable. *La parité hommes-femmes s'entend de 50 % d'hommes et 50 % de femmes, avec une marge de +/- 2 % ; 0 % signifie que nous avons atteint notre objectif de parité hommes-femmes, tandis que des chiffres supérieurs à 0 % signifient que les hommes ou les femmes sont surreprésentés.

Nos lieux de travail

Nous avons réalisé d'importants progrès en direction de notre objectif consistant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de nos bâtiments et de nos services de restauration. À la fin de l'exercice 23, nous avions dépassé notre cible de réduction de 28 % à l'horizon 2026 des émissions de GES de nos locaux dans le monde entier par rapport au niveau de 2016. Nous nous efforçons d'atteindre notre cible de réduction de 25 % des émissions des services de restauration au siège par rapport à la référence de 2019 d'ici 2030.

Nous achetons des crédits d'énergies renouvelables représentant l'équivalent de 100 % de la consommation d'électricité au siège et compensons [les émissions de GES](#) de l'institution conformément aux rigoureuses [directives du Groupe de la Banque](#). Les crédits carbone utilisés à titre de compensation proviennent en totalité de projets réalisés dans des pays admissibles à bénéficier des crédits de l'IDA.

TABLEAU 17 : QUELQUES EFFETS DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT, EXERCICES 19-23

INDICATEUR	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	INDICATEURS CONNEXES
Émissions absolues de GES (tonnes d'équivalent CO ₂) ^a	248 336	180 890	39 773	85 480	179 721	GRI 305 ; ODD 13
Utilisation d'énergie (GJ) ^b	458 315	471 930	393 728	360 514	371 157	GRI 302 ; ODD 7
Intensité de l'utilisation de l'énergie (GJ/m ²) ^b	0,74	0,74	0,61	0,56	0,59	
Utilisation d'eau (m ³) ^c	299 054	261 534	201 134	196 562	229 182	GRI 303 ; ODD 6
Réduction des déchets mis en décharge (%) ^d	61	67	33	40	50	GRI 306 ; ODD 12
Utilisation totale de papier recyclé à 100 % (photocopie et impression, %) ^d	57	54	34	57	28	GRI 301 ; ODD 12

Note : Les données sont décalées d'un exercice financier en raison du moment de leur collecte. Les installations de la Banque étaient fermées ou peu occupées pendant la majeure partie de l'exercice 21, et des membres du personnel ont procédé à une reprise partielle du travail au bureau. Pour plus de plus amples informations et des données supplémentaires, consulter le [site Web dédié à la responsabilité de l'organisation](#). CO₂ = dioxyde de carbone ; GES = gaz à effet de serre ; GJ = gigajoule ; GJ/m² = gigajoule par mètre carré ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance ; ODD = objectif de développement durable.

a. Ces données se rapportent aux installations de la Banque dans le monde entier et englobent les émissions liées aux voyages d'affaires et aux achats de produits alimentaires au siège, ces émissions relevant des catégories (ou « scopes ») 1, 2 et 3. Les émissions de catégorie 3 liées aux voyages d'affaires par avion incluent le forage radiatif et excluent les émissions résultant des voyages d'affaires par avion effectués par des membres du personnel du Fonds pour l'environnement mondial et de la MIGA, et qui sont par ailleurs rapportées dans le rapport de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. L'exercice 20 inclut les émissions de l'initiative Cool Food Pledge résultant des achats de produits alimentaires pour le siège de la Banque. De plus amples informations sont présentées dans le Plan de gestion des stocks.

b. Ces données se rapportent aux installations de la Banque mondiale dans le monde entier et englobent l'électricité, la combustion fixe et la combustion mobile.

c. Ces données se rapportent aux installations de la Banque mondiale dans le monde entier.

d. Ces données se rapportent uniquement aux installations de la Banque à son siège.

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Nous tirons parti du pouvoir d'achat du Groupe de la Banque mondiale pour réduire le plus possible nos dépenses et optimiser leur valeur. Nous nous assurons également que nos opérations se poursuivent de manière harmonieuse en recensant les facteurs de vulnérabilité d'environ 26 000 fournisseurs à l'échelle mondiale et en y remédiant.

Durant l'exercice 24, nous avons dépassé notre cible de 2023, qui consistait à doubler la proportion de marchés institutionnels passés avec des entreprises appartenant à des femmes pour la porter à 7 %, puisque nous avons atteint un pourcentage de 7,4 %. Nous visons à porter ce dernier à 12 % d'ici 2030. Nous avons également l'intention de faire passer la proportion de fournisseurs constituée par des entreprises appartenant à des femmes de la base de référence de 9 % établie en 2023 à 15 %. Nous continuons de montrer l'exemple aussi bien aux sociétés privées qu'aux entités publiques en ce domaine.

Nous avons élargi la portée de notre initiative en faveur des entreprises appartenant à des minorités en mettant l'accent sur les pays dans lesquels il existe d'importantes possibilités de soutenir des fournisseurs défavorisés et sous représentés. Nous encourageons également d'autres organisations mondiales à se joindre à nous en adoptant des approches de passation des marchés inclusives de manière à promouvoir des entreprises diverses.



PRÉSENTATION D'INFORMATIONS RELATIVES AU CLIMAT ET À LA DURABILITÉ

La Banque mondiale publie pour la troisième fois, dans ce rapport, des informations financières relatives au climat, ce qui témoigne de sa détermination à présenter de manière transparente la manière dont elle recense, évalue et gère les risques climatiques ainsi que dans ses processus de gouvernance, sa stratégie et sa gestion des risques.

Cette présentation d'informations est l'une des étapes des efforts qui seront déployés durant plusieurs années pour assurer la conformité de la divulgation des informations financières ayant trait au climat et à la durabilité aux normes du Conseil international des normes de durabilité, compte

tenu des modèles d'activité uniques de la BIRD et de l'IDA. Les informations présentées cette année font état des efforts que nous avons déployés à ce jour pour montrer que nous sommes déterminés à améliorer ces dernières à moyen terme. Elles apparaissent dans leur intégralité en annexe.

Deux autres rapports, intitulés *Global Reporting Initiative Index* et *Sustainability Review*, présentent des informations détaillées et complètes sur la manière dont nous prenons en compte la durabilité dans nos opérations et nos pratiques institutionnelles. Les deux rapports sont disponibles sur le [site Web du Rapport annuel](#).

SURVEILLANCE ET RESPONSABILITÉ

Donner une orientation à l'institution

Tous les pouvoirs de la Banque mondiale sont dévolus au Conseil des Gouverneurs, son principal organe de décision, conformément aux Statuts de la BIRD et de l'IDA. Chaque pays membre de la Banque est représenté par un gouverneur et un gouverneur suppléant.

Le Conseil des Gouverneurs délègue l'essentiel des pouvoirs à 25 Administrateurs permanents, qui composent le Conseil des Administrateurs de la BIRD et de l'IDA. Les Administrateurs représentent les 189 pays membres de la Banque mondiale et sont responsables de la conduite des opérations générales de la Banque. Les Administrateurs choisissent le Président du Conseil. La durée du mandat du Conseil actuel va de novembre 2022 à octobre 2024.

Les Administrateurs supervisent l'orientation stratégique de la Banque et représentent les points de vue des pays membres sur son rôle. Ils sont chargés de fournir au Conseil des Gouverneurs les comptes audités, un budget administratif et le rapport annuel de la Banque sur les résultats de l'exercice écoulé.

Le Comité directeur des Administrateurs, auquel siègent tous les Administrateurs, se réunit deux fois par mois pour examiner le programme de travail stratégique du Conseil. Chaque Administrateur siège en outre à un ou plusieurs des cinq comités permanents, qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à un examen attentif des politiques et autres documents cruciaux. De surcroît, le Comité d'éthique donne des orientations sur les questions dont traite le Code de conduite des membres du Conseil. Par l'intermédiaire de ses comités, le Conseil s'entretient régulièrement sur l'efficacité des activités du Groupe de la Banque avec la direction et le Mécanisme de redevabilité indépendant et avec le Groupe indépendant d'évaluation, qui tous deux rendent compte directement au Conseil.

FIGURE 8 : LES COMITÉS DU CONSEIL DES ADMINISTRATEURS

COMITÉ DIRECTEUR DU CONSEIL DES ADMINISTRATEURS DE LA BANQUE MONDIALE (BIRD/IDA)		
Comité d'audit Surveille les finances, la comptabilité, la gestion des risques, les dispositifs de contrôle interne et l'intégrité institutionnelle de la Banque.	Comité du budget Assiste le Conseil dans l'approbation du budget de la Banque.	Comité pour l'efficacité du développement Évalue l'efficacité de la Banque sur le plan du développement, guide ses orientations stratégiques et contrôle la qualité et les résultats de ses opérations.
Comité des questions administratives concernant la gouvernance et les Administrateurs Guide la gouvernance de la Banque, l'efficacité du Conseil et la politique administrative applicable aux bureaux des Administrateurs.	Comité des ressources humaines Supervise la responsabilité à l'égard de la stratégie, des politiques et des pratiques de la Banque concernant les ressources humaines et leur alignement sur ses besoins de fonctionnement.	Comité d'éthique Établi en 2003 pour effectuer des examens ponctuels des questions ayant trait à l'interprétation ou à l'application du Code de conduite des agents du Conseil.

Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) renforce l'efficacité du développement du Groupe de la Banque mondiale grâce à des évaluations de programmes et de projets qui contribuent à procurer de meilleurs services et de meilleurs résultats aux clients. Les recommandations de l'IEG éclairent les orientations, les politiques, les programmes et les opérations du Groupe de la Banque. L'IEG est indépendant de la direction du Groupe de la Banque mondiale et rend compte directement au Conseil des Administrateurs.

Au cours de l'exercice 24, l'IEG a évalué les progrès accomplis par le Groupe de la Banque par rapport à des priorités thématiques telles que l'inclusion financière, le soutien de l'IDA à la création d'emplois et à la participation au marché du travail, et la réduction des inégalités entre les sexes dans les pays en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence. L'IEG a également validé les auto-évaluations de la direction de la mise en œuvre de ses recommandations pour les exercices 19 à 22.

L'IEG a procédé à une évaluation minutieuse de la collaboration entre le secteur privé et le Groupe de la Banque sur l'action climatique et le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, un mécanisme d'octroi de financements mixtes. Pour aider le Groupe de la Banque à se focaliser sur les réalisations au niveau des pays, l'IEG a réalisé des évaluations des programmes menés en République kirghize et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'IEG a également contribué à l'élaboration de documents stratégiques majeurs, notamment la Feuille de route pour l'évolution du Groupe de la Banque mondiale et le Pacte pour le savoir au service de l'action.

Pour de plus amples informations et pour consulter le rapport annuel de l'IEG, rendez-vous à l'adresse ieg.worldbankgroup.org.

Mécanisme de redevabilité

Le Mécanisme de redevabilité de la Banque mondiale est un organe indépendant à l'intention de ceux qui se sentent lésés par des projets financés par la Banque. Il est composé du Panel d'inspection et du nouveau Service de règlement des différends. Le Mécanisme de redevabilité et le Panel d'inspection rendent compte chacun au Conseil et sont indépendants de la direction de la Banque. Les populations affectées peuvent déposer des plaintes auprès du Panel d'inspection qui, s'il en obtient l'autorisation du Conseil, mène des enquêtes indépendantes. Le Secrétaire du Mécanisme de redevabilité propose un processus volontaire de résolution des litiges, géré par le Service de règlement des différends. En cas de rejet de cette proposition ou de non-résolution de la plainte, l'affaire est référée au Panel d'inspection pour enquête.

Au cours de l'exercice 24, le Panel d'inspection a reçu six demandes d'inspection et a mené à terme une enquête sur une affaire en Bolivie qui, après délibération du Conseil, a donné lieu à un plan d'action de la direction approuvé par le Conseil en réponse aux conclusions du Panel d'inspection. Le Conseil a approuvé une recommandation du Panel d'inspection

d'enquêter sur une affaire au Viet Nam, qui est actuellement rendue au stade du règlement du différend, à la suite d'une proposition du Secrétaire du Mécanisme de redevabilité. Vers la fin de l'exercice, le Panel d'inspection menait une enquête en Tanzanie alors qu'une décision d'enregistrer ou non deux nouvelles demandes de la Serbie et du Pakistan était en instance. Le Panel d'inspection n'a pas enregistré d'affaire en Inde et au Pakistan. Parallèlement, le Mécanisme de règlement des griefs a facilité la signature d'un accord de règlement d'un différend au Cameroun, qui fait actuellement l'objet d'un suivi et d'une surveillance à la suite dudit accord. Le Mécanisme de règlement des griefs continue de suivre les accords précédemment conclus au Népal et en Ouganda.

Pour de plus amples informations sur le Mécanisme de redevabilité, rendez-vous aux adresses accountability.worldbank.org/en/home et www.inspectionpanel.org.

Système de sanctions

Le système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale instruit les allégations de fraude, de corruption, de collusion, de coercition et d'obstruction — collectivement appelées pratiques passibles de sanctions — dans le cadre de nos opérations. Se fondant sur les enquêtes de la Vice-présidence de l'Intégrité (INT), durant l'exercice 24, le Groupe de la Banque a sanctionné 37 entreprises et particuliers à travers des décisions non contestées du directeur des suspensions et des exclusions de la Banque, des décisions du Conseil des sanctions du Groupe de la Banque et des accords de règlement. Quatorze entités ont satisfait aux conditions qui avaient été fixées pour la levée de leur sanction et une entité a satisfait aux conditions qu'elle devait remplir pour que son exclusion soit convertie en non-exclusion conditionnelle avec levée conditionnelle des mesures d'exclusion. Le Groupe de la Banque a entériné 20 exclusions croisées décidées par d'autres banques multilatérales de développement, et 29 exclusions du Groupe de la Banque remplissaient les critères requis pour être entérinées par d'autres banques multilatérales de développement. La Vice-présidence de l'Intégrité a enquêté sur 66 affaires de présomption de fraude et de corruption impliquant des employés de la Banque mondiale et des fournisseurs de l'institution, dont neuf étaient prouvées.

Pour de plus amples informations concernant le Système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale et son rapport annuel, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/integrity. Pour signaler des soupçons de fraude ou de corruption dans des projets financés par le Groupe de la Banque mondiale ou de la part des membres du personnel ainsi que des fournisseurs et prestataires du Groupe de la Banque, rendez-vous à l'adresse wbgcmsprod.microsofttermportals.com/fr-FR/anonymous-users/int-fraud-management/create-new-complaint/.



Vice-présidence de l’Audit interne du Groupe

La Vice-présidence de l’Audit interne du Groupe est une fonction indépendante qui rend compte au Président et est supervisé par le Comité d’audit du Conseil. Ses services d’assurance et de conseil aident le Groupe de la Banque à servir plus efficacement ses clients.

Au cours de l’exercice 24, les missions prioritaires de la Vice-présidence de l’Audit interne du Groupe comprenaient la gestion des risques institutionnels ; les griefs, les plaintes et les canaux de dénonciation ; la mise en œuvre du Plan d’action du Groupe de la Banque mondiale sur le changement climatique ; la gouvernance et la sécurité des sites Web externes ; et la gestion de biens immobiliers. La Vice-présidence de l’Audit interne du Groupe a continué de mettre en œuvre son Programme d’assurance et de conseil pour les pays et a commencé à élaborer son programme de surveillance de l’Ukraine. La Vice-présidence de l’Audit interne du Groupe s’associe à des organisations bilatérales, multilatérales et de développement pour renforcer la surveillance dans des contextes difficiles, y compris dans les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

Pour de plus amples informations et pour consulter les rapports annuels et trimestriels de la Vice-présidence de l’Audit interne du Groupe, rendez-vous à l’adresse www.worldbank.org/internalaudit.

POLITIQUE D’ACCÈS À L’INFORMATION DE LA BANQUE MONDIALE

La politique d’accès à l’information de la Banque mondiale exige que toutes nos informations soient accessibles au public, sauf exception spécifique. Cette politique, parallèlement à l’initiative Données ouvertes, sous-tend notre engagement en faveur de la transparence.

Au cours de l’exercice 24, on a enregistré près de 50 millions de téléchargements de documents à partir des dépôts documentaires officiels de la Banque et plus de 379 000 pages de documents d’archives ont été déclassifiées. Cette politique permet et encourage les enquêtes publiques sur les activités, la recherche, les finances et les délibérations du Conseil de la Banque. Au cours de l’exercice 24, la Banque a instruit 598 demandes d’information, dont 80 % ont été satisfaites dans le délai de 20 jours ouvrables.

Pour de plus amples informations et pour envoyer des demandes d’accès à l’information à la Banque mondiale, rendez-vous à l’adresse www.banquemondiale.org/fr/access-to-information.

DÉPLOIEMENT STRATÉGIQUE DES RESSOURCES

Au cours de l'exercice 24, la Banque mondiale a retenu [huit défis mondiaux](#) à relever en priorité au cours des prochaines années : adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets ; fragilité et conflits ; prévention et préparation aux pandémies ; accès à l'énergie ; sécurité alimentaire et nutritionnelle ; sécurité hydrique et accès à l'eau ; développement numérique ; et protection de la biodiversité et de la nature. Il sera essentiel de s'attaquer à ces défis pour promouvoir notre nouvelle vision et notre nouvelle mission.

Nous avons réalisé 12 diagnostics-pays systématiques, qui recensent les défis et les opportunités de développement dans un pays membre donné ; élaboré 13 cadres de partenariat-pays, qui guident notre soutien à un pays membre donné ; et entrepris 12 examens des progrès et des enseignements, qui résument les avancées réalisées dans la mise en œuvre des Cadres de partenariat-pays.

En avril 2024, le Groupe de la Banque a adopté un Cadre d'incitations financières pour soutenir des projets répondant à des défis mondiaux ayant un impact transfrontalier positif. Ce cadre donne aux actionnaires la possibilité de verser des contributions volontaires à la BIRD, lesquelles sont ensuite mises à profit pour optimiser l'impact et utilisées pour relever les défis mondiaux les plus urgents de notre époque.

Instruments et approches de financement pour les pays

La BIRD et l'IDA proposent une palette d'instruments et d'approches de financement pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. Il s'agit des approches et instruments suivants :

- financement de projets d'investissement, qui aide à construire des infrastructures physiques et sociales et à développer des capacités institutionnelles ;
- financement à l'appui des politiques de développement, qui soutient les réformes des politiques et des institutions, notamment par le biais de garanties fondées sur les actions des pouvoirs publics ;
- programme pour les résultats, qui assujettit le décaissement de fonds à l'obtention de résultats prédéfinis.

Au cours de l'exercice 24, la Banque a approuvé diverses opérations dans le cadre de ces mécanismes de financement, en mettant un accent particulier sur les avantages climatiques connexes.

Nous avons approuvé 59 opérations de financement à l'appui des politiques de développement d'un montant total de 22 milliards de dollars ; 43 opérations au titre du Programme pour les résultats, dont trois financements additionnels d'un montant total de 10,6 milliards de dollars ; et 251 opérations de financement de projets d'investissement, dont 65 financements additionnels, pour un montant total de 36,1 milliards de dollars. Les avantages climatiques connexes ont représenté 45 % de l'ensemble des engagements, dont 30 % pour ce qui est du financement à l'appui des politiques de développement, 13 % pour le Programme pour les résultats et 58 % pour le financement de projets d'investissement.

Notre Approche-programme à phases multiples permet aux pays de structurer une collaboration complexe importante de longue date sous la forme d'un ensemble de petites opérations complémentaires de financement de projets d'investissement et de programmes pour les résultats dans le cadre d'un seul programme.

Cette approche facilite à la fois les programmes verticaux, qui supposent des interventions approfondies et soutenues au sein d'un seul pays, et les programmes horizontaux, qui concernent plusieurs pays. États d'un pays ou entités infranationales. Durant l'exercice 24, la Banque a approuvé 10 programmes verticaux et 7 programmes horizontaux menés au titre de l'Approche-programme à phases multiples (APM), financés à hauteur de 6,8 milliards de dollars et 13,2 milliards de dollars, respectivement. Le montant total du financement du nouveau Programme approuvé, y compris le financement additionnel, s'élevait à 20,1 milliards de dollars.

En février 2024, le Groupe de la Banque a élargi la palette d'outils qu'il offre aux pays pour répondre aux crises, son Conseil ayant approuvé un nouvel [ensemble d'outils pour la préparation et la riposte aux crises](#). Cet ensemble d'outils comprend une série d'outils élargis et novateurs destinés à aider les pays en développement à mieux réagir face aux crises et à se préparer aux chocs futurs.

L'ensemble élargi d'outils comprend une nouvelle option de riposte rapide qui leur permet d'accéder rapidement à des liquidités pour les interventions d'urgence en réaffectant une partie des fonds non utilisés de la Banque sur l'ensemble de leur portefeuille. Cette approche permet aux pays de répondre rapidement aux besoins en cas de crise. La panoplie d'outils comprend un accès élargi à l'assurance contre les catastrophes et aux clauses relatives à la résilience climatique de la dette qui permettent aux petits États emprunteurs remplissant les critères voulus de différer le remboursement du capital, des intérêts et des commissions de leur dette en cas de tremblements de terre et douragans graves.

La Banque déploie actuellement ces outils dans les pays — à la faveur de l'approbation de nouvelles opérations de financement conditionnel et de la mise en place d'options de riposte rapide, son ambition étant de mettre en place de nouveaux mécanismes de préparation et de riposte aux crises pour non moins de 50 pays d'ici la fin de l'année civile 2024.

Services d'analyse et de conseil

En mars 2024, nous avons publié le [Pacte pour le savoir au service de l'action](#), qui vise à transformer les idées en impact tangible en ayant recours à l'analyse de données, à la recherche et aux meilleures pratiques pour offrir à nos clients des solutions innovantes à des défis de développement complexes. Nous avons également réorganisé nos groupes de pôle d'expertise en cinq vice-présidences, à savoir Personnes, Prospérité, Planète, Infrastructures et Numérique, afin de concrétiser cet objectif.

Au cours de l'exercice 24, la Banque a fourni 982 services de conseil et produits d'analyse couvrant plus de 130 pays et traitant de sujets mondiaux cruciaux tels que le changement climatique, la croissance économique et la planification, le développement des données du secteur public et le renforcement des capacités, l'administration publique, la riposte à la pandémie et l'emploi.

Durant l'exercice 24, 64 accords de services de conseil remboursables ont été signés dans 24 pays pour un montant total de 173 millions de dollars. Ces services sont demandés par les pays clients, qui paient pour en bénéficier ; tous les États membres, y compris les pays non emprunteurs, peuvent en faire la demande. Nos services ont permis de fournir à des pays de l'assistance technique, du renforcement des capacités et un soutien à la mise en œuvre dans des domaines tels que le changement climatique, la transformation numérique, les filets de protection sociale, la transition énergétique, la croissance tirée par le secteur privé, la gestion des investissements publics, l'agriculture et la réforme du secteur judiciaire.

Soutien aux petits États

Les petits États, c'est-à-dire les pays dont la population ne dépasse pas 1,5 million d'habitants, sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques, aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique. Dans ces pays, les pertes liées aux catastrophes s'élèvent en moyenne à environ 5 % du PIB par an en raison des moyens insuffisants, de la petite taille de leur économie et, dans de nombreux cas, de leur éloignement.

En 2023, plusieurs petits États ont connu une inflation à deux chiffres, entraînant un resserrement budgétaire et une hausse des coûts d'emprunt internationaux. Ces réponses ont encore exacerbé leurs vulnérabilités liées à la dette, plus de 40 % des petits États étant déjà en situation de surendettement ou présentant un risque élevé de se retrouver dans cette situation.

Pour aider les petits États à relever leurs défis, nous augmentons les ressources de l'IDA et de la BIRD. Au cours de l'exercice 24, ce financement a atteint 1,1 milliard de dollars, soit près du double de l'exercice précédent.

Notre direction prête également une plus grande attention aux petits États, aux prises avec les chocs économiques et le changement climatique. L'ensemble d'outils pour la préparation et la riposte aux crises et les clauses relatives à la résilience climatique de la dette permettront aux petits États, aux petits États insulaires en développement des Nations Unies et aux pays du Forum des petits États de mieux se préparer et réagir aux chocs. Au cours de l'exercice 24, nous avons publié le rapport national sur le climat et le développement des Maldives. Nous avons commencé à travailler sur ceux des Comores et des Caraïbes orientales. Le Secrétariat des petits États, hébergé à la Banque, accueille chaque année le Forum de haut niveau des petits États en marge des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du FMI. Le Forum d'octobre 2023 portait sur les efforts déployés par la Banque mondiale pour aider les petits États à s'adapter au changement climatique.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/smallstates.

Gestion et réformes budgétaires

Au cours de l'exercice 24, la Banque mondiale a apporté un soutien accru aux pays confrontés à une multitude de défis mondiaux. Ce soutien englobait, outre le financement, la promotion des connaissances et de l'analyse aux niveaux national, régional et mondial, et le renforcement de la présence du personnel de la Banque dans les pays dont nous sommes au service. Nous améliorons sans cesse notre efficacité et réorientons les ressources vers les services de première ligne en observant une discipline budgétaire rigoureuse et en mettant en place un programme d'économie des ressources.

Dans l'ensemble du Groupe de la Banque, nous renforçons notre efficacité en rationalisant les processus de planification et de budgétisation des activités. Par exemple, nous avons ramené la durée de préparation du budget institutionnel de neuf à trois mois. Dans le paysage économique actuel, où les ressources financières sont limitées, la Banque fera des gains d'efficacité et des réaffectations de ressources une priorité avant d'accroître ses ressources pour les priorités opérationnelles stratégiques.

Engagements et services financiers

La BIRD est une coopérative de développement mondiale appartenant à ses 189 pays membres. Elle est la plus importante banque multilatérale de développement au monde. Elle accorde des prêts et fournit des garanties, des produits de gestion des risques et des services de conseil à

des pays à revenu intermédiaire et à des pays à faible revenu solvables, et coordonne les ripostes aux défis de portée régionale et mondiale. Au cours de l'exercice 24, les nouveaux engagements au titre de prêts de la BIRD ont atteint 37,6 milliards de dollars pour 126 opérations, dont huit étaient des opérations mixtes BIRD/IDA.

TABLEAU 18 : ENGAGEMENTS DE LA BIRD, PAR RÉGION, EXERCICES 20-24

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Afrique de l'Est et Afrique australe	1 716	1 525	2 907	2 364	2 914
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	9	500	386	564	1 725
Asie de l'Est et Pacifique	4 770	6 753	5 482	6 636	6 788
Europe et Asie centrale	5 699	4 559	5 974	10 162	9 302
Amérique latine et Caraïbes	6 798	9 464	9 407	9 828	9 463
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 419	3 976	4 135	4 697	4 233
Asie du Sud	5 565	3 746	4 781	4 321	3 143
Total	27 976	30 523	33 072	38 572	37 568

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

TABLEAU 19 : DÉCAISSEMENTS DE LA BIRD, PAR RÉGION, EXERCICES 20-24

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Afrique de l'Est et Afrique australe	932	325	2 441	1 690	3 126
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	155	132	261	161	240
Asie de l'Est et Pacifique	4 679	4 439	5 439	4 350	5 492
Europe et Asie centrale	3 100	3 625	4 580	4 833	10 574
Amérique latine et Caraïbes	5 799	8 741	8 911	8 216	6 305
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 415	2 764	3 407	2 964	3 332
Asie du Sud	3 158	3 665	3 129	3 290	4 381
Total	20 238	23 691	28 168	25 504	33 450

Pour le suivi, l'établissement de rapports et une meilleure prise de décisions concernant ses engagements, la Banque applique une taxonomie des codes à toutes les opérations de prêt afin de refléter les secteurs et les thèmes vers lesquels elle oriente ses ressources. Les codes sectoriels tiennent compte des regroupements de haut niveau des activités économiques

en fonction des types de biens et services produits et servent à indiquer le segment de l'économie que l'intervention de la Banque soutient. Les codes thématiques reflètent les buts et objectifs des activités financées par la Banque et sont utilisés pour rendre compte de l'appui de la Banque à la réalisation des objectifs de développement durable.

TABLEAU 20 : ENGAGEMENTS DE LA BIRD PAR SECTEUR, EXERCICES 20-24

MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Agriculture, pêche et foresterie	1 767	1 260	3 611	3 669	2 194
Éducation	1 135	2 017	1 090	1 529	2 297
Énergie et industries extractives	2 053	2 379	3 069	6 913	6 411
Secteur financier	3 702	3 828	1 877	4 212	3 182
Santé	3 980	2 606	6 252	3 128	4 039
Industrie, commerce et services	2 208	3 030	1 916	2 301	2 330
Technologies de l'information et de la communication	886	773	509	630	1 106
Administration publique	4 301	5 666	6 484	9 314	7 679
Protection sociale	4 786	4 800	3 446	3 270	4 426
Transports	1 323	2 273	3 036	1 249	2 122
Eau, assainissement et gestion des déchets	1 834	1 891	1 782	2 359	1 784
Total	27 976	30 523	33 072	38 572	37 568

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Consulter le site projects.worldbank.org/sector pour de plus amples informations.

TABLEAU 21 : ENGAGEMENTS DE LA BIRD PAR THÈME, EXERCICES 20-24

MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Politique économique	1 000	2 194	3 147	4 164	4 807
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	9 423	10 902	13 664	18 412	17 802
Finances	5 304	6 408	4 375	7 417	5 438
Développement humain et genre	12 799	21 928	16 024	12 066	11 721
Développement du secteur privé	4 936	6 616	5 101	5 682	4 139
Gestion du secteur public	3 206	3 682	4 671	5 528	5 080
Progrès social et protection sociale	4 721	5 603	3 964	4 518	4 587
Développement urbain et rural	6 777	7 945	10 549	14 272	8 710

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Consulter le site projects.worldbank.org/theme pour de plus amples informations.

TABLEAU 22 : PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE LA BIRD, EXERCICE 24

MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENTS	PAYS	ENGAGEMENTS
Ukraine	4 086	Brésil	1 918
Türkiye	3 191	Maroc	1 750
Indonésie	3 028	Nigéria	1 500
Inde	2 943	Jordanie	1 235
Philippines	2 350	Chine, Colombie (chacune)	1 050

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

Ressources financières et modèle financier de la BIRD

La BIRD finance ses prêts sur ses fonds propres et avec de l'argent emprunté sur les marchés financiers par l'émission d'obligations de la BIRD pour soutenir les projets de développement dans les pays membres. La BIRD jouit d'une cote de crédit évaluée à Aaa par Moody's et à AAA par Standard & Poor's, et les investisseurs considèrent ses obligations comme des titres de haute qualité. La stratégie de financement de la BIRD continue de viser à obtenir le meilleur rendement sur le long terme pour les membres emprunteurs. La capacité de la BIRD à assurer l'intermédiation des fonds qu'elle lève sur les marchés financiers internationaux au profit des pays en développement membres est importante et aide à réaliser ses objectifs.

L'approche de la BIRD lui permet d'emprunter à des conditions de marché favorables et de transférer les économies ainsi réalisées à ses membres emprunteurs. Les fonds qui ne sont pas immédiatement affectés à des prêts sont conservés dans le portefeuille de placements de la BIRD afin d'apporter des liquidités à ses opérations. Durant l'exercice 24, la BIRD a ainsi levé environ 53 milliards de dollars via l'émission de titres de créance libellés en diverses monnaies.

La BIRD est une institution coopérative et, à ce titre, elle ne cherche pas à optimiser son profit, mais à dégager un revenu suffisant pour assurer les capacités financières à long terme nécessaires pour soutenir ses activités de développement. Les Administrateurs ont approuvé le versement à la réserve générale d'un montant de 834 millions de dollars prélevé sur le revenu net disponible de l'exercice 24, et ils ont recommandé

au Conseil des Gouverneurs d'approuver le transfert de 515 millions de dollars à l'IDA et de 500 millions de dollars au Compte de surplus. Un montant de 300 millions de dollars devrait être transféré du Compte de surplus (y compris 100 millions de dollars qui s'y trouvent actuellement) vers le Fonds fiduciaire pour Gaza et la Cisjordanie, et 200 millions de dollars devraient être transférés au Fonds pour une planète vivable financé par le Compte de surplus de la BIRD, afin de donner une impulsion forte et rapide au nouveau Cadre d'incitations financières. Dans le cadre de ses opérations de prêt, d'emprunt et de placement, la BIRD est exposée à des risques de marché, des risques de contrepartie, des risques souverains et des risques opérationnels.

Le Directeur de la gestion des risques du Groupe de la Banque dirige la fonction de surveillance des risques et soutient le processus décisionnel de l'institution par le biais de comités de gestion des risques, qui s'occupent des risques financiers et opérationnels. En outre, la BIRD a mis en place un cadre efficace de gestion des risques qui aide la direction dans ses fonctions de surveillance. Ce cadre vise à donner des moyens d'action à la BIRD et à l'aider à réaliser ses objectifs d'une manière financièrement viable. Le ratio des fonds propres aux prêts est un indicateur synthétique de la capacité de l'institution à assumer ces risques. La BIRD suit attentivement l'évolution de cet indicateur en tenant compte de ses perspectives financières et des risques auxquels elle s'expose. Au 30 juin 2024, ce ratio s'établissait à 21,5 %, et le capital souscrit cumulé de la BIRD s'élevait à 323,1 milliards de dollars, dont 22,5 milliards de dollars de capital libéré.

TABLEAU 23 : PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA BIRD, EXERCICES 20-24

EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Opérations de prêt en bref					
Engagements nets ^a	27 976	30 523	33 072	38 572	37 568
Décaissements bruts	20 238	23 691	28 168	25 504	33 450
Décaissements nets	10 622	13 590	14 876	12 736	20 115
Base de déclaration					
Compte de résultat					
Transferts approuvés par le Conseil des Gouverneurs et autres transferts	(340)	(411)	(354)	(221)	(371)
Résultat net/(perte)	(42)	2 039	3 990	1 144	2 142
Bilan					
Total des actifs	296 804	317 301	317 542	332 641	356 612
Portefeuille de placements nets	82 485	85 831	82 057	79 195	82 680
Encours des prêts	202 158	218 799	227 092	241 041	260 236
Portefeuille d'emprunts ^b	237 231	253 656	256 909	266 828	287 117
Total fonds propres	40 387	48 078	55 320	60 382	63 484
Revenu disponible					
Revenu disponible	1 381	1 248	806	1 312	1 849
Réparti comme suit ^c :					
Réserve général	950	874	589	921	834
Association internationale de développement	—	274	117	291	515
Compte de surplus	431 ^d	100	100	100	500
Capital disponible^{e,f}	47 138	49 997	50 481	53 105	54 655
Adéquation du capital					
Ratio fonds propres/prêts (%)	22,8	22,6	22,0	22,0	21,5

Note : Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs à l'adresse www.worldbank.org/financialresults.

a. Les montants comprennent les engagements de garantie et les facilités de garantie qui ont été approuvés par les Administrateurs (désignés « le Conseil » dans le présent document), et sont nets des résiliations et annulations totales relatives à des engagements approuvés au cours du même exercice.

b. Cela inclut les produits dérivés associés.

c. Les montants au 30 juin 2024 représentent les transferts prélevés sur le résultat net de l'exercice 24 qui ont été approuvés par le Conseil le 6 août 2024.

d. Le 25 janvier 2021, le Conseil des Gouverneurs a approuvé un transfert de 291 millions de dollars à l'IDA provenant du Compte de surplus, qui a été effectué le 1^{er} février 2021.

e. Hors montants associés aux plus-values et pertes non réalisées sur des portefeuilles n'ayant pas fait l'objet de transactions, et les écarts de conversion nets et connexes.

f. Le Capital disponible inclut le montant prélevé sur le résultat net de l'exercice 2024 et transféré à la Réserve générale, qui a été approuvé par le Conseil le 6 août 2024.

**Pour de plus amples informations,
rendez-vous à l'adresse www.banquemoniale.org/fr/who-we-are/ibrd.**

Engagements et services financiers

L'IDA est la source multilatérale de financements concessionnels la plus importante pour les pays les plus vulnérables. Elle accorde des financements sous forme de crédits, dons, garanties et prêts pour aider ces pays à renforcer la croissance économique, faire reculer la pauvreté et améliorer les conditions de vie des personnes qui sont le plus dans le besoin.

L'exercice 24 a été la deuxième année du cycle d'IDA-20. Compte tenu des besoins de financement supplémentaires et des volumes de financements additionnels fournis aux pays IDA pour faire face à des crises qui se chevauchent au cours de l'exercice 23, ainsi que de l'effet cumulatif d'un dollar des États-Unis plus fort, les actionnaires de l'IDA ont approuvé des ressources supplémentaires à hauteur de 7,8 milliards de dollars pour combler le déficit de financement d'IDA-20. En outre, le Conseil des Administrateurs a approuvé un moratoire sur le

durcissement des conditions pour tous les pays IDA en règle avec la Politique de financement durable du développement, qui s'appliquera au cours des exercices 24 et 25, jusqu'à ce que le Cadre d'allocation des dons de l'IDA soit révisé lors des discussions sur la reconstitution des ressources d'IDA-21.

Durant l'exercice 24, 75 pays étaient admis à bénéficier de l'aide de l'IDA³. Les nouveaux engagements au titre de prêts de l'IDA se sont chiffrés à 31,2 milliards de dollars pour 235 opérations, dont huit étaient des opérations mixtes BIRD/IDA. Ces engagements comprenaient 23,1 milliards de dollars de crédits et 8,1 milliards de dollars de dons. En outre, durant l'exercice écoulé, trois projets d'un montant total de 550 milliards de dollars et trois sous-projets d'une valeur de 19,4 millions de dollars ont été approuvés au titre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, IFC et la MIGA établi dans le cadre d'IDA-20.

TABLEAU 24 : ENGAGEMENTS DE L'IDA, PAR RÉGION, EXERCICES 20-24

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Afrique de l'Est et Afrique australie	9 581	14 089	15 266	14 368	12 735
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	9 514	10 955	12 213	11 390	9 274
Asie de l'Est et Pacifique	2 500	1 115	1 673	877	1 238
Europe et Asie centrale	1 497	1 315	2 511	1 098	1 100
Amérique latine et Caraïbes	978	769	1 030	181	269
Moyen-Orient et Afrique du Nord	203	658	817	561	340
Asie du Sud	6 092	7 127	4 217	5 770	6 239
Total^a	30 365	36 028	37 727	34 245	31 195

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

³ En février 2024, le Conseil des Administrateurs a approuvé l'élargissement de l'exception accordée aux petites économies insulaires à des petits États non insulaires admis à emprunter à l'IDA et à la BIRD, ce qui est susceptible de permettre à deux ou trois petits États d'accéder aux ressources de l'IDA durant l'exercice 25.

TABLEAU 25 : DÉCAISSEMENTS DE L'IDA PAR RÉGION, EXERCICES 20-24

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Afrique de l'Est et Afrique australe	7 904	8 081	7 133	10 417	10 696
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	5 469	6 045	6 544	7 948	9 007
Asie de l'Est et Pacifique	1 589	1 297	1 502	1 448	1 015
Europe et Asie centrale	365	880	764	2 385	1 187
Amérique latine et Caraïbes	466	495	510	322	602
Moyen-Orient et Afrique du Nord	151	379	559	552	587
Asie du Sud	5 235	5 744	4 202	4 646	5 153
Total^a	21 179	22 921	21 214	27 718	28 247

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 26 : ENGAGEMENTS DE L'IDA PAR SECTEUR, EXERCICES 20-24

MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Agriculture, pêche et foresterie	1 978	2 912	4 008	4 678	2 304
Éducation	4 037	3 585	2 335	2 168	2 083
Énergie et industries extractives	3 218	3 801	3 696	3 351	5 514
Secteur financier	534	1 910	1 346	1 247	1 690
Santé	4 295	3 840	4 269	2 261	2 929
Industrie, commerce et services	2 712	2 174	2 317	2 304	1 350
Technologies de l'information et de la communication	1 202	1 151	1 245	1 689	1 788
Administration publique	4 252	5 572	6 194	7 921	4 708
Protection sociale	4 185	6 352	4 792	4 075	3 363
Transports	2 132	2 367	5 167	2 303	3 387
Eau, assainissement et gestion des déchets	1 820	2 365	2 357	2 247	2 078
Total^a	30 365	36 028	37 727	34 245	31 194

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Consulter le site projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-sector pour de plus amples informations.

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 27 : ENGAGEMENT DE L'IDA PAR THÈME, EXERCICE 20-24

MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Politique économique	1 192	1 972	2 236	1 827	1 996
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	11 141	13 019	15 228	15 595	13 986
Finances	2 680	6 161	5 760	4 840	3 204
Développement humain et genre	15 974	26 353	22 846	14 146	9 335
Développement du secteur privé	7 232	8 523	8 244	6 567	6 433
Gestion du secteur public	4 158	4 698	5 192	6 251	4 930
Progrès social et protection sociale	4 738	8 114	6 568	6 109	4 594
Développement urbain et rural	8 899	11 647	19 375	17 416	12 204

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Consulter le site projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-theme pour de plus amples informations.

TABLEAU 28 : PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE L'IDA, EXERCICE 24

MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENTS	PAYS	ENGAGEMENTS
Éthiopie	3 395	Kenya	1 654
Bangladesh	3 362	Mozambique	1 130
Nigéria	2 200	Rwanda	801
Pakistan	2 131	Ghana	800
Tanzanie	1 815	Côte d'Ivoire	757

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

Ressources financières et modèle financier de l'IDA

L'IDA est principalement financée par les contributions des pays partenaires à revenu élevé et à revenu intermédiaire, les transferts d'autres institutions du Groupe de la Banque, les remboursements par les emprunteurs de crédits IDA antérieurs et les financements levés sur les marchés financiers. En 2016, l'IDA a reçu sa toute première cote de crédit — un triple A — qui a été réaffirmée chaque année par les agences de notation depuis lors. La solidité financière de l'IDA tient à la robustesse de la situation de son capital et du soutien de ses actionnaires, ainsi qu'à la prudence de ses politiques et de ses méthodes financières, y compris les normes de fonds propres. L'IDA applique la même gouvernance de gestion des risques que la BIRD. L'IDA utilise ces financements pour soutenir un train de mesures ambitieux recouvrant des domaines d'intervention particuliers et des questions transversales pour chaque cycle de reconstitution de ses ressources.

Pour IDA-20, une coalition de partenaires de développement a convenu d'une enveloppe de financement de 93 milliards de dollars (soit 65,1 milliards de DTS)⁴ pour accorder des crédits, des dons et des garanties aux pays clients de l'IDA. Sur ce montant, 84,2 milliards de dollars sont accordés à titre concessionnel, 6,3 milliards de dollars aux conditions de la BIRD pour le Mécanisme de financement complémentaire et 2,5 milliards de dollars pour le Guichet de promotion du secteur privé. Pour aider les pays à faire face aux répercussions de la crise de COVID-19, la Banque a mobilisé une grande partie des ressources d'IDA-19 en début de cycle afin de permettre à l'IDA de maintenir le niveau de ses financements à 35 milliards de dollars pour les exercices 21 et 22, hors financements du Guichet de promotion du secteur privé ; le solde d'environ 11 milliards de dollars a été reporté sur IDA-20. L'IDA a continué d'anticiper en déployant des ressources durant l'exercice 24 pour aider les pays à faire face à de multiples crises. Au 31 décembre 2023, 44,2 milliards de dollars avaient été engagés à des conditions concessionnelles, 3,6 milliards de dollars à des conditions non concessionnelles (à travers le Mécanisme de financement complémentaire) et 1,8 milliard de dollars à travers le Guichet de promotion du secteur privé. Les dépenses administratives de l'IDA sont recouvrées principalement sur les commissions de service et intérêts nets versés par les pays bénéficiaires.

Pour soutenir IDA-20, les partenaires fournissent 23,5 milliards de dollars (contre-valeur de 16,4 milliards de DTS) de dons, dont 0,1 milliard de dollars constitue l'élément de libéralité des contributions sous forme de prêts concessionnels des

partenaires. Les partenaires apportent en outre 0,2 milliard de dollars sous forme de prêts concessionnels, hors élément de libéralité, et 1,8 milliard dollars pour dédommager l'IDA des remises de dette au titre de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale au cours de la période couverte par IDA-20. Au 30 juin 2024, 57 partenaires avaient soumis des Instruments d'engagement au titre d'IDA-20. L'ensemble des instruments d'engagement soumis à ce jour représente 23,5 milliards de dollars, soit 99 % du montant total des contributions annoncées. Le programme d'emprunt de l'IDA lui permet d'accroître considérablement l'appui qu'elle apporte à la réalisation des objectifs de développement durable tout en offrant aux investisseurs un moyen efficace de contribuer au développement dans le monde. Dans le cadre d'IDA-20, ce modèle financier hybride — qui conjugue les contributions des bailleurs de fonds à la dette contractée sur les marchés — permet à l'IDA de mobiliser près de 4 dollars de pouvoir d'engagements pour chaque dollar que les partenaires de développement apportent.

Depuis l'émission de son premier emprunt obligataire sur les marchés financiers internationaux le 17 avril 2018, l'IDA a émis des obligations en cinq monnaies : euro, livre sterling, couronne suédoise, couronne norvégienne et dollar des États-Unis. Durant la première moitié de l'exercice 24, l'IDA a émis des obligations d'environ 6,2 milliards de dollars. L'IDA continue d'élargir sa base d'investisseurs et de lever des liquidités dans diverses monnaies auprès d'un ensemble diversifié d'investisseurs. Nous continuerons de rechercher des possibilités de diversifier davantage les monnaies dans lesquelles sont libellées les transactions de l'IDA et d'accroître sa présence sur les marchés financiers.

En juillet 2023, le Conseil des gouverneurs de l'IDA a adopté une résolution visant à établir le Mécanisme de gestion des crises afin d'intensifier le soutien aux pays qui en ont le plus besoin pour faire face à l'aggravation des défis de développement due à des crises mondiales qui se superposent, notamment l'insécurité alimentaire et les phénomènes climatiques extrêmes. Le Mécanisme de gestion des crises a deux objectifs : i) fournir des ressources supplémentaires aux pays IDA touchés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie à un moment où les crises mondiales s'aggravent et se chevauchent ; et ii) mettre en place un mécanisme de mise en commun et de mobilisation des contributions pour soutenir l'Ukraine et le Moldova voisin. Ce mécanisme sera soutenu par les contributions des membres et renforcera la capacité de financement de l'IDA en plus d'IDA-20.

⁴ Le Cadre de financement de la reconstitution des ressources d'IDA-20 est principalement administré en droits de tirage spéciaux (DTS). Les contre-valeurs en dollars des États-Unis présentées dans ce rapport sont calculées aux taux de change de référence d'IDA-20.

TABLEAU 29 : PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE L'IDA, EXERCICES 20-24

EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 24
Prêts, dons et garanties					
Engagements nets ^a	30 365	36 028	37 727	34 245	31 195
Décaissements bruts ^a	21 179	22 921	21 214	27 718	28 247
Décaissements nets ^a	15 112	16 465	14 477	19 968	20 062
Bilan					
Total des actifs	199 472	219 324	220 014	227 482	241 350
Portefeuille de placements nets	35 571	37 921	39 561	30 672	33 581
Encours des prêts	160 961	177 779	174 490	187 669	198 457
Portefeuille d'emprunts ^b	19 653	28 335	35 032	35 393	47 028
Total fonds propres	168 171	180 876	178 668	185 782	190 301
Compte de résultat					
Produit des intérêts sur prêts, net des dépenses d'emprunt	1 843	1 996	1 901	2 367	2 398
Transferts provenant d'organisations affiliées et autres	252	544	274	117	291
Dons au titre du développement	(1 475)	(2 830)	(2 372)	(3 946)	(5 291)
Résultat net (perte)	(1 114)	(433)	12	(3 262)	(3 573)
Résultat net ajusté	724	394	260	193	780
Adéquation du capital					
Ratio du capital stratégique utilisable					
Approche actuelle ^c	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	34,8 %
Approche précédente	35,8 %	30,4 %	26,4 %	24,1 %	21,1 %

Note : Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs à l'adresse www.worldbank.org/financialresults.

a. Engagements qui ont été approuvés par les Administrateurs (désignés « le Conseil » dans le présent document) et sont nets des annulations et résiliations totales relatives à des engagements approuvés au cours du même exercice. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

b. Inclut les produits dérivés associés.

c. Au 30 juin 2024, le ratio avait été calculé suivant une méthodologie améliorée approuvée par le Conseil.

IDA-20

En décembre 2021, les membres de l'IDA ont convenu du cadre opérationnel et financier d'IDA-20 pour une enveloppe de financement de 93 milliards de dollars couvrant les exercices 23 à 25. Cette enveloppe est constituée de 23,5 milliards de dollars de contributions de 52 pays membres, ainsi que de contributions à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale, de financements levés sur les marchés financiers, de ressources reportées d'IDA-19, de ressources internes (telles que les remboursements de prêts) set de transferts de la BIRD. IDA-20 a introduit de nouvelles modalités de prêt pour les pays admis à emprunter : des prêts à échéance plus courte et des crédits sur 50 ans.

Le cadre d'intervention d'IDA-20 retient les quatre thèmes particuliers d'IDA-19, à savoir changement climatique ; fragilité, conflit et violence ; genre et développement ; et emplois et transformation économique. Le capital humain est introduit comme cinquième thème particulier. IDA-20 contribuera également à approfondir les efforts de reprise en mettant en exergue quatre questions transversales : préparation aux crises, question nouvellement introduite pour IDA-20 ; dette ; gouvernance et institutions ; et technologies.

La période couverte par IDA-20 a débuté le 1^{er} juillet 2022 et a fait l'objet d'un examen à mi-parcours en décembre 2023. Il est ressorti de l'examen à mi-parcours d'IDA-20 qu'IDA-20 respecte ses engagements stratégiques et est en passe d'atteindre voire de dépasser les cibles du cycle pour 38 des 41 engagements, les progrès sur les trois autres cibles étant plus lents. Les opérations appuyées par l'IDA ont continué d'avoir des résultats positifs pour les populations des pays clients. Selon les notations du Groupe indépendant de l'évaluation rapportées dans le bulletin d'information pour l'exercice 23 du Système de mesure des résultats de l'IDA, la Banque mondiale a obtenu des réalisations satisfaisantes dans 87 % des opérations financées par l'IDA. Au moment de l'examen à mi-parcours d'IDA-20, le nombre de pays clients de l'IDA était passé à 75 à la suite de la reclassification du Sri Lanka. Lors de l'examen à mi-parcours, l'IDA a également lancé le processus de reconstitution des ressources d'IDA-21, le prochain cycle de financement qui couvrira la période allant de juillet 2025 à juin 2028.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse ida.banquemondiale.org/fr/home.